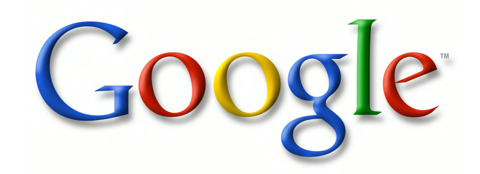
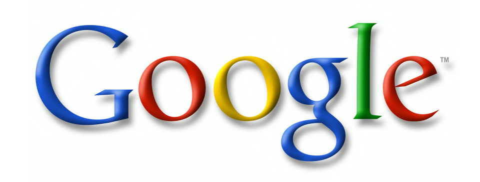
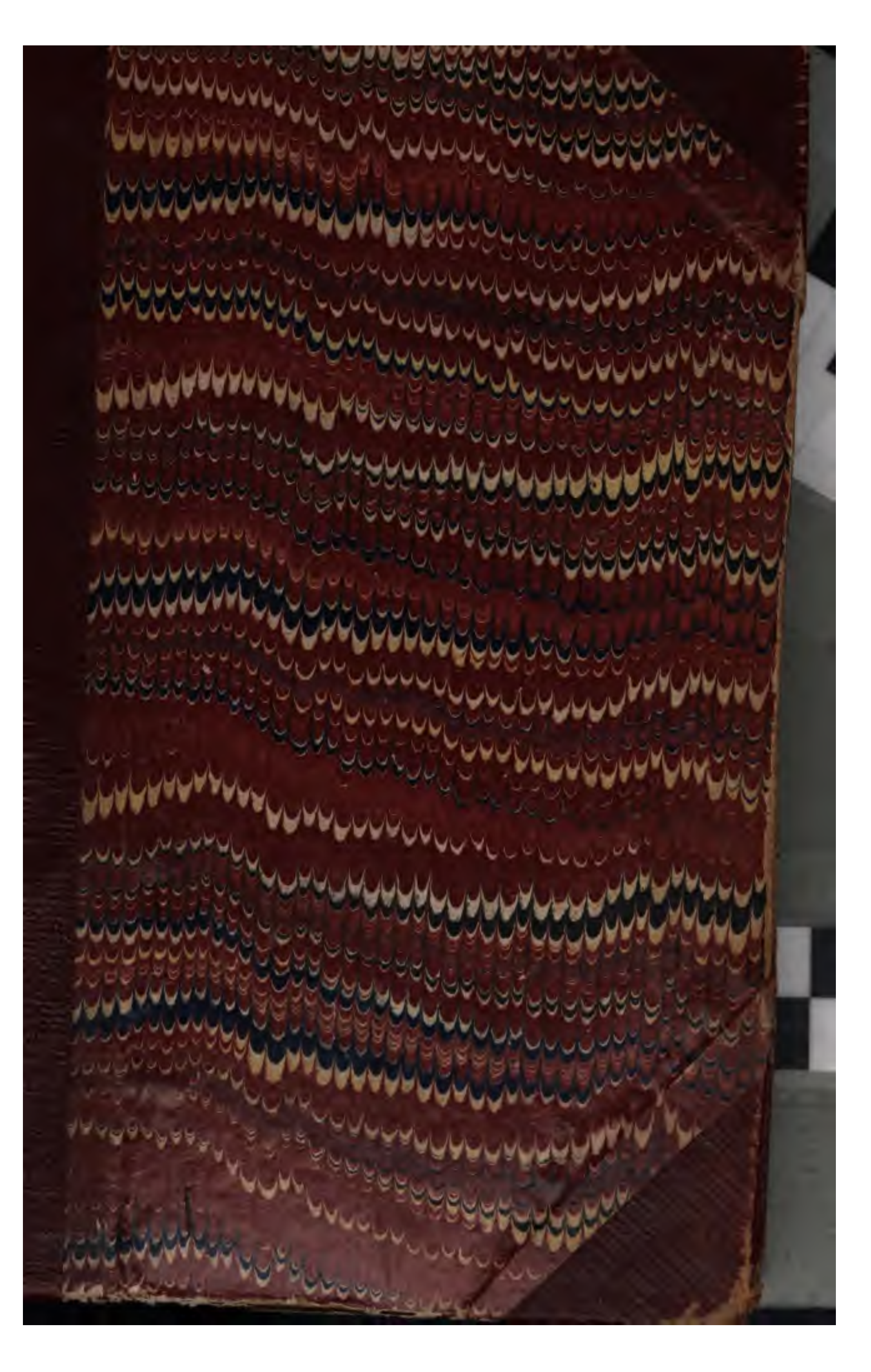







STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

MÉMOIRES

DE

GARIBALDI

PAR

ALEXANDRE DUMAS

PRÉCÉDÉS D'UN

DISCOURS SUR GARIBALDI PAR VICTOR HUGO

et d'une

INTRODUCTION PAR GEORGE SAND

DEUXIÈME PARTIE

Seule édition complète, interdite pour la France

BRUXELLES

MELINE, CANS ET Ce, LIBRAIRES-ÉDITEURS

Boulevard de Waterloo, 35.

MÉMOIRES DE GARIBALDI

I

PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES ET COURTIER DE COMMERCE.

Je descendis, à Montevideo, dans la maison d'un de mes amis, nommé Napoléon Castellini. A son amabilité et à celle de sa femme, je dois beaucoup trop pour m'acquitter jamais autrement que par la reconnaissance que je leur ai vouée; et cela, comme à mes autres bien chers G. B. Cuneo, cet ami de toute ma vie, aux frères Antonini et à Giovanni Rino.

Les quelques écus, provenant de la vente de mes peaux de bœuf, dépensés, et ne voulant pas demeurer, avec ma femme et

mon enfant, à la charge de mes amis, j'entrepris deux industries qui, je dois l'avouer, à elles deux et réunies, suffisaient à peine à nos besoins.

La première était celle de courtier de marchandises. Je portais sur moi des échantillons de toute espèce; je tenais tout, depuis la pâte d'Italie jusqu'aux étoffes de Rouen.

La seconde était celle de professeur de mathématiques, dans la maison de l'estimable M. Paolo Semidei.

Ce genre de vie dura jusqu'à mon enrôlement dans la légion orientale.

La question du Rio-Grande commençait à se résoudre et à s'arranger; je n'avais plus rien à voir de ce côté. La république Orientale, c'est ainsi que se nommait la république de Montevideo, me sachant libre, ne tarda pas à m'offrir une occupation plus en harmonie avec mes moyens, et surtout avec mon caractère, que celle de professeur de mathématiques et de colporteur d'échantillons.

On m'offrit et j'acceptai le commandement de la corvette *la Constitution*.

L'escadre orientale se trouvait sous les ordres du colonel Cosse; celle de Buenos-Ayres, sous les ordres du général Brown.

Plusieurs rencontres et plusieurs combats avaient eu lieu entre les deux escadres; mais ils n'avaient eu que de médiocres résultats.

Vers le même temps, un certain Vidal, de triste mémoire, fut chargé du ministère général de la République.

Un des premiers et des plus déplorables actes de cet homme

fut de se débarrasser du souci de l'escadre qu'il disait être trop onéreuse à l'État. Cette escadre, qui avait coûté d'immenses sommes, et qui, entretenue, comme la chose était facile alors, pouvait constituer une prééminence marquée sur la Plata, fut complétement détruite. On vendit les bâtiments à des prix honteux, et on dilapida le matériel.

Je fus destiné à une expédition du résultat de laquelle devaient naître bien des événements.

On m'envoya à Corrientes avec le brigantin de dix-huit canons *le Pereyra*. Il avait, outre ses dix-huit pièces d'artillerie, deux canons à pivot.

De conserve avec moi, devait naviguer la corvette *Rocida*.

Corrientes combattait alors contre Rosas, et je devais l'aider dans ses mouvements contre les forces du dictateur.

Peut-être l'expédition avait-elle un autre but, mais c'était le secret de M. le ministre général.

*

Que l'on permette à celui qui publie ces mémoires de donner aux lecteurs, sur l'état de la république de Montevideo, en 1841, quelques explications que le général Garibaldi n'a pas cru devoir donner dans un journal écrit au jour le jour.

Ces explications seront d'autant plus exactes, qu'elles ont été dictées, en 1849, à celui qui les publie aujourd'hui, par un homme qui a joué un grand rôle dans les événements de la

république orientale, par le général Pacheco y Obes, l'un de nos meilleurs amis.

Puis, soyez tranquilles, chers lecteurs, nous rendrons immédiatement la plume à cet autre ami, non moins bon, ayant nom *Joseph Garibaldi*.

Car vous voyez que, comme César, ce premier émancipateur de l'Italie, il manie non moins bien la plume que l'épée.

MONTEVIDEO

Lorsque le voyageur arrive d'Europe, sur un de ces vaisseaux que les premiers habitants du pays prirent pour des maisons volantes, ce qu'il aperçoit d'abord, quand le matelot en vigie a crié : « Terre! » ce sont deux montagnes.

Une montagne de briques, qui est la cathédrale, l'église-mère, *la Matriz*, comme on dit là-bas.

Puis une montagne de granit, marbrée de quelque verdure, surmontée d'un fanal.

Celle-ci s'appelle *le Cerro*.

Au fur et à mesure qu'il approche, au-dessous des tours de la cathédrale, dont les dômes de porcelaine scintillent au soleil, il distingue les *miradores* sans nombre et aux formes variées qui surmontent presque toutes les maisons ; puis ces maisons elles-mêmes, rouges ou blanches, avec leurs terrasses, fraîches stations du soir; puis, au pied du Cerro, les *saladeros*, vaste édifice où l'on sale les viandes; puis enfin, au fond de la baie,

bordant la mer, les charmantes *quintas*, délices et orgueil des habitants, et qui font que, les jours de fête, on n'entend que ces mots courant par les rues :

— Allons dans *le Miguelete!* — Allons dans *la Aguada!* — Allons dans *l'Arroyo Seco!*

Alors, si vous jetez l'ancre entre le Cerro et la ville, dominée, de quelque point que vous la regardiez, par la gigantesque cathédrale; si la yole vous emporte rapidement vers la plage sous l'effort de ses rameurs ; si, le jour, vous voyez, sur la route de ces belles quintas, des groupes de femmes en amazones, de cavaliers en habit de cheval ; si, le soir, à travers les fenêtres ouvertes et versant dans la rue des torrents de lumière et d'harmonie, vous entendez le chant du piano ou les plaintes de la harpe, les trilles petillants des quadrilles ou les notes plaintives de la romance, c'est que vous êtes à Montevideo, la vice-reine de ce fleuve d'argent, dont Buenos-Ayres prétend être la reine, et qui se jette dans l'Atlantique par une embouchure de quatre-vingts lieues de large.

Ce fut Juan Diaz de Solis qui, le premier, vers le commencement de 1516, découvrit la côte et la rivière de la Plata. La première chose qu'aperçut la sentinelle en vigie, fut *le Cerro.* Plein de joie alors, il s'écria en langue latine :

— *Montem video!*

De là, le nom de la ville dont nous allons rapidement esquisser l'histoire.

Solis, déjà fier d'avoir découvert, un an auparavant, Rio-Janeiro, ne jouit pas longtemps de sa nouvelle découverte. Ayant lancé dans la baie deux de ses navires, et ayant remonté

la Plata avec le troisième, il céda aux signes d'amitié que lui firent les Indiens, tomba dans une embuscade, et fut tué, rôti et mangé sur les bords d'un ruisseau qui, en mémoire de ce terrible événement, porte encore aujourd'hui le nom de *arroyo de Solis*.

Cette horde d'Indiens anthropophages, très-braves du reste, appartenait à la tribu primitive des Charruas. Elle était maîtresse du pays, comme, à l'autre extrémité du grand continent, les Hurons et les Sioux.

Aussi résista-t-elle aux Espagnols, qui furent forcés de bâtir Montevideo au milieu de combats journaliers, et surtout d'attaques de toutes les nuits. Si bien que, grâce à cette résistance, Montevideo, quoique découverte, comme nous l'avons dit, en 1516, compte à peine cent ans de fondation.

Enfin, vers la fin du dernier siècle, vint un homme qui fit aux maîtres primitifs de la côte une guerre d'extermination dans laquelle ils furent anéantis. Trois derniers combats, pendant lesquels, comme les anciens Teutons, ils placèrent au milieu d'eux femmes et enfants, et tombèrent sans reculer d'un pas, virent disparaître leurs derniers restes, et, monument de cette défaite suprême, le voyageur peut encore voir, aujourd'hui, blanchir au pied de la montagne *Acegua*, les ossements des derniers Charruas.

Cet autre Marius, vainqueur de ces autres Teutons, c'était le *commandant de la campagne*, Jorge Pacheco, père du général Pacheco y Obes, de la bouche duquel, nous l'avons déjà dit, nous tenons les détails que nous allons mettre sous les yeux des lecteurs.

Mais les sauvages détruits léguaient au commandant Pacheco des ennemis bien plus tenaces, bien plus dangereux et surtout bien plus difficiles à exterminer que les Indiens, attendu que ceux-là étaient soutenus, non par une croyance religieuse qui allait chaque jour s'affaiblissant, mais, au contraire, par un intérêt matériel qui allait chaque jour s'augmentant; ces ennemis, c'étaient les contrebandiers du Brésil.

Le système prohibitif était la base du commerce espagnol. C'était donc une guerre acharnée entre le commandant de la campagne et les contrebandiers, qui, tantôt par ruse, tantôt par force, essayaient d'introduire sur le territoire montevidéen leurs étoffes et leur tabac.

La lutte fut longue, acharnée, mortelle. Don Jorge Pacheco, homme d'une force herculéenne, d'une taille gigantesque, d'une surveillance inouïe, en était enfin arrivé, il l'espérait du moins, non pas à anéantir les contrebandiers, comme il avait fait des Charruas, c'était chose impossible, mais à les éloigner de la ville, lorsque, tout à coup, ils reparurent plus hardis, plus actifs, et mieux ralliés que jamais à l'entour d'une volonté unique, aussi puissante, aussi courageuse et surtout aussi intelligente que pouvait l'être celle du commandant Pacheco.

Le commandant lança ses espions par la campagne et s'informa des causes de cette recrudescence d'hostilités.

Tous revinrent avec un même nom dans la bouche : Artigas.

Qu'était-ce donc que cet Artigas ?

Un jeune homme de vingt à vingt-cinq ans, brave comme un vieil Espagnol, subtil comme un Charrua, alerte comme un

gaucho. Il avait des trois races, sinon dans le sang, du moins dans l'esprit.

Ce fut alors une lutte admirable de ruse et de force entre le vieux commandant de la campagne et le jeune contrebandier; mais celui-ci était jeune et croissant en force; l'autre, non pas vieux, mais fatigué. Pendant quatre ou cinq ans, il poursuivit Artigas, le battant partout où il le rencontrait.

Mais Artigas battu n'était ni tué, ni pris; le lendemain, il reparaissait. L'homme de la ville se fatigua le premier de la lutte, et, comme un de ces anciens Romains du temps de la république, qui sacrifiaient leur orgueil au bien du pays, il alla proposer au gouvernement de résigner ses pouvoirs, à la condition que l'on ferait Artigas chef de la campagne à sa place, Artigas, à son avis, pouvant seul mettre fin à l'œuvre que lui, Pacheco, ne pouvait accomplir, c'est-à-dire l'extermination des contrebandiers.

Le gouvernement accepta, et, comme ces bandits romains qui font leur soumission au pape et se promènent vénérés dans la ville dont ils ont été la terreur, Artigas fit son entrée triomphale à Montevideo, et reprit l'œuvre d'extermination au point où elle s'était échappée des mains de son prédécesseur.

Au bout d'un an, la contrebande était sinon anéantie, du moins disparue.

Cela se passait cinquante-huit ou soixante ans avant les événements auxquels va se trouver mêlé Garibaldi; mais nous sommes auteur dramatique avant tout, et nous ne pouvons nous habituer à ne pas ouvrir nos drames par un prologue. Ce

prologue, au reste, n'est pas sans intérêt, et fait connaître des hommes et des localités assez inconnus en France.

Artigas avait alors vingt-sept ou vingt-huit ans ; à l'époque où le général Pacheco me donnait ces détails, il en avait quatre-vingt-treize, et vivait ignoré dans une petite quinta du président du Paraguay.

Depuis, sans doute, il est mort.

C'était un jeune homme beau, brave et fort, et qui représentait une des trois puissances qui régnèrent tour à tour sur Montevideo.

Don Jorge Pacheco était le type de la valeur chevaleresque du vieux monde, cette valeur chevaleresque qui a traversé les mers avec Colomb, Pizarre et Fernand Cortez.

Artigas était, lui, l'homme de la campagne. Il pouvait représenter ce qu'on appelait là-bas le parti national, placé entre les Portugais et les Espagnols, c'est-à-dire entre les étrangers restés Portugais et Espagnols par leur séjour dans les villes, où tout rappelait les mœurs portugaises et espagnoles.

Puis restait un troisième type et même une troisième puissance, dont il faut bien que nous parlions et qui est à la fois le fléau de l'homme de la ville et de l'homme de la campagne.

Ce troisième type, c'est le gaucho, dont Garibaldi vous a dit un mot caractéristique et pittoresque. Il l'a appelé le centaure du nouveau monde.

En France, nous appelons gaucho tout ce qui vit dans ces vastes plaines, ces immenses steppes, ces pampas infinies qui s'étendent du bord de la mer au versant oriental des Andes. Nous nous trompons; le capitaine Head, de la marine anglaise,

mit le premier en vogue cette manie de confondre le gaucho avec l'habitant de la campagne qui, dans sa fierté, repousse non-seulement la similitude, mais la comparaison.

Le gaucho est le bohémien du nouveau monde. Sans biens, sans maison, sans famille, il a pour tout avoir son poncho, son cheval, son couteau, son lazo et ses bolas.

Son couteau est son arme ; son lazo et ses bolas, c'est son industrie.

Artigas demeura donc commandant de la campagne, à la grande satisfaction de tout le monde, à l'exception des contrebandiers ; et il se trouvait encore chargé de cette importante fonction lorsque éclata la révolution de 1810, révolution qui avait pour but, et qui eut, en effet, pour résultat, d'anéantir la domination espagnole dans le nouveau monde.

Elle commença en 1810, à Buenos-Ayres, et s'acheva en Bolivie, à la bataille d'Ayacucho, en 1824.

Le chef des forces indépendantes était alors le général Antonio Jose de Sucre. Il avait cinq mille hommes sous ses ordres.

Le général en chef des troupes espagnoles était don Juan de la Serna, le dernier vice-roi du Pérou. Il commandait à onze mille hommes.

Les patriotes n'avaient qu'un seul canon ; ils étaient un contre deux à peine, comme on le voit par les chiffres que nous venons de citer ; ils manquaient de munitions et de provisions de bouche, de poudre et de pain. On n'avait qu'à attendre, ils se rendaient ; on attaqua, ils furent vainqueurs.

Ce fut le général patriote Alejo Cordova qui commença la

bataille. Il commandait à quinze cents hommes. Il mit son chapeau au bout de son épée et cria :

— En avant !

— Au pas accéléré ou au pas ordinaire ? — demanda un officier.

— Au pas de la victoire ! — répondit Alejo Cordova.

Le soir, l'armée espagnole tout entière avait capitulé, et se trouvait prisonnière de ceux que, le matin, elle tenait prisonniers.

Artigas, un des premiers, avait salué la révolution comme une libératrice. Il s'était mis à la tête du mouvement dans la campagne, et alors il était venu offrir à Pacheco de résigner, à son tour, entre ses mains le commandement, comme autrefois Pacheco avait fait pour lui.

Cet échange allait peut-être s'opérer, lorsque Pacheco fut surpris dans la maison de Casablanca, sur l'Uruguay, par des marins espagnols, et resta prisonnier entre leurs mains.

Artigas n'en continua pas moins son œuvre de délivrance. En peu de temps, il chassa les Espagnols de toute cette campagne, dont il s'était fait roi, et les réduisit à la seule ville de Montevideo. Mais Montevideo pouvait présenter une sérieuse résistance, attendu qu'elle était la seconde ville fortifiée d'Amérique.

La première était Saint-Jean d'Ulloa.

A Montevideo, s'étaient réfugiés tous les partisans des Espagnols, appuyés d'une armée de quatre mille hommes. Artigas, soutenu par l'alliance de Buenos-Ayres, mit le siége devant la ville.

Mais une armée portugaise vint en aide aux Espagnols, et débloqua Montevideo.

En 1812, nouveau siége de Montevideo. Le général Rondeau, pour Buenos-Ayres, et Artigas, pour les patriotes montevidéens, ont réuni leurs forces et sont revenus envelopper la ville.

Le siége dura vingt-trois mois; puis enfin une capitulation livra le siége de la future république Orientale aux assiégeants, commandés alors par le général Alvear.

Comment le général en chef était-il Alvear et non Artigas? Nous allons le dire.

C'est qu'au bout de vingt mois de siége, après trois ans de contact entre les hommes de Buenos-Ayres et ceux de Montevideo, les dissemblances d'habitudes, de mœurs, je dirai presque de race, qui avaient été d'abord de simples causes de dissension, étaient peu à peu devenues des motifs de haine.

Artigas, comme Achille, s'était donc retiré sous sa tente ou plutôt, emportant sa tente avec lui, il avait disparu dans ces profondeurs de la plaine, si bien connues de sa jeunesse, au temps où il faisait le métier de contrebandier.

Le général Alvear l'avait remplacé, et se trouvait, lors de la reddition de la ville de Montevideo, général en chef des *Portenos;* c'est ainsi que l'on appelle dans le pays les hommes de Buenos-Ayres, tandis que l'on appelle les Montevidéens les *Orientaux*.

Tâchons de faire comprendre ici les différences nombreuses qui existent entre les Portenos et les Orientaux.

L'homme de Buenos-Ayres, fixé dans le pays depuis trois

cents ans, dans la personne de son aïeul, a perdu, dès la fin du premier siècle de sa translation en Amérique, toutes les traditions de la mère-patrie, c'est-à-dire de l'Espagne ; ses intérêts ressortissant au sol, sa vie s'y est attachée; les habitants de Buenos-Ayres sont presque aussi Américains aujourd'hui que l'étaient les Indiens qu'ils ont chassés du pays.

L'homme de Montevideo, au contraire, fixé depuis un siècle à peine dans le pays — toujours dans la personne de son aïeul, bien entendu, — l'homme de Montevideo n'a pas eu le temps d'oublier qu'il est fils, petit-fils, arrière-petit-fils d'Espagnol. Il a le sentiment de sa nationalité nouvelle, mais sans avoir oublié les traditions de la vieille Europe, à laquelle il tend pour la civilisation, tandis que l'homme de la campagne de Buenos-Ayres, au contraire, s'en éloigne tous les jours pour rentrer dans la barbarie.

Le pays, non plus, n'est pas sans influence sur le mouvement rétrograde d'un côté, progressif de l'autre.

La population de Buenos-Ayres, répandue sur des landes immenses, avec des habitations très-éloignées les unes des autres, dans un pays dépourvu d'eau, manquant de bois, triste d'aspect, cette population, habitant des chaumières mal construites, puise dans cet isolement, dans ces privations, dans ces distances, un caractère sombre, insociable, querelleur. Ses tendances remontent vers l'Indien sauvage des frontières du pays, avec lequel elle fait commerce de plumes d'autruche, de manteaux pour le cheval, et de bois de lance, toutes choses venant de contrées inconnues des Européens, et qui s'échangent contre de l'eau-de-vie et du tabac. L'Indien emporte tabac et

eau-de-vie dans ces grandes plaines des pampas dont il a pris le nom ou auxquelles peut-être il a donné le sien.

La population de Montevideo, tout au contraire, occupe un beau pays qu'arrosent des ruisseaux, que coupent des vallées. Elle n'a point de grands bois ; elle ne possède pas de vastes forêts, comme l'Amérique du Nord, c'est vrai ; mais, au fond de chacune de ses vallées, elle a des ruisseaux ombragés par le *quebracho* à l'écorce de fer, par l'*ubajai* au fruit d'or, par le *sanet* aux riches rameaux. En outre, elle est bien logée, bien nourrie. Ses maisons, villas, fermes ou métairies sont rapprochées les unes des autres, et son caractère ouvert et hospitalier est enclin à la civilisation, dont le voisinage de la mer lui apporte incessamment le parfum sur les ailes du vent qui vient de l'Europe.

Pour la population de Buenos-Ayres, le type de la perfection est l'Indien à cheval.

Pour l'homme de la campagne de Montevideo, le type de la perfection, c'est l'Européen, sanglé dans son habit, ficelé dans sa cravate, emprisonné entre ses dessous de pieds et ses bretelles.

L'homme de Buenos-Ayres a la prétention d'être le premier de l'Amérique en élégance ; il s'échauffe et s'apaise facilement ; il a plus d'imagination que le Montevidéen. Les premiers poëtes que l'Amérique a connus sont nés à Buenos-Ayres. Vareta et Lafinur, Dominguez et Mannal sont des poëtes portenos.

L'homme de Montevideo est moins poétique, mais plus calme, plus ferme dans ses résolutions et dans ses projets. Si

son rival a la prétention d'être le premier en élégance, il a, lui, celle d'être le premier en courage. Parmi les poëtes, on trouve les noms d'Hidalgo, de Berro, de Figueroa, de Juan Carlos Gomez.

De leur côté, les femmes de Buenos-Ayres ont la prétention d'être les plus belles femmes de l'Amérique méridionale, depuis le détroit de Lemaire jusqu'à la rivière des Amazones.

Peut-être, en effet, le visage des femmes de Montevideo est-il moins éclatant que celui de leurs voisines ; mais leurs formes sont merveilleuses ; mais leurs pieds, leurs mains et leurs tournures semblent être directement empruntés soit à Séville, soit à Grenade.

Ainsi, entre les deux pays :

Rivalité de courage et d'élégance pour les hommes.

Rivalité de beauté, de grâce et de tournure pour les femmes.

Rivalité de talent pour les poëtes, ces hermaphrodites de la société, — irritables comme des hommes, capricieux comme des femmes, et, avec tout cela, naïfs parfois comme des enfants.

Il y avait, comme on voit, dans tout ce que nous venons de dire, des causes suffisantes d'hostilité entre les hommes de Buenos-Ayres et ceux de Montevideo, entre Artigas et Alvear.

Ce fut non-seulement une séparation, mais une haine ; non-seulement une haine, mais une guerre.

Tous les éléments d'antipathie furent soulevés contre les hommes de Buenos-Ayres par l'ancien chef de contrebandiers. Peu lui importèrent désormais les moyens, pourvu qu'il arrivât à son but, et son but était de chasser du pays les Portenos.

Ce fut alors qu'Artigas, réunissant tout ce que le pays lui offrait de ressources, se mit à la tête de ces bohémiens de l'Amérique que l'on appelle les *gauchos*.

C'était la guerre sainte, en quelque sorte, que faisait Artigas ; aussi rien ne put-il lui résister, ni l'armée de Buenos-Ayres, ni le parti espagnol qui comprenait que la rentrée d'Artigas à Montevideo, c'était la substitution de la force brutale à l'intelligence.

Ceux qui avaient prévu ce retour à la barbarie ne s'étaient pas trompés. Pour la première fois, des hommes vagabonds, incivilisés, sans organisation, se voyaient réunis en corps d'armée et avaient un général. Aussi, avec Artigas dictateur, commença une période qui a quelque analogie avec le sans-culottisme de 1793. Montevideo va voir le règne de l'homme aux pieds nus, aux *casonsillos* flottants, à la *chiripa* écossaise, au *poncho* déchiré et couvrant tout cela, et au chapeau posé sur l'oreille et assuré par le *barbijo*.

Alors Montevideo devient témoin de scènes inouïes, grotesques, quelquefois terribles. Souvent les premières classes de la société sont réduites à l'impuissance d'agir. Artigas, moins la cruauté et plus le courage, devint alors ce que fut plus tard Rosas.

Si désastreux qu'il fût, ce régime dictatorial d'Artigas eut cependant son côté brillant et national. Ce côté, ce fut la lutte de Montevideo contre Buenos-Ayres, qu'Artigas battit sans cesse, et dont il finit par repousser entièrement l'influence, puis sa résistance opiniâtre à l'armée portugaise qui envahit le pays en 1815.

Le prétexte de cette invasion fut le désordre de l'administration d'Artigas, la nécessité de sauver les peuples voisins de désordres pareils que pouvait faire naître la contagion de l'exemple. Ces désordres avaient, au sein du pays même, doublé l'opposition que faisait le parti de la civilisation. Les classes élevées surtout appelaient de tous leurs vœux une victoire qui substituât la domination portugaise à cette domination nationale qui entraînait avec elle la licence et la brutale tyrannie de la force matérielle. Cependant, malgré cette sourde conspiration à l'intérieur, malgré les attaques des Portugais et des Portenos, Artigas résista quatre ans, livra trois batailles rangées à l'ennemi, et, vaincu enfin, ou plutôt écrasé en détail, se retira dans l'Entre-Rios, c'est-à-dire de l'autre côté de l'Uruguay. Là, tout fugitif qu'il était, Artigas représentait encore, sinon par ses forces, du moins par son nom, une puissance redoutable, lorsque Ramirez, son lieutenant, se révolta, souleva contre lui les trois quarts des hommes qui lui restaient, le battit de façon à lui ôter tout espoir de reconquérir sa position perdue et le força de sortir de ce pays où, comme Antée, il semblait reprendre des forces toutes les fois qu'il touchait la terre.

Ce fut alors que, pareil à une de ces trombes qui s'évaporent après avoir semé la désolation et les ruines sur leur passage, Artigas disparut et s'enfonça dans le Paraguay où, comme nous l'avons dit, en 1848, à l'époque où Garibaldi défendait encore Montevideo, il vivait âgé de quatre-vingt-treize à quatre-vingt-quatorze ans, jouissant de toutes ses facultés intellectuelles et presque de toutes ses forces.

Artigas vaincu, rien ne fit plus opposition à la domination portugaise. Elle s'établit dans le pays, et le baron da Laguna, Français d'origine, fut son représentant en 1825. En 1825, Montevideo, comme toutes les possessions portugaises d'Amérique, fut cédée au Brésil.

Montevideo fut alors occupée par une armée impériale de huit mille hommes.

C'est alors qu'un Montevidéen qui, proscrit, habitait Buenos-Ayres, réunit trente-deux compagnons, proscrits comme lui, et décida avec eux qu'il rendrait la liberté à sa patrie, ou qu'il mourrait.

Cette poignée de patriotes s'embarqua sur deux canots et mit pied à terre à Larenal-Grande.

Le chef qui les commandait avait nom Juan Antonio Lavalleja.

Lavalleja avait d'avance noué des intrigues avec un propriétaire du pays, qui devait, au moment de son débarquement, lui tenir des chevaux prêts. Aussi, à peine eut-il pris terre qu'il envoya un message à cet homme. Mais celui-ci fit répondre que tout était découvert, que les chevaux avaient été enlevés, et que, s'il avait un conseil à donner à Lavalleja et à ses compagnons, c'était de se rembarquer et de retourner au plus tôt à Buenos-Ayres.

Mais Lavalleja répondit qu'il était parti dans l'intention d'aller en avant, et non de retourner en arrière. En conséquence, il donna l'ordre aux rameurs de regagner sans lui Buenos-Ayres, et, le 19 avril, il prit, lui et ses trente hommes, possession du territoire de Montevideo, au nom de la liberté.

Le lendemain, la petite troupe qui avait fait une razzia de chevaux, razzia à laquelle, du reste, la plupart des propriétaires avaient prêté leur concours, le lendemain, la petite troupe, déjà en marche sur la capitale, fut rencontrée par un détachement de deux cents cavaliers. Parmi ces deux cents cavaliers, quarante étaient Brésiliens, et cent soixante orientaux.

Cette troupe était commandée par un ancien frère d'armes de Lavalleja, le colonel Julien Laguna. Lavalleja pouvait éviter le combat; tout au contraire, il marcha droit aux deux cents cavaliers. Seulement, avant d'en venir aux mains, Lavalleja demanda une entrevue à Laguna.

— Que voulez-vous et que venez-vous faire dans le pays? — demanda Laguna, s'avançant de lui-même au-devant de Lavalleja.

— Je viens délivrer Montevideo de la domination étrangère, répondit Lavalleja; si vous êtes pour moi, venez avec moi; si vous êtes contre moi, rendez-moi vos armes, ou préparez-vous à combattre.

— Je ne sais pas ce que veulent dire ces mots : *rendre ses armes*, répondit Laguna, et j'espère que personne ne me l'apprendra jamais.

— Alors, allez-vous mettre à la tête de vos hommes, et voyons pour quelle cause Dieu sera.

— J'y vais, — répondit Laguna, et il partit au galop pour rejoindre ses soldats.

Mais, au même moment, Lavalleja déploya le drapeau national, bleu, blanc et rouge, comme le nôtre, et aussitôt les cent soixante Orientaux passèrent de son côté.

Les quarante Brésiliens furent faits prisonniers.

La marche de Lavalleja sur Montevideo devint dès lors une marche triomphale, dont le résultat fut que la république Orientale, proclamée par la volonté et l'enthousiasme de tout un peuple, prit rang parmi les nations.

ROSAS

Pendant ce temps, grandissait un nom qui devait être un jour la terreur de la fédération argentine.

Peu après la révolution de 1810, un jeune homme de quinze à seize ans sortait de Buenos-Ayres, abandonnant la ville et gagnant la campagne. Il avait le visage troublé et marchait d'un pas rapide.

Ce jeune homme s'appelait Juan Manuel Rosas.

Pourquoi, presque enfant encore, ce fugitif abandonnait-il la maison où il était né? Pourquoi, homme de la ville, allait-il demander un asile aux hommes de la campagne? C'est que lui, qui devait un jour souffleter la patrie, venait de souffleter sa mère, et que la malédiction paternelle le poursuivait.

Cet événement, sans importance d'ailleurs, se perdit bientôt dans le bruit des événements plus sérieux qui s'accomplissaient, et, tandis que tous les anciens compagnons du fugitif se réunissaient sous l'étendard de l'indépendance pour combattre la domination espagnole, lui se perdait dans les

pampas, se donnait à la vie du gaucho, adoptait son costume et ses mœurs, devenait un des meilleurs cavaliers et l'un des hommes les plus habiles de ces immenses plaines dans le maniement du lazo et de la bola, de sorte qu'en le voyant si adroit à ces exercices sauvages, celui qui ne l'eût pas connu, l'eût pris, non pas pour un homme de la ville, mais pour un homme de la campagne, non plus pour un *pueblero* fugitif, mais pour un véritable gaucho.

Rosas entra d'abord comme péon, c'est-à-dire comme journalier, dans une estancia, puis il devint *capataz*, — Garibaldi nous a dit ce que c'était qu'un capataz, — puis, majordome, titre qui s'explique de lui-même.

En cette dernière qualité, il régissait les biens de la puissante famille Anchonna; c'est de là que commence sa fortune comme propriétaire.

Notre intention étant de faire connaître Rosas sous tous ses aspects, disons, au milieu des événements qui s'accomplissaient, quelle était la situation de son esprit.

Rosas s'était trouvé à Buenos-Ayres pendant les prodiges enfantés par la révolution contre l'Espagne. Alors, celui qui avait le courage cherchait la célébrité sur le champ de bataille; celui qui avait le talent, l'instruction, la prudence, la cherchait dans les conseils. Rosas était ambitieux de célébrité; mais à quelle célébrité pouvait-il atteindre? Quelle renommée pouvait-il acquérir, lui qui n'avait ni le courage du champ de bataille ni les lumières du conseil? A chaque instant il entendait résonner quelque glorieux nom à ses oreilles; c'étaient, comme ministres, les noms de Rivadavia, de Pasos d'Aguero;

c'étaient, comme guerriers, les noms de Saint-Martin, de Balcarce, de Rodriguez et de Las Heras.

Et tous ces noms, dont le bruit, venant de la ville, allait éveiller l'écho des solitudes, tous ces noms ravivaient en même temps sa haine contre cette ville qui, ayant des triomphes pour tous, n'avait eu pour lui que l'exil.

Mais, déjà à cette époque, Rosas rêvait l'avenir, et le préparait en errant dans les pampas, confondu avec les gauchos. Il se faisait le compagnon de misère du pauvre, flattant les préjugés de l'homme de la plaine, l'excitant contre le citadin, lui révélant sa force, lui démontrant sa supériorité numérique, et tâchant de lui faire comprendre que, dès qu'elle le voudrait, à son tour la campagne serait maîtresse de la ville, qui, si longtemps, avait été la reine.

Cependant les années s'écoulaient, et l'on arrivait à 1820.

C'est alors que Rosas commence à apparaître à l'horizon lointain des pampas, appuyé sur l'influence à laquelle il a soumis l'habitant de la plaine.

Nous avons vu ce qui s'était passé à Montevideo. Voyons ce qui se passait à Buenos-Ayres.

La milice de Buenos-Ayres s'insurge contre le gouverneur Rodriguez; alors un régiment de milice de la campagne, *los Colorados de las Conchas*, les rouges des Conchas, entrent dans la ville, le 5 octobre 1820, ayant à leur tête un colonel à qui Buenos-Ayres est connue et qui est connu à Buenos-Ayres.

Ce colonel, c'est Rosas.

Le lendemain, les milices de la campagne et les milices de

la ville en viennent aux mains. Seulement, ce jour-là, le colonel n'était pas à la tête de son régiment.

Un violent mal de dents, dont Rosas cessa de souffrir aussitôt le combat fini, l'éloignait, à son grand regret sans doute, de la mêlée.

Pourquoi pas? Octave avait bien la fièvre le jour de la bataille d'Actium.

Rosas avait beaucoup de choses d'Octave. Seulement, la différence est que, plus tard, Octave devint Auguste; ce que jamais, selon toute probabilité, ne deviendra Rosas.

Cette entrée de Rosas à Buenos-Ayres fut le seul exploit guerrier qu'il compta dans toute sa vie politique.

Les insurgés de la ville furent vaincus.

Ce fut alors que Rivadavia, déjà célèbre depuis longtemps, nommé ministre de l'intérieur, se plaça à la tête des affaires.

Rivadavia était un de ces hommes de génie comme il en apparaît à la surface des révolutions pendant les jours de tourmente. Longtemps, il avait voyagé en Europe; il possédait une instruction universelle et paraissait animé du plus ardent, et surtout, du plus pur patriotisme. Seulement, la vue de cette civilisation européenne, qu'il avait étudiée à Paris et à Londres, lui avait faussé l'esprit à l'endroit de son application à un peuple qui, n'ayant pas derrière lui dix siècles de luttes sociales, ne marchait pas du même pas que nous; il voulut doubler la marche du temps, faire pour l'Amérique ce que Pierre le Grand avait fait pour la Russie; mais, n'ayant pas les mêmes moyens que Pierre, il échoua.

Peut-être, au reste, avec un peu d'adresse mêlée à son

génie, peut-être Rivadavia eût-il réussi ; mais il blessa les hommes dans leurs habitudes. Certaines habitudes sont une nationalité, d'autres un orgueil. Il railla le costume américain, manifesta sa répugnance pour la *chaqueta*, son mépris pour la *chiripa*, la veste et la jupe de l'homme de la campagne, et comme, en même temps, il ne cachait point sa préférence pour l'habit et la redingote, il se dépopularisa peu à peu et sentit le pouvoir lui échapper par les soupapes inférieures.

Et cependant, que de choses ne donne-t-il pas en échange de ces deux vêtements qu'il veut supprimer? Son administration est la plus prospère que Buenos-Ayres ait jamais eue. Il fonde des universités, il établit des lycées et introduit l'enseignement mutuel dans les écoles; sous son administration, des savants sont appelés d'Europe ; les arts sont protégés et se développent ; enfin Buenos-Ayres est appelée, dans la terre de Colomb, l'Athènes de l'Amérique du Sud.

Nous avons déjà parlé de la guerre du Brésil, survenue en 1826. Pour soutenir cette guerre, Buenos-Ayres fit des efforts gigantesques, épuisa ses finances, et, par cet épuisement, affaiblit les ressorts de l'administration.

Les finances épuisées, les ressorts du gouvernement affaiblis, les révolutions commencèrent.

Nous l'avons dit, à Buenos-Ayres comme à Montevideo, les campagnes et la ville étaient rarement en harmonie d'opinion, n'étant point en harmonie d'intérêts.

Buenos-Ayres fit une révolution.

Aussitôt la campagne se leva en masse, se porta sur Buenos-Ayres, envahit la ville et fit son chef chef du gouvernement.

Ce chef, c'était Rosas.

Nous fermons la parenthèse ouverte quelques pages plus haut.

En 1830, Rosas est donc élu gouverneur par l'influence de la campagne et malgré l'opposition de la ville, qu'il trouve à moitié policée par l'administration de Rivadavia.

Alors Rosas essaye, lui le gaucho des pampas, de se réconcilier avec la civilisation. Il semble oublier les mœurs sauvages adoptées par lui jusque-là. Le serpent veut changer de peau.

Mais la ville résiste à ses avances, mais la civilisation refuse de gracier le transfuge qui a passé dans le camp de la barbarie. Rosas se montre-t-il revêtu d'un uniforme, les hommes d'épée se demandent tout bas sur quel champ de bataille Rosas a conquis ses épaulettes. Parle-t-il dans une réunion, le poëte demande à l'homme de goût dans quelle estancia Rosas a pris un pareil style. Apparaît-il dans une tertullia, les femmes se le montrent du doigt en disant : « Voilà le gaucho travesti, » et tout cela, qui l'attaque par derrière et de côté, lui revient en face avec la morsure poignante de l'épigramme anonyme pour laquelle les Portenos sont si renommés.

Les trois années de son gouvernement se passèrent dans cette lutte mortelle à son orgueil, et peut-être dut-il aux tortures morales qu'on lui fit éprouver pendant cette période, non pas sa férocité tout entière, mais un surcroît de férocité; si bien que, lorsqu'il résigna le pouvoir et descendit l'escalier du palais, l'âme chargée de haine, le cœur trempé de fiel, com-

prenant que désormais il n'y avait plus pour lui avec la ville d'alliance possible, il s'en alla retrouver ses fidèles gauchos, ses estancias dont il était le seigneur, cette campagne dont il était le roi ; mais tout cela, avec l'intention de rentrer un jour à Buenos-Ayres en dictateur, comme Sylla, qu'il ne connaissait point, dont il n'avait probablement jamais entendu parler, était rentré dans Rome, l'épée d'une main et la torche de l'autre.

Pour arriver à ce but, voilà ce qu'il fit : il demanda au gouvernement de lui donner un commandement quelconque dans l'armée qui marchait contre les Indiens sauvages. Le gouvernement, qui le redoutait, crut l'éloigner en lui accordant cette faveur. Il lui donna toutes les troupes dont il pouvait disposer, oubliant que, tout à la fois, il s'affaiblissait et donnait des forces à Rosas.

Rosas, une fois à la tête de l'armée, suscita une révolution à Buenos-Ayres, se fit appeler au pouvoir, ne l'accepta qu'avec les conditions qu'il lui plut d'imposer, puisqu'il tenait la force armée du pays, et rentra dans Buenos-Ayres avec la dictature la plus absolue que l'on eût jamais connue, c'est-à-dire avec *toda la suma del poder publico* — avec toute l'étendue du pouvoir public.

Le gouverneur qu'il fit tomber, ou plutôt qu'il précipita, était le général Juan Ramon Balcarce, un des hommes qui avaient le plus fait dans la guerre de l'indépendance, un des chefs du parti fédéral dont Rosas se proclamait le soutien. Balcarce était un noble cœur ; sa croyance à la patrie était une religion. Il avait eu foi dans Rosas et avait beaucoup fait pour son élévation. Balcarce fut le premier que sacrifia Rosas.

Balcarce mourut proscrit, et, lorsque son cadavre repassa la frontière, protégé par la mort, Rosas refusa à la famille de rendre à Balcarce, non pas les honneurs publics dus à un homme qui a été gouverneur, mais les simples devoirs funèbres que l'on rendrait à un citoyen.

C'est donc à dater de 1833 que commença le véritable pouvoir de Rosas. Son premier gouvernement, tout de dissimulation, n'avait pas mis au jour ces instincts de cruauté qui lui ont fait depuis une célébrité de sang. Cette période n'avait été marquée que par la fusillade du major Montero et des prisonniers de Saint-Nicolas. Cependant, n'oublions pas que c'est à cette époque que correspondent plusieurs morts sombres et inattendues, de ces morts dont l'histoire, à tout hasard, a inscrit la date en lettres rouges sur le livre des nations.

Ainsi disparurent deux chefs de la campagne, dont l'influence pouvait faire ombrage à Rosas. Ainsi, à cette date remontent les morts d'Arbolito et de Molina; quelque chose de pareil, ce nous semble, arriva aux deux consuls qui avaient accompagné Octave à la bataille d'Actium.

Peignons tout de suite Rosas, qui ne nous apparaît encore que comme dictateur, mais arrivé au plus haut degré de pouvoir qu'un homme se soit jamais arrogé le droit d'exercer sur une nation.

Vers 1833, c'est-à-dire à l'époque où nous sommes arrivés, Rosas a trente-deux ans. Il a l'aspect européen, les cheveux blonds, le teint blanc, les yeux bleus, les favoris coupés à la hauteur de la bouche, point de barbe ni aux lèvres ni au menton. Son regard serait beau, si on pouvait le juger; mais

Rosas s'est habitué à ne regarder en face ni ses amis ni ses ennemis, parce qu'il sait que, dans un ami, il a presque toujours un ennemi déguisé. Sa voix est douce, et, quand il a besoin de plaire, sa conversation ne manque pas d'attrait. Sa réputation de lâcheté est proverbiale ; sa renommée de ruse est universelle. Il adore les mystifications. C'était sa grande occupation avant qu'il se livrât aux affaires sérieuses ; une fois au pouvoir, ce ne fut plus qu'une distraction.

Ses distractions étaient brutales comme sa nature ; la ruse s'allie à merveille à la brutalité.

Citons un ou deux exemples.

Un soir qu'il devait souper en tête-à-tête avec un de ses amis, il cacha le vin destiné au souper, et laissa seulement dans le buffet une bouteille de cette fameuse médecine Leroy, à la célébrité de laquelle il ne manque que d'avoir été inventée du temps de Molière. L'ami chercha du vin, mit la main sur la bouteille, goûta à son contenu, lui trouva un goût assez agréable et la vida tout en soupant. Rosas, affectant la sobriété, ne but que de l'eau, et partit pour son estancia aussitôt après le souper.

Pendant la nuit, l'ami pensa mourir. Rosas rit beaucoup de la plaisanterie ; si l'ami fût mort, Rosas aurait sans doute encore ri bien davantage.

Quand il recevait quelque citadin dans une de ses estancias, il se plaisait à lui faire monter les chevaux les plus mal dressés, et sa joie était d'autant plus grande, que la chute du cavalier était plus dangereuse.

Au gouvernement, il était toujours entouré de fous, de

bouffons, et, au milieu des affaires les plus sérieuses, il gardait ce singulier entourage. Lorsqu'il assiégeait Buenos-Ayres en 1829, il avait près de lui quatre pauvres diables. Il en avait fait des moines, dont, en vertu de son autorité privée, il s'était constitué le prieur. Il les appelait fray Regica, fray Chaja, fray Lechuza et fray Biscacha. Outre les paillasses et les bouffons, Rosas aimait fort aussi les confitures; il en avait toujours et de toutes les espèces sous sa tente. Les confitures n'étaient pas non plus détestées des moines, et, de temps en temps, il en disparaissait quelques pots. Alors Rosas appelait toute la communauté en confession. Les moines savaient ce qu'il en coûterait de mentir; le coupable avouait donc. A l'instant même il était dépouillé de ses habits, et fustigé par ses trois compagnons.

Tout le monde a connu à Buenos-Ayres son mulâtre Eusebio, et cela d'autant mieux qu'un jour de réception publique, Rosas eût l'idée de faire pour lui ce que madame du Barri faisait à Lucienne de son nègre Zamore.

Eusebio, vêtu en gouverneur, reçut les hommages des autorités au lieu et place de son maître.

Malgré l'amitié que Rosas portait à son mulâtre, il prit un jour fantaisie à ce terrible ami de lui faire une *farce*, farce sauvage comme toutes celles qu'inventait Rosas. Il feignit que l'on venait de découvrir une conspiration dont Eusebio était le chef. Il ne s'agissait de rien moins que de le poignarder, lui Rosas. Eusebio fut arrêté malgré ses protestations de dévouement; Rosas avait ses juges à lui qui ne s'inquiétaient pas si l'accusé était coupable ou ne l'était pas. Rosas accusait; ils

jugèrent, et condamnèrent le pauvre Eusebio à la peine de mort.

Eusebio subit tous les apprêts du supplice, se confessa, fut conduit sur le lieu de l'exécution, y trouva le bourreau et ses aides, puis, tout à coup, comme le dieu de la tragédie antique, apparut Rosas qui annonça à Eusebio que, sa fille Manuelita étant devenue amoureuse de lui et voulant l'épouser, il lui faisait grâce.

Inutile de dire qu'Eusebio, tout en ne mourant pas du supplice, faillit mourir de peur.

Nous avons prononcé le nom de Manuelita. Nous avons dit que c'était la fille de Rosas. Disons à nos lecteurs français, à qui il est permis de l'ignorer, ce qu'était, comme femme, cette Manuelita, que la Providence plaça près de son père comme un bon génie, dont la principale occupation, pendant les beaux jours de sa vie, fut de répéter chaque jour le mot grâce, et à qui grâce parfois fut accordée.

Manuelita est aujourd'hui une femme de quarante ans qui, par dévouement pour son père et peut-être un peu pour la mission qu'elle avait reçue du ciel, ne s'est point mariée, ou plutôt ne s'était pas encore mariée en 1850, époque où nous l'avons perdue de vue.

Manuelita n'était pas précisément une belle femme; c'était mieux : c'était une charmante personne, d'une figure distinguée, d'un tact profond, coquette comme une Européenne, très-préoccupée surtout de l'effet qu'elle produisait sur les étrangers.

Manuelita a été fort calomniée, et c'était tout naturel : elle

était fille de Rosas, c'est-à-dire de l'homme sur lequel convergeaient toutes les haines. On l'accusa d'avoir hérité des instincts cruels de son père et d'avoir, comme la fille du pape Borgia, oublié l'amour filial dans un autre amour plus tendre et moins chrétien.

Il n'est rien de tout cela. Manuelita resta fille pour deux raisons : d'abord, parce que Rosas ressentait parfois le besoin d'être aimé, et qu'il savait que le seul amour réel, dévoué, infini, sur lequel il pût compter, c'était l'amour de sa fille; Manuelita est restée fille encore peut-être, parce que, dans ses rêves de royauté, Rosas, aujourd'hui simple particulier, perdu dans un coin de l'Angleterre, je crois, voyait, au fond de l'avenir, briller pour Manuelita quelque alliance plus aristocratique que celles auxquelles il avait droit de prétendre alors.

Non, autant l'histoire doit être sévère pour Rosas, autant, à moins d'être injuste, elle sera douce, et, en étant douce, elle sera équitable, autant l'histoire sera douce à Manuelita; et ce que nous disons ici, de ce côté du monde, chacun le sait là-bas, et, au fond du cœur, le reconnaîtra comme une vérité : Manuelita fut la digue éternelle, impuissante parfois, qui arrêtait la colère de son père, éternellement prête à déborder. Enfant, elle avait un étrange moyen d'obtenir de Rosas les grâces qu'elle demandait; elle faisait mettre le mulâtre Eusebio nu ou à peu près, elle le faisait seller et brider comme un cheval, elle chaussait à ses petits pieds andalous des éperons de gaucho; Eusebio se mettait à quatre pattes; Manuelita montait sur son dos, et l'amazone étrange venait faire caracoler son bucéphale humain devant son père, qui riait de cette plai-

santerie étrange, et qui, ayant ri, accordait à Manuelita la grâce qu'elle demandait.

Plus tard, lorsqu'elle comprit qu'elle ne pouvait plus employer ce moyen, si efficace qu'il fût, elle s'appliqua à faire, près du dictateur, l'œuvre que faisait Mécène près d'Auguste, lorsqu'il lui jetait ses tablettes sur lesquelles il avait écrit : *Surge, carnifex.* Mais Manuelita s'y prenait autrement ; elle connaissait son père mieux que personne, elle savait les vanités secrètes auxquelles il était accessible ; elle temporisait ; elle sollicitait, et quelquefois, douce sœur de charité bénie du Seigneur, elle obtenait.

C'était Manuelita qui était, tout à la fois, la reine et l'esclave du foyer domestique ; elle gouvernait la maison, soignait son père, et, chargée de toutes les relations diplomatiques, elle était le véritable ministre des affaires étrangères de Buenos-Ayres.

En somme, de même que Rosas était un être à part, qui ne touchait à rien, et ne se confondait avec personne dans la société, Manuelita, devenue plus tard Manuela, était une créature non-seulement étrange au milieu de tous, mais même étrangère à tous, et qui passa solitaire en ce monde, loin de l'amour des hommes, hors de la sympathie des femmes.

Rosas avait, en outre, un fils nommé Juan, mais qui jamais ne fut mêlé à la politique de son père ; il avait, de plus, une petite fille, échappant à peine à l'enfance,—aujourd'hui chaste épouse, heureuse mère, — portant, dans la personne de son mari, un nom honorable et honoré.

Une fois arrivé au pouvoir, le grand travail de Rosas fut d'anéantir la fédération.

Lopez, le fondateur de la fédération, tombe malade; Rosas le fait venir à Buenos-Ayres et le soigne chez lui.

Lopez meurt empoisonné.

Quiroga, le chef de la fédération, avait échappé à vingt combats plus meurtriers les uns que les autres. Son courage est passé en exemple, sa loyauté en proverbe.

Quiroga meurt assassiné.

Cullen, le conseil de la fédération, devient gouverneur de Santa-Fé. Rosas lui improvise une révolution; Cullen est livré à Rosas par le gouverneur de Santiago.

Cullen est fusillé.

Tout ce qu'il y a de marquant dans le parti fédéral a le sort de ce qu'il y avait de marquant en Italie sous les Borgia, et, peu à peu, Rosas, en employant les mêmes moyens qu'Alexandre VI et que son fils César, parvient à régner sur la république Argentine, qui, quoique réduite à une parfaite unité, n'en conserve pas moins le titre pompeux de fédération, et, ce qu'il y a de bizarre, va devenir l'ennemie des *Unitaires*.

Disons quelques mots des hommes que nous venons de nommer, et faisons un instant revivre leurs spectres accusateurs. Ce sera quelque chose comme la scène de Shakespeare dans *Richard III*, avant la bataille.

Il y a, d'ailleurs, dans tous ces hommes, une saveur de sauvagerie primitive qui mérite d'être connue.

Nous avons commencé par le général Lopez. Une seule anecdote donnera une idée, non-seulement de ce chef, mais encore des hommes auxquels il avait affaire.

Lopez était gouverneur de Santa-Fé. Il avait, dans l'Entre-

Rios, un ennemi personnel, le colonel Ovando. Ce dernier, à la suite d'une révolte, fut conduit prisonnier au général Lopez.

Le général déjeunait; il reçut à merveille Ovando, et l'invita à s'asseoir à sa table. La conversation s'engagea entre eux, comme entre des convives auxquels une égalité de condition eût commandé la plus parfaite et la plus égale courtoisie.

Cependant, vers le milieu du repas, Lopez s'interrompit tout à coup.

— Colonel, dit-il, si je fusse tombé en votre pouvoir, comme vous êtes tombé au mien, et cela au moment du repas, qu'eussiez-vous fait?

— Je vous eusse invité à vous mettre à table, comme vous avez fait vous-même à mon égard.

— Oui, mais après le déjeuner?

— Je vous eusse fait fusiller.

— Je suis enchanté que ce soit là l'idée qui vous fût venue, car c'est aussi la mienne; vous serez fusillé en sortant de table.

— Dois-je sortir à l'instant, ou achever de déjeuner?

— Oh! achevez, colonel, achevez. Nous ne sommes pas pressés.

On continua donc le repas; on prit le café et les liqueurs; puis, le café et les liqueurs pris :

— Je crois qu'il est temps, dit Ovando.

— Je vous remercie de ne pas avoir attendu que je vous le rappelasse, — répondit Lopez.

Puis, appelant son planton :

— L'escouade est-elle prête? — demanda-t-il.

— Oui, mon général, — répondit le planton.

Alors, se retournant vers Ovando :

— Adieu, colonel, dit-il.

— Non pas adieu; au revoir, — répondit celui-ci. — On ne vit pas longtemps dans des guerres pareilles à celle que nous faisons.

Et, saluant Lopez, il sortit. Cinq minutes après, une fusillade, retentissant sous la porte même de Lopez, lui annonçait que le colonel Ovando avait cessé de vivre.

Passons à Quiroga.

Celui-ci est plus connu de nous. Sa réputation, traversant les mers, a eu son écho à Paris. La mode s'en est emparé; de 1820 à 1823, on a porté des manteaux à la Quiroga et des chapeaux à la Bolivar. Il est probable que ni l'un ni l'autre n'ont jamais porté ni le manteau ni le chapeau que leurs admirateurs adoptaient à deux mille lieues de distance.

Quiroga, comme Rosas, était aussi un homme de la campagne. Il avait servi, dans sa jeunesse, en qualité de sergent, contre les Espagnols. Rentré dans son pays natal, la Rioja, il se mêla aux partis internes, devint le maître de son pays, et, une fois arrivé au plus haut degré de puissance, il se jeta dans la lutte des différentes factions de la république, et, dans cette lutte, se révéla pour la première fois à l'Amérique.

Au bout d'un an, Quiroga était l'épée du parti fédéral; jamais homme n'a obtenu de pareils résultats par la simple application de la valeur personnelle. Son nom en était arrivé à exercer un prestige qui valait des armées. Sa grande tactique,

au milieu du combat, était d'appeler à lui la plus forte somme de dangers qu'il pouvait réunir; et lorsque, dans la mêlée, il jetait son cri de guerre en faisant frémir dans sa main cette longue lance qui était son arme de prédilection, les plus braves cœurs faisaient connaissance avec la crainte.

Quiroga était cruel, ou plutôt féroce; mais, dans sa férocité, il y avait toujours quelque chose de grand et de généreux. C'était la férocité du lion et non celle du tigre.

Ainsi, le colonel Pringles, un de ses plus grands ennemis, est fait prisonnier, et assassiné après avoir été pris. L'assassin sert sous les ordres de Quiroga; il se présente, croyant avoir gagné une bonne récompense.

Quiroga lui laisse raconter son crime, et à l'instant même le fait fusiller.

Une autre fois, deux officiers, appartenant au parti ennemi, sont faits prisonniers par ses gens, qui se souviennent du supplice de leur compagnon et qui, cette fois, les lui amènent vivants. Il leur offre d'abandonner leur drapeau et de servir sous le sien; un d'eux refuse, l'autre accepte.

— C'est bien, dit-il à celui qui a accepté, montons à cheval, et allons voir fusiller votre camarade.

Le renégat, sans faire d'observation, s'empresse d'obéir, et cause gaiement tout le long de la route avec Quiroga, dont il se croit déjà l'aide de camp, tandis que le condamné, escorté d'un piquet aux armes chargées, marche tranquillement à la mort.

Arrivé sur le lieu de l'exécution, Quiroga ordonne à l'officier qui a refusé de trahir son parti, de se mettre à genoux. Mais, après le commandement : En joue! il s'arrête.

— Allons, dit-il à celui qui se croyait déjà mort, vous êtes un brave; prenez le cheval de monsieur, et partez.

Et il désignait le cheval du renégat.

— Mais moi? demanda celui-ci.

— Toi! répondit Quiroga, tu n'as plus besoin de cheval, car tu vas mourir.

Et, malgré les supplications que lui adresse, en faveur de son camarade, celui qu'il vient de rendre à la vie, il le fait fusiller.

Quiroga ne fut vaincu que deux fois, et ce fut par le général Paz, le Fabius américain, homme vertueux et pur, s'il en fut jamais. Deux fois, Paz détruisit les armées de Quiroga, dans les terribles batailles de la Tablada et d'Oncatevo. C'était un beau spectacle, pour ces jeunes républiques qui sortaient à peine de terre, que de voir l'art, la tactique et la stratégie en lutte avec le courage indomptable et la volonté de fer de Quiroga. Mais, une fois le général Paz fait prisonnier, à cent pas de son armée, par un coup de bolas qui enveloppa les jambes de son cheval, Quiroga fut invincible.

La guerre étant terminée entre le parti unitaire et le parti fédéral, Quiroga entreprit un voyage dans les provinces de l'intérieur; mais, en revenant de ce voyage, il fut assailli, à Barranca-Yanco, par une trentaine d'assassins qui firent feu sur sa voiture. Quiroga, malade, s'y tenait couché; une balle, après avoir traversé le panneau, lui brisa la poitrine. Quoique blessé à mort, il se souleva, et, pâle, ensanglanté, ouvrit la portière. En voyant le héros debout, quoique déjà cadavre, les assassins prirent la fuite. Mais Santos Perez marcha droit à

Quiroga, et, comme celui-ci était tombé sur un genou et le regardait en face, il l'acheva.

Alors les assassins revinrent, et achevèrent l'œuvre commencée. Ce furent les frères Rênafé, qui commandaient à Cordoue, qui dirigèrent cette expédition, d'accord avec Rosas. Mais Rosas avait eu soin de se tenir dans un lointain tel, qu'on ne l'aperçut pas. Il put, dès lors, prendre le parti de celui qu'il avait fait assassiner et poursuivre les assassins.

Ils furent arrêtés, jugés, fusillés.

Reste Cullen.

Cullen, né en Espagne, s'était établi dans la ville de Santa-Fé, où il s'était lié avec Lopez, et était devenu son ministre et le directeur de sa politique. L'immense influence que Lopez eut sur la république Argentine, depuis 1820 jusqu'à sa mort, arrivée en 1833, fit de Cullen un personnage extrêmement important. Lorsque, aux jours de malheur, Rosas, proscrit, émigra à Santa-Fé, il reçut de Cullen toute espèce de services. Mais ces services rendus ne purent faire oublier au futur dictateur que Cullen était un des hommes qui voulaient mettre fin au régime de l'arbitraire dans la république Argentine. Cependant il sut cacher son mauvais vouloir sous les apparences de la plus grande amitié pour Cullen.

A la mort de Lopez, Cullen fut nommé gouverneur de Santa-Fé, et consacra son temps à établir des améliorations dans la province. En même temps, au lieu de se montrer l'ennemi du blocus français, Cullen ne cachait point ses sympathies pour la France, considérant que le pouvoir de celle-ci était un grand appui pour ses idées civilisatrices. Alors Rosas

suscita contre lui une révolution, qu'il appuya publiquement et par un concours de troupes. Cullen, vaincu, se réfugia dans la province de Santiago del Estero, que commandait son ami, le gouverneur Ibarra. Rosas, qui, tout en détruisant la fédération, avait déjà déclaré Cullen *sauvage unitaire*, entama des négociations avec Ibarra, afin qu'on lui livrât la personne de Cullen.

Pendant longtemps, ces négociations échouèrent, et Cullen, sur les assurances de son ami Ibarra, qui jurait de ne jamais le livrer, se croyait sauvé, lorsque, un jour, au moment où il s'y attendait le moins, il fut arrêté par les soldats d'Ibarra et conduit à Rosas. Mais celui-ci, ayant appris qu'on lui amenait Cullen prisonnier, envoya l'ordre de le fusiller à mi-chemin, parce que, dit-il dans une lettre au gouverneur de Santa-Fé qui avait succédé à Cullen, son procès était fait par ses crimes que tout le monde connaissait.

Cullen était un homme d'une société agréable et d'un caractère humain. Son influence sur Lopez fut toujours employée à écarter toute espèce de rigueurs, et c'est en raison de cette influence que le général Lopez, malgré les supplications de Rosas, ne permit point de fusiller un seul des prisonniers faits pendant la campagne de 1831, campagne qui mit en son pouvoir les chefs les plus importants du parti unitaire.

Au reste, Cullen avait tous les dehors de la civilisation, mais son instruction était superficielle et ses talents médiocres.

Ce fut ainsi que Rosas, le seul homme peut-être qui n'eût aucune gloire militaire parmi les chefs du parti fédéral, se débarrassa des champions de ce parti. Dès lors, il demeura le seul

homme important de la république Argentine, en même temps qu'il était le maître absolu de Buenos-Ayres.

Alors Rosas, arrivé à la toute-puissance, commença sa vengeance contre les classes élevées qui l'avaient si longtemps tenu en mépris. Au milieu des hommes les plus aristocrates et les plus élégants, il se montrait sans cesse vêtu de la chaqueta ou sans cravate. Il donnait des bals qu'il présidait avec sa femme et sa fille, et auxquels, à l'exclusion de tout ce qu'il y avait de distingué à Buenos-Ayres, il invitait des charretiers, des bouchers, et jusqu'à des affranchis de la ville.

Un jour il ouvrit le bal, lui dansant avec une esclave, Manuelita, avec un gaucho.

Mais ce ne fut point de cette façon seulement qu'il punit la fière cité; il proclama ce principe terrible :

— Celui qui n'est pas avec moi est contre moi.

Dès lors, tout homme qui lui déplaisait fut qualifié du nom de *sauvage unitaire*, et celui que Rosas avait une fois qualifié ainsi n'avait plus droit ni à la liberté, ni à la propriété, ni à la vie, ni à l'honneur.

Alors, pour mettre en pratique les théories de Rosas, s'organisa, sous ses auspices, la fameuse société de *Mas horca*, c'est-à-dire, *encore des potences*. Cette société était composée de tous les hommes sans aveu, de tous les banqueroutiers, de tous les sbires de la ville.

A cette société de la *Mas horca* étaient affiliés, par ordre supérieur, le chef de la police, les juges de paix, tous ceux enfin qui devaient veiller au maintien de l'ordre public; de sorte que, lorsque les membres de cette société forçaient la

maison d'un citoyen pour piller cette maison ou assassiner ce citoyen, celui dont la vie ou la propriété était menacée avait beau appeler à son aide, personne n'était là pour s'opposer aux violences qui lui étaient faites. Ces violences étaient pratiquées au milieu du jour aussi bien qu'en pleine nuit, sans qu'on pût imaginer aucun moyen de s'y soustraire.

Veut-on quelques exemples? Soit. Chez nous, on doit le remarquer, le fait suit toujours immédiatement l'accusation. Les élégants de Buenos-Ayres avaient, à cette époque, l'habitude de porter leurs favoris en collier. Mais, sous prétexte que la barbe taillée ainsi formait la lettre U, et voulait dire *Unitaire*, la *Mas horca* s'emparaît de ces malheureux, et les rasait avec des couteaux mal affilés, et la barbe tombait avec des lambeaux de chair; après quoi, on abandonnait la victime aux caprices de la dernière populace, rassemblée par la curiosité du spectacle et qui, parfois, poussait la sanglante farce jusqu'à la mort.

Les femmes du peuple commençaient alors à porter dans leurs cheveux ce ruban rouge connu sous le nom de *mono*. Un jour la *Mas horca* se porta au seuil des principales églises, et toutes les femmes qui entraient ou sortaient, sans avoir le nœud sur la tête, s'en virent fixer un avec du goudron brûlant.

Ce n'était pas non plus une chose extraordinaire que de voir une femme dépouillée de ses habits et fouettée au milieu de la rue; et cela parce qu'elle portait un mouchoir, une robe, une parure quelconque, sur laquelle on distinguait la couleur bleue ou verte. Il en était de même vis-à-vis des hommes de

la plus haute distinction, et il suffisait, pour qu'ils courussent les plus grands dangers, qu'ils se fussent hasardés en public avec un habit ou une cravate de ces deux couleurs.

Pendant que des personnes, désignées sans doute à l'avance, et appartenant à ces classes supérieures de la société que poursuivait une vengeance invisible, mais connue, étaient victimes de ces violences, on emprisonnait aussi, par centaines, les citoyens dont les opinions n'étaient pas en harmonie, nous ne dirons pas avec celles du dictateur, mais avec les combinaisons encore inconnues de sa politique à venir. Nul ne connaissait le crime pour lequel il était arrêté; et c'était chose superflue, puisque Rosas le connaissait. De même que le crime était inconnu, le jugement était déclaré inutile; et chaque jour, pour faire place aux prisonniers des jours suivants, les prisons encombrées étaient débarrassées du trop-plein de leurs captifs, à l'aide de nombreuses fusillades. Ces fusillades avaient lieu dans l'obscurité, et tout à coup la ville se réveillait en sursaut au bruit des tonnerres nocturnes qui la décimaient.

Et le matin, ce que l'on n'avait pas vu en France, aux plus terribles jours de 1793, on voyait les charretiers de la police recueillir tranquillement, dans les rues, les corps des assassinés, et aller prendre à la prison les corps de ceux qu'on avait fusillés. Puis, assassinés et fusillés, ils conduisaient tous ces cadavres anonymes au bord d'un grand fossé, où on les jetait pêle-mêle, sans qu'il fût même permis aux parents des victimes de venir reconnaître les leurs, et de leur rendre les devoirs funèbres.

Ce n'est pas tout; les charretiers qui conduisaient ces

restes déplorables annonçaient leur venue par d'atroces plaisanteries, qui faisaient fermer les portes et fuir la population. On en vit qui détachaient les têtes des corps; de ces têtes ils remplissaient des paniers; puis, du cri habituel des marchands de fruits de la campagne, ils les offraient aux passants effrayés, en vociférant :

— Voilà des pêches unitaires! Qui veut des pêches unitaires?

Bientôt le calcul se joignit à la barbarie, la confiscation à la mort.

Rosas comprenait que le moyen de se conserver au pouvoir était de créer autour de lui des intérêts solidaires des siens.

Alors, il montra à une partie de la société la fortune de l'autre, en lui disant : — Cela t'appartient.

A partir de ce moment, la ruine des anciens propriétaires de Buenos-Ayres fut consommée, et l'on vit s'élever les fortunes rapides et scandaleuses des amis de Rosas.

Ce que n'avait osé rêver aucun tyran, ce qui n'était venu à l'idée ni de Néron, ni de Domitien, Rosas l'a exécuté. Après avoir tué le père, il a défendu au fils de porter le deuil. La loi qui contenait cette défense fut proclamée et affichée. Et il fallait bien la proclamer et l'afficher, car, sans elle, il n'y eût eu que des habits de deuil à Buenos-Ayres.

Les excès de ce despotisme frappèrent les étrangers et, entre autres, quelques Français. Rosas, qui se croyait tout permis envers eux, lassa la patience du roi Louis-Philippe, patience bien connue cependant, et amena la formation du premier blocus fait par la France.

Mais les hautes classes de la société, ainsi maltraitées,

commencèrent à fuir Buenos-Ayres, et, pour trouver un refuge, jetèrent leurs regards sur l'État oriental, où la plus grande partie de la ville proscrite alla chercher un asile.

Ce fut en vain que la police de Rosas redoubla de vigilance; ce fut en vain qu'une loi punit de mort l'émigration ; ce fut en vain qu'à cette mort on joignit des détails atroces, car Rosas vit bientôt que la mort ne suffisait plus; la terreur et la haine qu'inspirait Rosas étaient plus fortes que les moyens inventés par lui : l'émigration allait croissant d'heure en heure, de minute en minute. Pour réaliser la fuite de toute une famille, il s'agissait seulement de trouver une barque assez grande pour la contenir. La barque trouvée, père, mère, enfants, frères, sœurs, s'y entassaient confusément, abandonnant maisons, biens, fortune, et, chaque jour, on voyait arriver dans l'État oriental, c'est-à-dire à Montevideo, quelques-unes de ces barques de passagers qui n'avaient plus pour tous biens que les vêtements qu'ils portaient sur eux.

Et aucun de ces passagers n'eut à se repentir de la confiance qu'il avait mise dans l'hospitalité du peuple oriental. Cette hospitalité fut grande et généreuse comme l'eût été celle d'une république antique ; hospitalité telle, au reste, que devait l'attendre le peuple argentin d'amis, ou plutôt de frères, qui, tant de fois, avaient réuni leurs drapeaux à ses drapeaux pour combattre l'Anglais, l'Espagnol ou le Brésilien, ennemis communs, ennemis étrangers, moins dangereux cependant que cet ennemi qui était né au milieu d'eux.

Les Argentins arrivaient en foule et débarquaient, et, sur le port, les habitants les attendaient, choisissant, à mesure qu'ils

mettaient pied à terre, en raison de leurs ressources pécuniaires ou de la grandeur de leur habitation, le nombre d'émigrants qu'ils pouvaient recueillir. Alors, vivres, argent, habits, tout était mis à la disposition de ces malheureux, jusqu'à ce qu'ils se fussent créé quelques ressources, ce à quoi tout le monde les aidait; et, de leur côté, ceux-ci, reconnaissants, se mettaient aussitôt au travail, afin d'alléger le fardeau qu'ils imposaient à leur hôte, et de lui donner ainsi le moyen d'accueillir de nouveaux fugitifs. Pour atteindre ce but, les personnes les plus habituées à toutes les jouissances du luxe travaillaient aux derniers métiers, les ennoblissant d'autant mieux que ces métiers étaient plus en opposition avec leur condition sociale.

Ce fut ainsi que les plus beaux noms de la république Argentine figurèrent dans l'émigration :

Lavalle, la plus brillante épée de son armée; Florencio-Varela, son plus beau talent; Aguero, un de ses premiers hommes d'État; Echaverria, le Lamartine de la Plata; Vega, le Bayard de l'armée des Andes; Guttierez, l'heureux chantre des gloires nationales; Alsina, le grand avocat et l'illustre citoyen, apparaissent au nombre des émigrants comme apparaissent aussi Sanz Valiente, Molino Torres, Ramos Mejia, les grands propriétaires; comme apparaissent encore Rodriguez, le vieux général des armées de l'indépendance et des armées unitaires; Olozabal, un des plus braves de cette armée des Andes dont nous avons dit que Vega était le Bayard. C'est que Rosas poursuivait également *l'unitaire* et *le fédéral*, ne se préoccupant que d'une chose, c'est-à-dire de se débarrasser de tous ceux qui pouvaient être un obstacle à sa dictature.

C'est à cette hospitalité accordée aux hommes qu'il poursuivait, qu'il faut attribuer la haine que Rosas portait à l'État oriental.

A l'époque que nous citons, la présidence de la république était exercée par le général Fructuoso Rivera.

Rivera, dont nous venons de prononcer le nom, était un homme de la campagne, comme Rosas, comme Quiroga; seulement tous ses instincts le portaient à la civilisation, ce qui faisait de lui l'opposé de Rosas. Comme homme de guerre, la bravoure de Rivera n'a point été surpassée; comme homme de parti, sa générosité n'a pas été atteinte. Pendant trente-cinq ans, on l'a vu figurer dans les scènes politiques de son pays; pendant trente-cinq ans, on l'a vu sauter sur ses armes chaque fois que le mot : « Guerre à l'étranger! » a été prononcé.

Lorsque la révolution contre l'Espagne commença, il sacrifia sa fortune, car, pour lui, c'était un besoin irrésistible de donner; il n'était pas généreux, il était prodigue.

Et, de même que Rivera était prodigue envers les hommes, Dieu avait été prodigue envers lui. C'était un beau cavalier dans le sens du mot espagnol *caballero*, qui comprend à la fois le soldat et le gentilhomme. Au teint brun, à la taille élevée, au regard perçant, causant avec grâce et entraînant ses interlocuteurs par le prestige fascinateur d'un geste qui n'appartenait qu'à lui, il a été l'homme le plus populaire de l'État oriental. Mais, il faut le dire, jamais, en même temps, plus mauvais administrateur ne désorganisa les finances d'un peuple ; il avait dérangé sa fortune particulière, il dérangea la fortune publique, non pour se reconstituer une fortune, mais

parce que, homme public, il avait conservé toutes les habitudes princières de l'homme privé.

Mais, à l'époque où nous sommes de notre récit, cette ruine ne se faisait pas encore sentir. Rivera commençait sa présidence, et sa présidence était entourée des hommes les plus capables du pays ; Obes, Herrera, Vasquez, Alvarez, Ellauri, Luiz-Edouard Perez étaient véritablement, sinon des ministres, du moins les directeurs de son gouvernement, et, avec ces hommes, tout ce qui était progrès, liberté, prospérité, était assuré à ce beau pays.

Obes, le premier des amis de Rivera, était un homme d'un caractère antique ; son patriotisme, sa grandeur d'âme, ses talents éminents, son instruction profonde, le mettent au nombre des grands hommes de l'Amérique ; et, pour que rien ne manquât à sa popularité, il est mort dans la proscription, une des premières victimes du système de Rosas dans l'État oriental.

Luiz-Edouard Perez était l'Aristide de Montevideo ; républicain sévère, patriote exalté, il consacra sa longue existence à la vertu, à la liberté et à son pays.

Vasquez, homme de talent et d'instruction, commença à rendre ses premiers services au pays au siége de Montevideo, dans la guerre contre l'Espagne, et finit sa carrière pendant le siége contre Rosas.

Herrera, Alvarez et Ellauri, beaux-frères d'Obes, ne restèrent point en arrière de ceux que nous avons nommés ; ils appartenaient non-seulement à l'État oriental comme défenseurs dévoués, mais encore à la cause américaine tout entière.

Aussi leurs noms seront-ils toujours sacrés à cette vaste terre de Colomb qui s'étend du cap Horn au détroit de Barrow.

MANUEL ORIBE

La présidence de Rivera prit fin en 1834 ; le général Manuel Oribe lui succéda par l'influence de Rivera lui-même, qui comptait avoir en lui un ami et un continuateur de son système. En effet, Manuel Oribe avait été nommé général par Rivera, et avait fait partie de la précédente administration comme ministre de la guerre.

Oribe appartenait aux premières familles du pays. Après 1811, il combattit pour sa défense et s'est toujours distingué par sa bravoure personnelle; mais son esprit était faible, son intelligence étroite; cela explique son alliance avec Rosas auquel il se donna tout entier, sans songer que cette alliance entraînait avec elle la ruine de cette même indépendance pour laquelle, lui, Oribe, avait combattu tant de fois.

Comme général, son incapacité était complète; ses passions avaient la violence des organisations nerveuses, et le portaient à la cruauté; comme particulier, c'était un honnête homme.

Comme administrateur, il fut plus économe que Rivera, et l'on ne peut lui reprocher d'avoir augmenté le déficit du trésor public; et, cependant, c'est à lui qu'appartient toute la responsabilité de la ruine de l'État oriental. Oubliant que, pour

être chef de parti, ce n'est point assez de le vouloir, il refusa de rester lié au grand parti national qui avait Rivera pour chef; il voulut se former un parti, excita la méfiance du pays, et, effrayé de sa faiblesse, il se jeta un jour dans les bras de Rosas. Quoique le traité d'alliance restât secret, on le soupçonna de participer aux sourdes hostilités du gouvernement contre l'émigration argentine, et, comme rien n'était plus opposé à l'opinion du pays que le système de Rosas, le pays se rangea du côté de Rivera, quand celui-ci se mit, en 1836, à la tête d'une révolution contre Oribe.

Malgré cette presque unanimité qui le menaçait, Oribe résista jusqu'en 1838.

Oribe descendit de la présidence par une renonciation faite officiellement devant les Chambres, et il sortit du pays après avoir demandé à ces mêmes Chambres la permission de se retirer.

Mais, sorti du pays, Rosas le força de protester contre cette renonciation, et, chose qui ne s'était jamais vue en Amérique, il le reconnut pour chef du gouvernement d'un pays d'où lui-même avait été chassé. C'était quelque chose comme si Louis-Philippe, à Claremont, eût nommé un vice-roi de la République française.

On commença par rire, à Montevideo, de cette excentricité du dictateur; mais lui se préparait, pendant ce temps, à changer le rire en larmes.

La conséquence naturelle de cette conduite de Rosas était la guerre entre les deux nations.

Cette guerre fut terrible.

Oribe, que quelques-uns de nos journaux, payés par Rosas, ont appelé l'*illustre et vertueux* Oribe, y fut tout à la fois général et bourreau.

Dépouillons quelques pages de ces tables de sang fournies par l'Amérique du Sud, et sur lesquelles, comme une mère plaintive dans le présent, et comme une déesse vengeresse pour l'avenir, l'histoire a enregistré dix mille assassinats!

Prenons au hasard dans les rapports officiels faits à Rosas par ses officiers et ses agents :

Le général don Mariano Acha, qui sert dans l'armée opposée à Rosas, défend San-Juan, et, le 22 août 1841, se rend, après quarante-huit heures de résistance. Don José Santos Ramirez, officier de Rosas, transmet alors au gouvernement de San-Juan le rapport officiel de cet événement; on y trouve cette phrase :

« *Tout est en notre pouvoir, mais avec pardon et garantie pour tous les prisonniers; parmi eux se trouve un fils de La Madrid.* »

Prenez le n° 3067 du *Diario de la Tarde*, c'est-à-dire du *Journal du Soir* de Buenos-Ayres du 22 octobre 1841, et, en regard du rapport officiel de José Santos Ramirez qui constate la garantie de la vie pour les prisonniers, vous pourrez lire ce paragraphe :

« Desaguadero, 22 septembre 1841.

» *Le prétendu sauvage unitaire, Mariano Acha, a été décapité hier, et sa tête exposée aux regards du public.*

» *Signé :* ANGEL PACHECO. »

Ne pas confondre cet Angel Pacheco, lieutenant de Rosas, avec son cousin Pacheco y Obes, un de ses ennemis les plus acharnés.

Attendez ; — vous vous rappelez que, dans le rapport de Santos Ramirez, existe cette phrase :

« *Parmi les prisonniers se trouve un fils de La Madrid.* »

Ouvrez la *Gaceta mercantile*, n° 5703, du 21 août 1842, et vous y trouverez cette lettre écrite par Nazario Benavides à don Juan-Manuel Rosas :

« Miraflores; en marche, 7 juillet 1842.

» Dans mes dépêches précédentes, je vous ai fait part des motifs pour lesquels je conservais le sauvage Ciriaco La Madrid; mais, sachant que ce dernier s'était adressé à plusieurs chefs de la province pour les entraîner à la défection, j'ai fait, à mon arrivée à la Rioja, *décapiter le premier, ainsi que le sauvage unitaire Manuel-Julian Frias, natif de Santiago.*

» *Signé :* NAZARIO BENAVIDES. »

Manuel Oribe commande les armées de Rosas, chargées de soumettre les provinces argentines, et défait, le 11 avril 1842, sur le territoire de Santa-Fé, les forces commandées par le général Juan-Pablo Lopez.

Au nombre des prisonniers se trouve le général don Juan-Apostol Martinez.

Lisez ce fragment d'une lettre d'Oribe :

« Au quartier général des Barrancas de Coronda,
le 17 avril 1842.

« Trente et quelques morts et quelques prisonniers, dont le prétendu général sauvage unitaire, Juan-Apostol Martinez, *auquel la tête a été coupée hier.*

» *Signé :* MANUEL ORIBE. »

Si la *Gaceta mercantile* est encore sous votre main, rouvrez-la, et, au n° 5903, à la date du 20 septembre 1842, vous trouverez un rapport officiel de Manuel-Antonio Saravia, employé dans l'armée d'Oribe.

Ce rapport contient une liste de dix-sept individus, dont un chef de bataillon et un capitaine, qui furent faits prisonniers à Numayan et subirent *le châtiment ordinaire* de la PEINE DE MORT.

Revenons à *l'illustre et vertueux* Oribe, n° 3067 du *Diario de la Tarde* du 22 octobre 1841.

C'est à propos de la bataille de Monte-Grande, dont il fait le rapport.

« Quartier général du Ceibal, 14 septembre 1841.

» Parmi ces prisonniers, s'est trouvé le traître sauvage unitaire, ex-colonel Faciendo Borda, qui fut *exécuté à l'instant même avec d'autres prétendus officiers tant de cavalerie que d'infanterie.*

» *Signé :* MANUEL ORIBE. »

Oribe est en veine : un traître lui livre le gouverneur de Tucuman et ses officiers : aussi s'empresse-t-il d'annoncer cette nouvelle à Rosas.

Voici sa lettre :

« Quartier général de Metau, 3 octobre 1841.

» Les sauvages unitaires que m'a livrés le commandant Sandoval, et qui sont : Marion, le prétendu gouverneur général de Tucuman, Avellaneda, le prétendu colonel J. M. Vilela, le capitaine José Espejo et le lieutenant en premier Leonardo Sosas, *ont été sur-le-champ exécutés dans la forme ordinaire*, à l'exception d'Avellaneda, à qui j'ai ordonné qu'on coupât la tête; j'ai ordonné que cette tête, une fois coupée, fût exposée aux regards du public sur la place de Tucuman.

» *Signé :* MANUEL ORIBE. »

Laissons celui-là, et passons à un autre bourreau de Rosas.

« Catamarca, le 29 du mois de Rosas 1841.

» *A son Excellence monsieur le gouverneur D. Cl. B. Arredondo.*

» Après plus de deux heures de feu, et après avoir passé au fil de l'épée toute l'infanterie, à son tour toute la cavalerie a été mise en déroute, et le chef seul s'est échappé par le Cerro d'Ambaste avec trente hommes. On le poursuit, et sa tête sera bientôt sur la place publique, *comme y sont déjà les têtes des prétendus ministres Gonzalez et Dulce et celle d'Especheé.*

» *Signé :* M. MAZA.

» Vive la fédération! »

Liste nominative des sauvages unitaires, prétendus chefs et officiers, qui ont été exécutés après l'action du 29.

Colonel : Vicente Mercao.

Commandants : Modesto Villafane, Juan-Pedro Ponce, Damasio Arias, Manuel Lopez, Pedro Rodriguez.

Chefs de bataillon : Manuel Rico, Santiago de la Cruz, José.

Capitaines : Juan de Dios Ponce, José Salas, Pedro Araujo, Isidore Ponce, Pedro Barros.

Adjudants : Damasio Sarmiento, Eugenio Novillo, Francisco Quinteros, Daniel Rodriguez.

Lieutenant : Domingo Diaz.

Signé : M. MAZA.

Puisque nous en sommes à Maza, continuons ; puis, nous reviendrons à Rosas.

« Catamarca, 4 novembre 1841.

» Je vous ai annoncé déjà que nous avions mis ici en déroute complète le sauvage unitaire Cubas, qui était poursuivi, et que nous aurions bientôt la tête du bandit. Il a été pris, en effet, au Cerro de Ambaste : il a été pris dans son lit même ; en conséquence, la tête du brigand Cubas est exposée sur la place publique de cette ville.

» *Après l'action :*

» On a pris dix-neuf officiers qui suivaient Cubas. *Je n'ai pas fait de quartier*. Le triomphe a été complet et pas un ne m'a échappé.

» *Signé* : M. MAZA. »

Glanons en passant dans le *Boletin de Mendoza*, nº 12. Cette lettre, écrite sur le champ de bataille d'Arroyo-Grande, est adressée au gouverneur Aldao par le colonel don Geronimo Costa :

» *Nous avons pris plus de cent cinquante chefs et officiers, qui furent exécutés à l'instant.* »

Tout feu d'artifice a son bouquet; terminons par son bouquet ce feu d'artifice de sang.

J'ai promis de revenir à Rosas, j'y reviens.

Le colonel Zelallaran est tué; on apporte sa tête à Rosas. Rosas passe trois heures à rouler cette tête du pied et à cracher dessus; alors il apprend qu'un autre colonel, frère d'armes de celui-ci, est prisonnier. Son premier mouvement est de le faire fusiller, mais il se ravise. Au lieu de le condamner à mort, il le condamne à la torture. Le prisonnier, pendant trois jours, aura, douze heures par jour, cette tête coupée posée devant lui sur une table.

Rosas fait fusiller, au milieu de la place de San-Nicolas, une partie des prisonniers du général Paz. Parmi les prisonniers, se trouvait le colonel Videla, ancien gouverneur de Saint-Louis. Au moment du supplice, le fils du condamné se jette dans les bras de son père.

— Fusillez-les tous les deux, dit Rosas.

Et le fils et le père tombèrent, frappés dans les bras l'un de l'autre.

En 1832, Rosas fit conduire sur une place de Buenos-Ayres quatre-vingts prisonniers indiens, et, au milieu du jour, à la vue de tous, il les fit égorger à coups de baïonnette.

Camilla O'Gorman, jeune fille de dix-huit ans, d'une des premières familles de Buenos-Ayres, est séduite par un prêtre de vingt-quatre ans; ils quittent tous deux Buenos-Ayres, et se réfugient dans le petit village de Corrientes, dans lequel, se disant mariés, ils ouvrent une espèce d'école. Corrientes tombe au pouvoir de Rosas. Reconnus par un prêtre, et dénoncés par lui à Rosas, le fugitif et sa compagne sont ramenés tous deux à Buenos-Ayres, où, sans jugement, Rosas ordonne qu'ils soient fusillés.

— Mais, fait-on observer à Rosas, Camilla O'Gorman est enceinte de huit mois.

— Baptisez le ventre! dit Rosas, qui, en bon chrétien, veut sauver l'âme de l'enfant.

Le ventre baptisé, Camilla O'Gorman est fusillée.

Trois balles traversèrent les bras de la malheureuse mère qui, par un mouvement instinctif, les avait étendus pour protéger son enfant.

Maintenant, comment se fait-il que la France se fasse des amis comme Rosas, et des ennemis comme Garibaldi?

Et, en effet, le traité de 1846, signé de l'amiral Mackau, et qui porte son nom, relevait le pouvoir de Rosas en laissant la république Orientale seule engagée dans la lutte.

Ce fut alors qu'apparut Garibaldi, à son retour de Rio-Grande.

D'un côté, Rosas et Oribe, c'est-à-dire la force, la richesse, la puissance combattant pour le despotisme.

De l'autre côté, une pauvre petite république, une ville démantelée, un trésor à sec, un peuple sans ressources, ne

pouvant payer ses défenseurs, mais combattant pour la liberté.

Garibaldi n'hésita point, il alla droit au peuple et à la liberté.

Nous lui rendons la plume, et lui laissons raconter ses luttes pendant ce siége acharné, qui dura neuf ans comme celui de Troie.

II

JE ME FAIS SAUTER

Le vrai motif de l'expédition n'était pas de porter des secours aux habitants de Corrientes et de les ravitailler, le vrai motif était de se débarrasser de moi.

Comment, étant encore si peu de chose, avais-je déjà de si puissants ennemis? C'est un secret que je n'ai jamais pu approfondir.

Lors de mon entrée dans le fleuve, l'armée orientale se trouvait à San-Jose dans l'Uruguay, et celle d'Oribe à la Bajada, capitale de la province d'Entre-Rios; toutes deux se préparaient à la lutte; l'armée de Corrientes de son côté se disposait à se réunir à l'armée orientale.

Je devais remonter le Parana jusqu'à Corrientes, c'est-à-dire

une distance de six cents milles entre deux rives ennemies, et de plus poursuivi par une escadre quatre fois plus forte que la mienne.

Pendant tout ce trajet, je ne pouvais atterrir que dans des îles ou sur des côtes désertes.

Lorsque je quittai Montevideo, il y avait cent à parier contre un que je n'y rentrerais jamais.

En sortant de Montevideo, j'eus à soutenir un premier combat contre la batterie de Martin-Garcia, île située dans le voisinage du confluent des deux grands fleuves Uruguay et Parana, près de laquelle il faut absolument passer, vu qu'un seul canal existe à demi-portée de canon de l'île pour les bâtiments d'un certain tonnage.

J'eus quelques morts et, parmi eux, un brave officier italien, Pocarobba ; il eut la tête emportée par un boulet de canon.

J'eus en outre huit ou dix blessés.

A trois milles de l'île de Martin-Garcia, *la Constitution* s'ensabla ; malheureureusement, l'accident arriva à la marée basse.

Il nous en coûta un immense travail pour la remettre à flot ; mais, grâce au courage de nos hommes, notre petite flottille se tira encore d'affaire.

Tandis que nous étions occupés à transporter sur la goëlette tous les objets pesants, nous commençâmes à voir venir à nous l'escadre ennemie ; elle apparaissait de l'autre côté de l'île et se dirigeait sur nous en belle ordonnance.

J'étais dans une mauvaise situation ; pour alléger *la Constitution*, j'avais fait transporter tous les canons sur la goëlette

la Proceda où ils étaient amoncelés; en conséquence, ils nous étaient complétement inutiles; il ne nous restait donc que le brigantin *Peresia*, dont le courageux commandant se trouvait près de moi avec la majeure partie de son équipage, nous aidant dans notre travail.

En attendant, l'ennemi s'avançait vers nous; superbe à voir au milieu des acclamations des troupes de l'île, sûr de la victoire, avec sept navires de guerre.

Malgré le danger imminent où je me trouvais, je ne me laissai point aller au désespoir. Non, Dieu me fait la grâce, dans les occasions suprêmes, de garder toujours ma confiance en lui; mais je laisse à juger aux autres, et surtout aux marins, quelle était ma situation. Il ne s'agissait pas seulement de la vie, j'y eusse volontiers renoncé en un pareil moment, mais de l'honneur à sauver. Plus les gens qui m'avaient poussé où j'étais avaient pensé que j'y laisserais ma réputation, plus j'étais décidé à la tirer de ce mauvais pas, sanglante, mais pure.

Il s'agissait, non pas de chercher à éviter le combat, mais de le recevoir dans la meilleure situation possible. En conséquence, comme mes bâtiments, plus légers que ceux de l'ennemi, tiraient moins d'eau, je fis approcher le plus possible de la côte, qui m'offrait, quand tout serait perdu sur le fleuve, un dernier moyen de salut, le débarquement. Je fis, autant que possible, débarrasser le pont de la goëlette afin que quelques canons pussent servir, et, ces dispositions prises, j'attendis.

L'escadre qui allait m'attaquer était commandée par l'amiral Brown; je savais donc que j'avais affaire à l'un des plus braves marins du monde.

Le combat dura trois jours, sans que l'ennemi jugeât à propos d'en venir à l'abordage.

Le matin du troisième jour, il me restait encore de la poudre, mais je manquais de projectiles. Je fis briser les chaînes des bâtiments, je fis réunir les clous, les marteaux, tout ce qui, cuivre ou fer, pouvait remplacer les boulets et la mitraille, et je crachai tout au visage de l'ennemi; cela nous aida à passer la journée.

Enfin, vers le déclin du troisième jour, n'ayant plus un projectile à bord, ayant perdu plus de la moitié de mes hommes, je fis mettre le feu aux trois bâtiments tandis que, sous la canonnade ennemie, nous gagnions la terre, chaque homme emportant son mousquet et ayant sa part de ce qui nous restait de cartouches.

Tout ce qu'il y eut de blessés transportables fut emmené avec nous. Quant aux autres... j'ai dit comment cela se passait en pareilles circonstances.

Mais nous étions à cent cinquante ou deux cents milles de Montevideo et sur une côte ennemie.

Ce fut d'abord la garnison de l'île de Martin-Garcia qui essaya de nous molester; mais, encore tout chauds de notre combat avec l'amiral Brown, nous la reçûmes de telle façon, qu'elle n'y revint pas.

Puis, nous nous mîmes en route à travers le désert, vivant des quelques provisions que nous avions emportées et de ce que nous parvenions à nous procurer sur la route.

Les Orientaux venaient de perdre la bataille de l'Arroyo-Grande; nous nous réunîmes aux fugitifs que je ralliai autour

de moi, et, après cinq ou six jours de lutte, de combats, de privations, de souffrances dont rien ne saurait donner une idée, nous rentrâmes à Montevideo, rapportant intact ce que l'on avait si bien cru que je laisserais en route :

L'honneur!

Ce combat, et plusieurs autres que je soutins contre lui, laissèrent, de moi, un si bon souvenir à l'amiral Brown, que, la guerre durant encore, il abandonna le service de Rosas. Il vint à Montevideo et, avant de voir sa famille, il chercha à me voir. Il vint donc me trouver à ma maison du Portone, m'embrassa et me rembrassa, comme si j'eusse été son propre fils ; il ne pouvait, l'excellent homme, se lasser de me serrer contre sa poitrine et de me témoigner sa sympathie.

Puis, lorsqu'il en eut fini avec moi, se tournant vers Anita :

— Madame, lui dit-il, j'ai longtemps combattu contre votre mari, et cela sans succès ; je m'acharnais à le vaincre et à le faire mon prisonnier, mais il réussit toujours à me résister et à m'échapper. Si j'avais eu la chance de le prendre, il eût vu, à la façon dont je l'aurais traité, l'estime que je faisais de lui.

Je raconte cette anecdote, parce qu'elle fait plus d'honneur à l'amiral Brown qu'à moi-même.

III

ON FORME LES LÉGIONS

Après la victoire d'Arroyo-Grande, Oribe marcha sur Montevideo, déclarant qu'il ne ferait grâce à personne, pas même aux étrangers.

En attendant, tout ce qu'il rencontrait sur sa route avait la tête tranchée ou était fusillé.

Alors, comme il y avait à Montevideo un grand nombre d'Italiens qui y étaient venus, les uns pour affaires de commerce, les autres parce qu'ils étaient proscrits, je fis une proclamation à mes compatriotes, en les invitant à prendre les armes, à former une légion et à combattre jusqu'à la mort pour ceux qui leur avaient donné l'hospitalité.

Rivera, pendant ce temps, réunissait les restes de son armée.

De leur côté, des Français composèrent une légion à laquelle se joignirent les Basques français, tandis que les Espagnols en formaient une à laquelle se réunissaient les Basques espagnols. Mais, trois ou quatre mois après sa formation, la légion

espagnole, composée en grande partie de carlistes, passa à l'ennemi et devint le nerf de l'attaque comme la légion italienne fut le nerf de la défense.

La légion italienne n'avait pas de paye, mais des rations de pain, de vin, de sel, d'huile, etc.; cependant, après la guerre, on devait donner aux survivants, ou aux femmes et aux enfants, des terres et des bestiaux.

La légion se composa d'abord de quatre à cinq cents hommes; ensuite elle monta jusqu'à huit cents, attendu qu'au fur et à mesure que les bâtiments européens amenaient des Italiens proscrits ou venus pour faire fortune, et dont l'espoir était déçu par la mauvaise position des affaires, on les enrôlait.

La légion fut, dans le principe, divisée en trois bataillons, l'un commandé par Danuzio, l'autre par Ramella, et le troisième par Mancini.

Oribe savait tous ces préparatifs de défense; seulement, il n'y croyait pas. Il marcha sur Montevideo, comme je l'ai dit; mais campa au Cerrito. Peut-être, dans l'état de désordre où était la ville, eût-il pu y entrer du même coup; mais il croyait avoir des partisans nombreux, et il attendit une démonstration de leur part. La démonstration fut vainement attendue, et Oribe donna le temps à Montevideo d'organiser la défense.

Il resta donc, à une heure de marche de Montevideo à peu près, avec douze ou quatorze mille hommes.

Montevideo pouvait, au bout d'un certain temps, leur opposer neuf mille hommes, dont cinq mille noirs auxquels on avait rendu la liberté et qui firent d'excellents soldats.

Lorsque Oribe eut perdu l'espérance d'entrer amicalement

à Montevideo, il se fortifia au Cerrito, et les escarmouches commencèrent.

De leur côté, les Montevidéens se fortifièrent de leur mieux; notre ingénieur était le colonel Echevarrio.

L'organisation générale des troupes appartenait au général Paz.

Joaquin Souarez était président, Pacheco y Obes ministre de la guerre.

Bientôt Paz quitta Montevideo pour faire soulever Corrientes et Entre-Rios.

La première fois que l'on sortit des lignes, je ne sais si ce fut la faute des chefs ou des soldats, mais la légion tout entière fut prise d'une panique, et rentra sans avoir tiré un coup de fusil.

J'obligeai l'un des trois commandants à donner sa démission. Je fis une vigoureuse allocution aux Italiens et j'écrivis pour la seconde fois à Auzani, qui était dans une maison de commerce de l'Uruguay, de venir me rejoindre.

Cet excellent ami arriva vers le mois de juillet.

Avec lui, tout reprit force et vie; la légion était horriblement administrée; il y donna tous ses soins.

Pendant ce temps, on avait, tant bien que mal, réorganisé une petite flottille; on m'en donna le commandement.

Mancini reprit ma place à la tête de la légion.

La flottille communiquait par le fleuve avec le Cerro, forteresse restée au pouvoir des Montevidéens, quoiqu'elle fût à trois ou quatre lieues plus loin, sur la rive de la Plata, que le Cerrito, tombé au pouvoir d'Oribe.

Le Cerro nous était très-nécessaire. C'était à la fois un point d'appui pour se ravitailler, pour envoyer des partis dans la plaine et pour recueillir les fugitifs.

Avant l'organisation de la défense, l'escadre de l'amiral Brown avait fait une tentative sur le Cerro et sur l'île de los Ratos. Pendant trois jours, je défendis l'île et la forteresse. L'île avait des canons de dix-huit et de trente-six, et je forçai l'amiral Brown à se retirer avec de grandes pertes. J'ai dit qu'à l'arrivée d'Auzani les concussions avaient cessé; son honorabilité planait sur tous les marchés; ce n'était point l'affaire des concussionnaires.

Alors se forma un complot qui avait pour but de nous assassiner tous deux et de vendre à l'ennemi la légion italienne.

Auzani en fut averti.

Les conjurés virent qu'il n'y avait rien à faire de ce côté-là, et, un matin que la légion était aux avant-postes, vingt officiers et cinquante soldats passèrent à l'ennemi.

Mais les soldats, rendons-leur cette justice, revinrent peu à peu et un à un.

La légion, purgée des traîtres, ne s'en porta que mieux; Auzani la réunit.

— Si j'avais voulu faire un choix entre les bons et les mauvais, dit-il, je n'eusse pas si bien réussi que les mauvais viennent de le faire.

De mon côté, je haranguai les troupes; le général Pacheco fit un discours.

Quelques jours après la première sortie où la légion italienne

avait donné d'elle un si triste programme, je tins à la réhabiliter et je proposai une expédition qui fut acceptée. C'était d'aller attaquer les troupes d'Oribe, qui étaient devant le Cerro. Nous nous mîmes à la tête de la légion, Pacheco et moi; l'ennemi fut attaqué à deux heures de l'après-midi, et mis en fuite à cinq.

La légion, composée de quatre cents hommes, chargea un bataillon de six cents. Pacheco chargeait à cheval, moi à pied ou à cheval, selon le besoin; nous tuâmes cent cinquante hommes à l'ennemi, et lui fîmes deux cents prisonniers. Nous eûmes cinq ou six tués, une dizaine de blessés, entre autres un officier nommé Ferrecci, auquel il fallut couper la jambe.

Nous revînmes en triomphe à Montevideo; le lendemain, Pacheco rassembla la légion, la remercia, la loua et donna un fusil d'honneur au sergent Loreto.

L'affaire avait eu lieu le 28 mars 1843.

Maintenant, j'étais tranquille; la légion avait reçu le baptême du feu.

Au mois de mai, on bénit le drapeau.

Il était d'étoffe noire, avec le Vésuve peint dessus. C'était l'emblème de l'Italie et des révolutions qu'elle renfermait dans son sein.

Il fut donné en garde à Sacchi, jeune homme de vingt ans, qui s'était admirablement conduit dans le combat du Cerro.

C'est le même qui combattit avec moi plus tard à Rome, et qui est aujourd'hui colonel.

IV

LE COLONEL NEYRA

Le 17 novembre de la même année, la légion italienne se trouvait de service aux postes ; je m'y trouvais avec elle.

Après le déjeuner, le colonel montevidéen Neyra monta à cheval et parcourut la ligne avec quelques hommes.

On tira sur lui, et il tomba de cheval, blessé mortellement.

En le voyant tomber, l'ennemi chargea et s'empara de son corps.

A peine eus-je appris cette nouvelle, que, ne voulant pas laisser le corps d'un si brave officier exposé aux insultes de l'ennemi, je pris une centaine d'hommes qui me tombèrent sous la main et je chargeai avec eux.

Je repris le corps du colonel.

Mais alors ce furent les soldats d'Oribe qui s'acharnèrent, et il arriva à l'ennemi un tel renfort d'hommes, que je me trouvai enveloppé ; de nouveaux hommes, voyant cela, vinrent à mon secours, si bien que, peu à peu, toute la légion se trouva aux prises.

Exaltés par ma voix, mes hommes alors s'élancèrent en avant, culbutèrent tout, prirent une batterie et chassèrent l'ennemi de ses positions.

L'ennemi marcha sur nous avec toutes ses forces.

Toutes les forces, ou à peu près, de la garnison sortirent; le combat devint général et dura huit heures.

Nous avions été obligés d'abandonner les positions prises du premier élan, mais nous avions fait subir à l'ennemi une perte énorme, et nous restâmes à Montevideo, vainqueurs en réalité et convaincus désormais de notre supériorité sur l'ennemi.

Nous avions eu soixante hommes tués ou blessés.

Je m'étais laissé emporter à charger comme un simple soldat; je n'avais donc vu que ce qui se passait autour de moi.

Mais, au milieu de la mêlée, j'avais vu Auzani combattant avec son calme ordinaire et je savais que, dominant la lutte, aucun détail ne lui échappait.

Le soir même, je lui demandai un rapport sur ceux qui s'étaient distingués.

Le lendemain, je réunis la légion, je la louai et la remerciai au nom de l'Italie et je fis des promotions d'officiers et de sous-officiers.

Après ces deux combats, la légion italienne avait pris une telle influence sur l'ennemi, que, lorsqu'il la voyait marcher sur lui à la baïonnette, il ne l'attendait plus ou, s'il l'attendait, il était culbuté.

Pendant ce temps, Rivera était parvenu à réunir un petit corps d'armée de cinq ou six mille hommes, avec lequel il tenait la campagne et combattait l'ennemi.

Il avait devant lui Urquiza, aujourd'hui président de la république Argentine. De temps en temps, il envoyait par le Cerro des approvisionnements à Montevideo.

Oribe se lassa de voir manœuvrer ainsi Rivera ; il détacha un certain nombre d'hommes de son armée, leur ordonnant de joindre Urquiza et de lui transmettre l'ordre de combattre et de détruire Rivera à l'aide du renfort qu'il lui envoyait.

V

PASSAGE DE LA BOYADA

Nous apprîmes à Montevideo la marche des hommes d'Oribe. Alors le général Paz résolut de profiter de cet affaiblissement.

Au delà de Cerito était un corps de dix-huit cents hommes à peu près, observant le Cerro.

Nous partîmes le 23 avril 1844, à dix heures du soir.

Voici quel était le plan.

Attaquer le corps d'observation du Cerro; voyant cette attaque, Oribe enverrait au secours du Cerro et s'affaiblirait d'autant ; pendant ce temps, la garnison sortirait et attaquerait le camp.

Nous suivîmes les bords de la mer, nous passâmes l'Arroyo

Seco qui, malgré son nom, nous mit de l'eau jusque sous les épaules.

Au delà, nous prîmes la plaine et nous contournâmes le campement.

Nous marchions avec de telles précautions, que nous ne réveillâmes personne.

Enfin nous arrivâmes en vue du corps d'observation.

La garnison du Cerro devait sortir et seconder notre attaque. Une discussion eut lieu entre les deux officiers qui commandaient au Cerro, et qui tous deux voulurent prendre le commandement. Les dix-huit cents hommes en fuite, nous devions revenir sur Oribe et le prendre entre deux feux, le nôtre et celui de la garnison de la ville. Cette discussion du Cerro fit tout manquer; la garnison sortit, mais, maître de toutes ses forces, Oribe la repoussa, et ce fut lui qui, à son tour, put marcher sur nous et exécuter le plan de bataille formé contre lui.

Nous fûmes donc attaqués à notre tour par l'armée d'Oribe et par le corps d'observation; nous n'avions qu'une chose à faire : nous mettre en retraite sur le Cerro et faire, en reculant, le plus de mal possible à l'ennemi.

Je pris le commandement de l'arrière-garde, afin de soutenir cette retraite le plus vigoureusement possible.

Il y avait, entre nous et le Cerro, une espèce de rivière fangeuse qu'on appelait la Boyada. Il fallait la traverser avec de la boue jusqu'au ventre.

Pour tâcher de jeter du désordre dans le passage, l'ennemi avait établi sur un monticule une batterie de quatre pièces de canon qui se mirent à faire feu au moment où nous commen-

cions à passer. Mais la légion italienne s'aguerrissait de plus en plus : elle ne fit pas plus attention à cette grêle de mitraille que si c'eût été une grêle ordinaire.

Ce fut alors que je vis quels braves gens c'étaient que nos nègres. Ils se firent tuer en attendant l'ennemi, un genou en terre. J'étais au milieu d'eux ; je pus donc voir comment ils se comportaient. Le combat dura six heures.

Il y avait au service de Montevideo un Anglais.

Mon Anglais de la dernière campagne m'a plus d'une fois rappelé son compatriote. Il avait carte blanche de Pacheco, qui le connaissait, pour faire tout ce qu'il croirait utile à Montevideo. Il avait réuni une quarantaine ou une cinquantaine d'hommes. Nous l'appelions Samuel; je ne sais s'il avait un autre nom.

Je n'ai pas vu d'homme plus brave que lui.

Après le passage de la Boyada, je le vis arriver seul avec son ordonnance.

— Eh bien, Samuel, lui demandai-je, où est ton régiment?

— Régiment, cria-t-il, prenez garde à vous !

Personne ne parut, personne ne répondit; ses hommes avaient tous été tués, depuis le premier jusqu'au dernier.

Un ordre du jour du général Paz donna les plus grands éloges à la légion italienne : elle avait eu soixante et dix hommes hors de combat.

Nous rentrâmes à Montevideo par le Cerro.

Samuel s'occupa immédiatement de reformer son corps.

VI

LA LÉGION ITALIENNE REFUSE LES TERRES QUI LUI SONT OFFERTES

Le 30 janvier 1845, le général Rivera, émerveillé de la conduite qu'avait tenue la légion italienne au combat du Cerro et au passage de la Boyada, m'écrivit la lettre suivante :

« Monsieur,

» Lorsque, l'an dernier, je fis don à l'honorable légion française, don qui fut accepté, et dont les journaux s'entretinrent, d'une certaine quantité de terres, j'espérais que le hasard conduirait à mon quartier général quelque officier de la légion italienne, qui m'eût ainsi donné l'occasion de satisfaire à un ardent désir de mon cœur, en montrant à la légion italienne l'estime que je professe pour les importants services rendus par vos compagnons à la république, dans la guerre que nous soutenons contre la force armée d'invasion de Buenos-Ayres.

» Pour ne pas différer plus longtemps ce que je regarde comme l'accomplissement d'un devoir sacré, je renferme dans

la présente, et cela avec le plus grand plaisir, un acte de la donation que je fais à l'illustre et valeureuse légion italienne, comme un gage sincère de ma reconnaissance personnelle pour les héroïques services rendus par ce corps à mon pays.

» Le don n'est certes égal ni aux services, ni à mon désir; et cependant vous ne refuserez pas, je l'espère, de l'offrir en mon nom à vos camarades et de les informer de mon bon vouloir et de ma reconnaissance pour eux, de même que pour vous, monsieur, qui les commandez si dignement, et qui déjà, antérieurement à cette période, avez conquis, en aidant notre république, un droit si incontestable à notre reconnaissance.

» Je saisis cette occasion, colonel, pour vous prier d'accepter l'assurance de ma parfaite considération et de ma profonde estime.

» FRUCTUOSO RIVERA. »

Il y a cela de remarquable que cet excellent patriote prenait sur sa propre fortune pour nous faire ce don. Les terres qu'il nous offrait n'étaient point des terres de la république, mais son propre patrimoine.

Aussi lui répondis-je, le 23 mai suivant, époque où sa lettre me fut communiquée.

« Eccellentissimo signore (1)!

» Le colonel Parrodi, en présence de tous les officiers de la légion italienne, m'a remis, selon votre désir, la lettre que vous

(1) Nous mettons en italien ces deux mots difficiles à traduire en français, langue dans laquelle les mots *excellent seigneur* n'ont pas une signification équivalente.

avez eu la bonté de m'écrire en date du 30 janvier, et, avec cette lettre, un acte par lequel vous faites don spontané à la légion italienne d'une portion de terres prises dans vos propriétés et s'étendant entre l'*Arroyo de las Avenas* et l'*Arroyo-Grande*, au nord du *Rio-Negro*, et en outre d'un troupeau de bestiaux, ainsi que des haciendas existant sur le terrain.

» Vous dites que le don est fait par vous comme rémunération de nos services à la république.

» Les officiers italiens, après avoir pris connaissance de votre lettre et de ce qu'elle renferme, ont à l'unanimité déclaré, au nom de la légion, qu'ils n'avaient point entendu, en demandant des armes et en offrant leurs services à la république, recevoir autre chose que l'honneur de partager les périls que courent les enfants du pays qui leur a donné l'hospitalité. Ils obéissaient, en agissant ainsi, à la voix de leur conscience. Ayant satisfait à ce qu'ils regardent simplement comme l'accomplissement d'un devoir, ils continueront, tant que les nécessités du siége l'exigeront, à partager les peines et les périls des nobles Montevidéens, mais ils ne désirent pas d'autre prix et d'autre récompense de leurs travaux.

» J'ai, en conséquence, l'honneur de vous communiquer, Excellence, la réponse de la légion, avec laquelle mes sentiments et mes principes concordent complétement.

» En conséquence, je vous renvoie l'original de la donation.

» Puisse Dieu vous donner de longs jours !

» GIUSEPPE GARIBALDI. »

Les Italiens continuèrent donc de servir sans rétribution

aucune; leur seule façon d'avoir quelque argent, lorsqu'ils avaient absolument besoin de renouveler quelque pièce de leur habillement, était de faire le service de quelque négociant français ou basque, qui alors payait à son remplaçant à peu près deux francs de France.

Il va sans dire que, s'il y avait combat, le remplaçant combattait et se faisait tuer pour le titulaire.

VII

DISGRACE DE RIVERA

J'ai dit quel était le plan du général Paz lors de notre sortie nocturne de Montevideo.

Ce plan, s'il réusissait, changeait la face des choses et faisait, selon toute probabilité, lever le siége à Oribe; mais, ce plan une fois tombé dans l'eau, nous revînmes à notre garnison de tous les jours, c'est-à-dire aux postes avancés qui, de part et d'autre, allaient se fortifiant de plus en plus, jusqu'à ce que nous eussions, de notre côté, une ligne de batteries à peu près correspondante aux batteries ennemies.

Sur ces entrefaites, le général Paz nous quitta et partit pour

diriger l'insurrection de la province de Corrientes, et aider ainsi à la cause nationale en divisant les forces du général Urquiza, qui se trouvait en face du général Rivera.

Mais les choses furent loin de tourner comme on l'espérait, et cela par l'impatience du général Rivera, qui, sans s'inquiéter des ordres du gouvernement qui lui défendait d'accepter une bataille décisive, accepta cette bataille et la perdit complétement dans les champs d'India-Muerte.

Notre armée de campagne fut battue; deux mille prisonniers, davantage peut-être, furent étranglés, pendus, décapités, contre toutes les lois de l'humanité et de la guerre.

Beaucoup restèrent sur le champ de bataille, d'autres furent dispersés dans les steppes immenses. Le général Rivera, avec quelques-uns des siens, gagna la frontière du Brésil, et fut, comme cause de cet immense désastre, exilé par le gouvernement.

La bataille d'India-Muerte perdue, Montevideo resta livré à ses propres ressources. Le colonel Correa prit le commandement de la garnison. Cependant l'âme de la défense resta concentrée entre Pacheco et moi; quelques-uns de nos chefs, après cette déplorable bataille, purent cependant réunir divers détachements de soldats dispersés et faire avec eux la guerre de partisans dans les lieux les plus propres à cette guerre.

Le général Llanos réunit deux cents hommes à peu près, et, préférant se réunir aux défenseurs de Montevideo, se rua sur les ennemis qui observaient le Cerro, fit une trouée, parvint jusqu'au fort et nous rejoignit.

Pacheco profita de ce petit renfort, et eut l'idée d'un coup de main.

Le 27 mai 1845, nous embarquâmes à Montevideo, pendant la nuit, la légion italienne et quelques autres forces prises au Cerro, et, avec ce petit corps, nous allâmes nous embusquer dans une vieille poudrière abandonnée.

Dans la matinée du 28, la cavalerie du général Llanos sortait, protégée par l'infanterie, et attirait l'ennemi du côté de la poudrière, et, lorsqu'il ne fut plus qu'à une petite distance, les nôtres sortirent, la légion italienne en tête, et, chargeant à la baïonnette, couvrirent le terrain de cadavres.

Alors toute la division en observation au Cerro se porta sur la ligne, et il s'engagea un combat meurtrier qui finit par se décider à notre avantage.

L'ennemi fut mis en pleine déroute, poursuivi la baïonnette dans les reins, et il fallut un de ces ouragans mêlés de tonnerre, de grêle et de pluie, comme seuls peuvent s'en faire une idée ceux qui les ont vus, pour mettre fin au combat.

Les pertes de l'ennemi furent considérables.

Il eut grand nombre de blessés et de morts, et, parmi ces derniers, le général Nunz, un des meilleurs et des plus braves généraux ennemis, qui fut tué par la balle d'un de nos légionnaires.

En outre, on recueillit un copieux butin en bestiaux; de sorte que nous rentrâmes à Montevideo avec la joie et l'espérance dans le cœur.

La réussite de ce coup de main fit que j'en proposai un autre au gouvernement, c'était d'embarquer sur la flottille la légion italienne, de remonter le fleuve, en cachant mes hommes autant qu'il serait possible, jusqu'à Buenos-Ayres, et, arrivés là, de

débarquer de nuit, de me diriger sur la maison de Rosas, de l'enlever et de le ramener à Montevideo.

Cette expédition, réussissant, terminait la guerre d'un seul coup, mais le gouvernement refusa.

En attendant, dans les intervalles de repos que prenait notre armée de terre, je remontais sur notre petite flottille, et, malgré le blocus, dont je trompais la vigilance, je prenais le large, et j'allais jeter le grappin sur quelque bâtiment de commerce qu'à la barbe de l'amiral Brown, je ramenais prisonnier dans le port.

D'autres fois, par des manœuvres bien combinées, attirant à moi toutes les forces du blocus, j'ouvrais le port à des barques marchandes qui apportaient toutes sortes de confort à la ville assiégée.

Souvent encore, m'embarquant la nuit avec une centaine de mes légionnaires les plus résolus, j'essayais de donner l'assaut aux bâtiments ennemis que je ne pouvais attaquer de jour, à cause de leur grosse artillerie; mais c'était presque toujours inutilement; l'ennemi, se doutant de mes surprises, ne restait point la nuit sur ses ancres et se transportait dans quelque endroit éloigné de celui où je croyais le trouver.

Enfin un jour, voulant absolument en finir avec lui, je sortis avec trois petits bâtiments les moins mauvais de l'escadrille, et, en plein jour, je résolus d'aller l'attaquer sur son arrimage dans la rade de Montevideo.

L'escadre de Rosas se composait de trois navires; *le 25 Mars*, *le Général Echague* et *le Maypu*.

Ces trois navires portaient quarante-quatre pièces de canon.

J'en avais huit de petit calibre seulement, mais je connaissais mes hommes : si nous arrivions à aborder l'ennemi, il était perdu.

Je m'avançai contre l'escadre en ligne de bataille.

Nous étions déjà presque à portée de canon ; un mille encore, et le combat était inévitable. Toutes les terrasses de Montevideo étaient couvertes de curieux ; les mâts des navires marchands et de guerre de toutes les nations stationnant dans le port étaient pour ainsi dire pavoisés d'hommes.

Tous ces spectateurs attendaient avec anxiété l'issue d'un combat que chaque instant rendait de plus en plus inévitable.

Mais alors le commandant de la flotte argentine ne voulut pas courir les risques de cette lutte ; il prit la mer, et nous rentrâmes dans le port, mal dédommagés par les applaudissements universels qui nous saluèrent.

VIII

INTERVENTION ANGLO-FRANÇAISE

Cependant les affaires allaient au plus mal pour Montevideo, lorsque l'intervention anglo-française vint faire cesser le blocus ;

les deux puissances s'emparèrent de la flotte ennemie, et se la partagèrent.

Alors on résolut une expédition sur l'Uruguay.

Le but de cette expédition était de s'emparer de l'île de Martin-Garcia, de la ville de Colonia et de quelques autres points, et principalement du Salto, par lequel on pouvait ouvrir des communications avec le Brésil, en même temps que l'on y formerait un noyau d'armée de campagne destinée à remplacer celle qui était détruite.

J'embarquai deux cents volontaires sur ma flottille, et je me dirigeai sur le fort de Martin-Garcia. Nous le trouvâmes abandonné par l'ennemi, et nous l'occupâmes.

La ville de Colonia était abandonnée de même, lorsque se présentèrent devant elle l'escadre anglo-française et notre petite flottille.

La légion italienne descendit, combattit et repoussa le général Montero qui se trouvait, avec des forces supérieures, de l'autre côté de la ville.

Les escadres pendant ce temps, je ne saurais dire dans quel but, ouvrirent un feu très-vif contre la ville abandonnée; elles mirent leurs troupes à terre et formèrent notre réserve à l'attaque contre le général Montero.

Vers les deux heures de l'après-midi, nous fîmes notre entrée dans la ville.

La légion italienne fut casernée dans une église; je donnai les ordres les plus sévères pour qu'on respectât les plus petites choses appartenant aux habitants ennemis, forcés d'abandonner leurs maisons.

Inutile de dire que les légionnaires obéirent religieusement à mes ordres.

La ville fut gardée et fortifiée par les nôtres, qui y laissèrent garnison. Les flottilles anglaise et française entrèrent dans le Parana et détruisirent, dans un combat qui dura trois jours, les batteries commandant le cours du fleuve.

La résistance de l'ennemi fut héroïque.

Je continuai alors, avec ma petite flottille, composée d'un brick, d'une goëlette et de plusieurs petits bâtiments, à remonter le fleuve.

Pendant tout le temps que nous avions marché de conserve, l'amiral français et le commodore anglais m'avaient témoigné la plus vive sympathie, sympathie dont l'amiral Lainé particulièrement me continua les preuves.

Bien souvent l'un et l'autre vinrent s'asseoir à notre bivac et partager la chair boucanée qui faisait notre seule nourriture.

Auzani, qui nous accompagnait dans notre expédition, partageait cette honorable sympathie. C'était un de ces hommes qu'on n'avait besoin que de voir pour l'aimer et l'estimer.

Tandis que notre flotte remontait l'Uruguay, nous vîmes se réunir à nous quelques hommes de cavalerie commandés par le capitaine de la Cruz, véritable héros, c'est-à-dire homme du plus beau caractère et du plus grand courage.

Ces quelques hommes suivirent la flottille en côtoyant l'Uruguay, et nous servirent énormément, d'abord comme explorateurs, et ensuite comme fournisseurs de vivres.

Ils occupèrent différents pays, Las Vacas, Mercedes, etc.

L'ennemi, partout où on le rencontrait, était battu.

Paysanda, forteresse de la plage de l'Uruguay, essaya de nous écraser sous son artillerie; mais en somme elle ne nous fit pas grand mal.

Au-dessus de Paysanda, nous prîmes position dans une estancia appelée l'Hervidero, où nous restâmes plusieurs jours.

Le général La Valleja tenta sur nous une attaque de nuit avec infanterie, cavalerie et artillerie; mais il fut repoussé avec des pertes considérables par nos invincibles légionnaires.

De l'Hervidero, j'écrivis au gouvernement, par l'intermédiaire du capitaine Montaldi, qui retournait à Montevideo sur une goëlette de commerce; la goëlette fut attaquée en passant devant Paysanda, enveloppée par les embarcations ennemies, et prise après une vigoureuse résistance opposée par le capitaine Montaldi, qui fut abandonné seul sur le pont.

Montaldi fut fait prisonnier.

Une foule de barques, naviguant sous bannière ennemie, tombaient chaque jour en notre pouvoir. Je laissais la plus grande partie de ceux qui les montaient, libres de retourner vers les leurs.

Gualeguaychu, ville située sur la rive droite de l'Uruguay et sur le Gualeguay, dans l'Entre-Rios, tomba par surprise entre nos mains.

Ce fut là que je repris ce même don Leonardo Millan qui, autrefois, me tenant prisonnier, m'avait fait donner l'estrapade.

Il va sans dire que je lui rendis la liberté sans lui faire aucun mal, lui laissant, pour toute punition, la peur qu'il avait eue en me reconnaissant.

Gualeguaychu fut abandonnée; ce n'était pas une position tenable, mais elle paya une bonne contribution en argent, en habits, en armes.

Enfin, après une foule de combats et d'aventures, nous arrivâmes, avec l'escadre, au lieu dit le Salto, parce que l'Uruguay forme en ce lieu une cataracte et n'est plus navigable au-dessus de cette cataracte que pour les petites barques.

Le général La Valleja, qui occupait le pays, l'abandonna dès notre arrivée, forçant tous les habitants à le suivre.

Le pays, au reste, était parfaitement approprié au but de l'expédition, ne se trouvant pas trop loin de la frontière.

Je résolus donc de nous y établir.

Ma première opération fut, en conséquence, de marcher contre La Valleja, campé sur le Zapevi, affluent de l'Uruguay.

Je mis donc en route, pendant la nuit, notre infanterie et les quelques hommes de cavalerie commandés par de la Cruz.

Au point du jour, nous étions près du camp, que nous trouvâmes défendu, d'un côté, par les chariots, de l'autre, par l'Uruguay, et ayant le Zapevi derrière lui.

Je formai mes hommes en deux petites colonnes et, avec ma cavalerie sur mes ailes, je marchai à la charge.

Après un combat de quelques minutes, nous étions maîtres du camp; l'ennemi était en pleine fuite et passait le Zapevi.

Le résultat de cette opération fut d'abord le retour au Salto de toutes les familles qui avaient été entraînées violemment hors de chez elles.

Nous fîmes à peu près cent prisonniers à l'ennemi, et prîmes beaucoup de chevaux, de bœufs, de munitions et une pièce

d'artillerie, la même qui avait tiré sur nous à l'attaque de l'Hervidero ; elle était de fonderie italienne et portait sur le bronze le nom de son fondeur, Cosimo Cenni, et la date de 1492.

Cette expédition fit le plus grand honneur à la légion et eut de grandes conséquences. Environ trois mille habitants rentrèrent dans leurs foyers.

Dirigés par Auzani, mes légionnaires s'occupèrent aussitôt d'élever une batterie sur la place de la ville, position qui dominait les alentours.

J'envoyai des courriers au Brésil pour me mettre en communication avec les réfugiés, et, grâce à eux, commença la réorganisation d'une armée de campagne.

En peu de temps, la batterie fut construite et armée de deux canons, si bien que, le soir du 5 décembre 1845, elle se trouva prête à répondre aux attaques du général Urquiza, qui se présenta, dans la matinée du 6, avec trois mille cinq cents hommes de cavalerie, huit cents d'infanterie et une batterie de campagne.

Mes dispositions furent celles que l'on fait quand on veut centupler les forces matérielles par l'influence morale.

J'ordonnai à l'escadre de se retirer et de ne pas laisser à notre portée une seule barque. Je répandis mes hommes dans les ruelles, les leur faisant barricader et ne laissant ouvertes que les principales rues. Je fis un ordre du jour incendiaire, et j'attendis l'ennemi qui, confiant dans sa force, avait déclaré à ses soldats que les hommes qu'ils avaient en face d'eux avaient des *cœurs de poule*.

Vers les neuf heures du matin, il nous attaqua sur tous les

points; nous lui répondîmes par des feux de tirailleurs sortant de toutes les ruelles et par le feu de nos deux pièces de canon.

Le moment venu, et lorsque je le vis étonné de notre résistance, je le fis charger par deux compagnies de réserve, et il se retira honteusement, laissant bon nombre de morts et de blessés dans les maisons dont il avait commencé de s'emparer et ne gagnant rien à son attaque que de nous emporter quelques bestiaux, et cela encore par la faute d'un piquet d'une embarcation de guerre anglaise qui, unie à une française, nous avait suivis, envoyées par leurs gouvernements jusqu'au Salto.

Ces deux embarcations avaient offert de nous aider à défendre le pays; le piquet anglais changea en fort une maison qui défendait *le Corral* où étaient enfermées environ six cents bêtes. L'ennemi envoya un fort détachement de son infanterie vers ce point; les soldats anglais furent pris d'une terreur panique, de sorte que, les uns s'enfuyant par les fenêtres, les autres par la porte, ils laissèrent toute facilité aux soldats d'Urquiza d'emmener les animaux.

Pendant vingt-trois jours, l'ennemi renouvela ses attaques sans obtenir aucun résultat.

La nuit venue, c'était notre tour; nous ne lui laissions pas un moment de repos; nous manquions de viande, mais nous mangeâmes nos chevaux. Enfin, convaincu de l'inutilité de ses efforts, il se retira, avouant qu'il avait, dans ses diverses attaques contre nous, perdu plus de monde qu'à la bataille d'India-Muerte.

Urquiza, en se retirant, essaya de s'emparer de mes embar-

cations pour passer le fleuve ; mais, grâce à ma surveillance, son projet ayant manqué, il fut obligé de passer le fleuve douze lieues au-dessous, après quoi il revint camper de l'autre côté de l'Uruguay, dans les champs de Camardia, en face du Salto.

Pendant qu'Urquiza tenait ce campement, je fis, en plein jour, passer le fleuve à quelques hommes de cavalerie, protégés par nos embarcations et par quelques hommes d'infanterie.

Cette petite troupe attaqua les hommes qui gardaient un immense troupeau de chevaux paissant dans les pampas, et, chassant une centaine de chevaux devant elle pour remplacer ceux que nous avions mangés, leur fit passer le fleuve et me les amena avant que l'ennemi fût revenu de sa surprise et tentât même de rien empêcher.

IX

AFFAIRE DU SALTO SANT-ANTONIO

Cependant le colonel Baez, venant du Brésil, s'était réuni à nous avec deux cents hommes environ de cavalerie.

La général Medina rassemblait des forces, et nous l'attendions de jour en jour. En effet, le 7 février 1846, je recevais un message de lui, qui m'avisait que, le jour suivant,

il se trouverait sur les hauteurs du Zapevi avec cinq cents cavaliers.

Il demandait des nouvelles de l'ennemi, et un secours, en cas d'attaque.

Son messager remporta l'avis que, le 8, je serais avec des forces suffisantes pour protéger son entrée dans le pays sur les hauteurs du Zapevi.

En conséquence, vers neuf heures, je partais avec cent cinquante hommes de la légion et deux cents cavaliers, côtoyant l'Uruguay.

Nous nous portions à Las Laperas, à trois lieues à peu près du Salto, flanqués par quatre cents ennemis appartenant au corps du général Servando Gomez, seules forces qui, pour le moment, se trouvassent en observation au Salto.

Notre infanterie prit position sous un *zapère*.

Un zapère est un toit de paille soutenu par quatre poteaux, lequel ne nous offrait d'autre avantage que de nous garantir des rayons dévorants du soleil.

La cavalerie, commandée par le colonel Baez et le major Caraballo, s'étendait jusqu'au Zapevi.

Auzani était resté à la défense du Salto, souffrant qu'il était d'une jambe, et, avec lui, malades comme lui, étaient restés trente ou quarante soldats.

En outre, une dizaine d'hommes étaient de garde à la batterie.

Il était onze heures et demie environ avant midi ; je vis s'avancer, des plaines du Zapevi vers les hauteurs où je me trouvais, un nombre considérable d'ennemis à cheval. Je vis, presque en même temps, que chaque cavalier portait un fantassin en

croupe. Et, en effet, à peu de distance des hauteurs où je me trouvais, les cavaliers se dédoublèrent et mirent à terre leurs fantassins, qui aussitôt s'ordonnèrent pour marcher sur nous.

Notre cavalerie ouvrit le feu contre l'ennemi; mais, supérieur en nombre comme il était, il la chargea et la mit promptement en fuite.

Elle se dirigea, tout en fuyant, vers notre zapère auquel arrivaient déjà les balles ennemies.

Alors, comprenant que la vraie résistance était avec mes braves légionnaires et qu'où ils seraient serait le combat, je m'élançai dans leur direction; mais, comme j'arrivais aux premiers rangs, au milieu du feu ennemi, je sentis tout à coup mon cheval qui manquait sous moi et qui, en tombant, m'entraînait dans sa chute.

Ma première idée fut qu'en me voyant tomber, mes hommes allaient me croire mort et que cette croyance pouvait mettre le désordre parmi eux. En tombant, j'eus donc la présence d'esprit de prendre un pistolet dans mes fontes, et, me relevant aussitôt, de le tirer en l'air pour que l'on vît bien que j'étais sain et sauf.

On eut en effet à peine le temps de me voir à terre, que j'étais déjà relevé et au milieu des miens.

Cependant l'ennemi s'avançait toujours, fort de douze cents hommes de cavalerie et de trois cents d'infanterie.

Abandonnés par notre cavalerie, nous étions restés cent quatre-vingt-dix hommes en tout. Je n'avais pas le temps de faire un long discours; d'ailleurs, ce n'est point ma manière. J'élevai la voix, et ne dis que ces mots :

— Les ennemis sont nombreux, nous sommes en petit nombre; tant mieux! moins nous sommes, plus le combat sera glorieux; du calme, ne faisons feu qu'à bout portant, et chargeons à la baïonnette.

Ces paroles étaient dites à des hommes sur lesquels chaque mot faisait l'effet d'une étincelle électrique.

D'ailleurs, toute autre détermination dans un pareil moment eût été funeste. A un mille environ de nous, nous avions à notre droite l'Uruguay avec quelques massifs de bois, mais une retraite, dans un pareil moment, eût été le signal de notre perte à tous; je l'avais compris, aussi je n'y songeai même pas.

Arrivée à soixante pas à peu près de nous, la colonne ennemie fit une décharge qui nous causa une grande perte; mais les nôtres lui répondirent avec une fusillade bien autrement meurtrière, d'autant plus que nos fusils étaient chargés, non-seulement à balles, mais à chevrotines.

Le commandant de l'infanterie tomba à terre, frappé à mort; les files se disjoignirent, et, à la tête de mes braves, un fusil à la main, je les entraînai dans une charge à fond.

Il était temps; la cavalerie était déjà sur nos flancs et sur nos épaules.

La mêlée fut terrible.

Quelques hommes de l'infanterie ennemie durent leur salut à une fuite rapide. Cela me donna le temps de faire face à la cavalerie.

Nos hommes pivotèrent comme si chacun avait reçu l'ordre d'exécuter cette manœuvre. Tous combattirent, officiers et soldats, comme des géants.

Quelques cavaliers alors, conduits par un brave officier nommé Vega, ayant honte de la fuite de Baez et de ses hommes qui nous laissaient seuls, tournèrent bride, aimant mieux venir partager notre sort que de continuer leur honteuse retraite

Nous les vîmes tout à coup repasser au milieu de l'ennemi et se placer à nos côtés.

Il y avait, je vous en réponds, du courage à faire ce qu'ils faisaient.

Au reste, la charge qu'ils accomplirent en nous rejoignant nous servit beaucoup dans ce moment critique ; elle sépara et culbuta l'ennemi dont une partie s'était mise à la poursuite des fuyards.

Aussi, à notre seconde décharge, la cavalerie, voyant son infanterie détruite et vingt-cinq ou trente hommes des siens tomber sous notre feu, la cavalerie, dis-je, fit un pas de retraite et mit à terre six cents hommes environ qui, s'armant de carabines, nous enveloppèrent de tous côtés.

Nous avions tout autour de nous un espace de terrain couvert de cadavres de chevaux et d'hommes, tant des ennemis que que des nôtres.

Je pourrais raconter d'innombrables actes de bravoure particuliers.

Tous combattirent comme nos anciens preux du Tasse et de l'Arioste; beaucoup étaient couverts de blessures de toutes sortes, balles, tranchants de sabre, pointes de lance.

Un jeune trompette de quinze ans, que nous appelions le Rouge et qui nous animait durant le combat avec son clairon, fut frappé d'un coup de lance. Jeter sa trompette, prendre son

couteau, s'élancer sur le cavalier qui l'avait frappé, fut l'affaire d'un instant.

Seulement, en frappant, il expira.

Après le combat, les deux cadavres furent trouvés cramponnés l'un à l'autre. Le jeune homme était couvert de blessures; le cavalier portait à la cuisse la marque profonde d'une morsure que lui avait faite son ennemi.

Du côté de nos adversaires, il y eut aussi des actes d'une prodigieuse témérité. L'un d'eux, voyant que cette espèce de hangar autour duquel nous étions groupés, s'il n'était point un rempart contre les balles, était du moins un abri contre le soleil, prit un tison enflammé, s'élança à grande course de cheval, passa au milieu de nous, et, en passant, lança, comme un éclair, le tison sur le toit de paille.

Le tison tomba à terre sans remplir le but du cavalier, mais celui-ci n'en avait pas moins accompli une action téméraire.

Nos hommes allaient tirer sur lui, je les en empêchai.

— Il faut conserver les braves, leur criai-je, ils sont de notre race.

Et personne ne fit feu.

Au reste, c'était miracle comme tous ces braves gens m'écoutaient.

Un mot de moi rendait la force aux blessés, le courage aux hésitants, doublait l'ardeur des forts.

Lorsque je vis l'ennemi décimé par notre feu, lassé de notre résistance, alors seulement je parlai de retraite, en disant : non pas *Retirons-nous*, mais : *En nous retirant, nous ne laisserons pas, je l'espère, un seul blessé sur le champ de bataille.*

— Non ! non ! crièrent toutes les voix.

Au reste, blessés, nous l'étions presque tous.

Lorsque je vis tout mon monde bien calme et bien assuré, je donnai tranquillement l'ordre de se retirer tout en combattant.

Par bonheur, je n'avais pas une égratignure, ce qui me permettait d'être partout, et, quand un ennemi s'approchait trop témérairement de nous, de le faire repentir de sa témérité.

Le peu de valides qu'il y avait parmi nous chantait des hymnes patriotiques, auxquels les blessés répondaient en chœur.

L'ennemi n'y comprenait rien.

Ce dont nous souffrions le plus, c'était du manque d'eau.

Les uns arrachaient des racines et les mâchaient, les autres suçaient des balles de plomb, quelques-uns burent leur urine.

Par bonheur la nuit vint et, avec elle, un peu de fraîcheur.

Je serrai mes hommes en colonne, je plaçai les blessés au milieu d'eux. Deux seulement, qu'il était impossible de transporter, furent laissés sur le champ de bataille. Je leur recommandai bien de ne pas s'écarter les uns des autres, et de se retirer dans la direction d'un petit bois.

L'ennemi s'en était emparé, emparé avant nous ; mais il en fut vigoureusement chassé.

J'envoyai alors des explorateurs, qui revinrent me disant que l'ennemi avait mis presque tous ses hommes à terre et faisait paître les chevaux. Sans doute, se persuadait-il que c'était la faim et le manque de munitions qui nous avaient fait faire halte ; la faim, nous ne la sentions pas ; quant aux munitions, nous en avions trouvé sur nos adversaires morts autant que nous en avions voulu.

Maintenant, le plus difficile nous restait à faire.

L'ennemi était campé entre nous et le Salto ; après un repos d'une heure, qui fit croire à nos adversaires que nous resterions toute la nuit où nous étions, j'ordonnai à mes hommes de se reformer en colonne, et, au pas de course, la baïonnette en avant, nous nous lançâmes comme un torrent au milieu d'eux.

Les trompettes sonnèrent le boute-selle; mais, avant que chaque homme eût trouvé selle, rênes et son cheval, nous étions déjà passés.

Nous nous dirigeâmes de nouveau vers une espèce de makis. Une fois dans le fourré, je donnai l'ordre à tout le monde de se coucher ventre à terre. L'ennemi venait à nous sans nous voir, sonnant la charge.

Je le laissai approcher à cinquante pas du bois et, alors seulement, je criai : Feu ! en donnant l'exemple.

Vingt-cinq ou trente hommes et autant de chevaux tombèrent; l'ennemi tourna bride et rentra dans son camp. Je dis à mes hommes :

— Allons, mes enfants, je crois que le moment est venu d'aller boire.

Et, côtoyant toujours notre petit bois, portant nos blessés, tenant à distance les plus acharnés de nos adversaires, qui ne voulaient pas nous abandonner, nous gagnâmes le bord de la rivière. A l'entrée du village nous attendait une grande émotion : Auzani était là, pleurant de joie.

Il m'embrassa le premier, et voulut embrasser tous les autres après moi.

Auzani, lui aussi, avait eu son combat : il avait été, avec ses

quelques hommes, attaqué par l'ennemi qui, avant l'engagement, l'avait sommé de se rendre, lui disant que nous étions tous morts ou prisonniers.

Mais Auzani avait répondu :

— Les Italiens ne se rendent pas ; décampez tous tant que vous êtes, ou je vous foudroie avec mes escadrons. Tant que j'aurai un de mes compagnons avec moi, nous combattrons ensemble, et, quand je serai seul, alors je mettrai le feu aux poudres, et me ferai sauter et vous avec moi.

L'ennemi n'en demanda pas davantage, il se retira. Aussi, mes hommes, qui retrouvaient tout en abondance au Salto, disaient-ils en s'adressant à moi :

— Tu nous as sauvés une première fois, mais Auzani nous a sauvés une seconde !

Le lendemain, j'écrivis cette lettre à la commission de la légion italienne à Montevideo :

« Frères,

» Avant-hier nous avons eu dans les champs de Sant-Antonio, à une lieue et demie de la ville, le plus terrible et le plus glorieux de nos combats. Les quatre compagnies de notre légion et une vingtaine d'hommes de cavalerie, réfugiés sous notre protection, non-seulement se sont défendus contre douze cents hommes de Servando Gomez, mais ont entièrement détruit l'infanterie ennemie qui les a assaillis au nombre de trois cents hommes. Le feu commença à midi et finit à minuit.

» Ni le nombre des ennemis, ni ses charges répétées, ni sa masse de cavalerie, ni les attaques de ses fusiliers à pied, n'ont

rien pu sur nous; quoique nous n'eussions d'autre abri qu'un hangar en ruine soutenu par quatre piliers, les légionnaires ont constamment repoussé les assauts des ennemis acharnés; tous les officiers se sont faits soldats dans cette journée. Auzani, qui était resté au Salto et auquel l'ennemi intima l'ordre de se rendre, répondit, la mèche à la main et le pied sur la sainte-barbe de la batterie, quoique l'ennemi l'eût assuré que nous étions tous morts ou prisonniers.

» Nous avons eu trente morts et cinquante blessés; tous les officiers ont été frappés, moins Scarone, Saccarello, le Major et Traversi, tous légèrement. Je ne donnerais pas mon nom de légionnaire italien pour un monde d'or.

» A minuit, nous nous sommes mis en retraite sur le Salto; nous restions un peu plus de cent sains et saufs. Ceux qui n'étaient que légèrement atteints marchaient en tête, contenant l'ennemi quand il s'émancipait par trop.

» Ah ! c'est une affaire qui mérite d'être coulée en bronze.

» Adieu; je vous écrirai plus longuement une autre fois.

» Votre GIUSEPPE GARIBALDI.

» P. S. Les officiers blessés sont Casana, Marochetti, Beruli, Remorini, Saccarello le jeune, Sacchi, Grafigna et Rodi. »

Ce fut notre dernière grande affaire à Montevideo.

X

J'ÉCRIS AU PAPE

Ce fut vers ce temps que j'appris, à Montevideo, l'exaltation au pontificat de Pie IX.

On sait quels furent les commencements de ce règne.

Comme beaucoup, je crus à une ère de liberté pour l'Italie.

Je résolus aussitôt, pour le seconder dans les généreuses résolutions dont il était animé, de lui offrir mon bras et celui de mes compagnons d'armes.

Ceux qui croient à une opposition systématique de ma part à la papauté verront, par la lettre qui va suivre, qu'il n'en était rien ; mon dévouement était à la cause de la liberté en général, sur quelque point du globe que cette liberté se fît jour.

Mais on comprendra cependant que je donnasse la préférence à mon pays, et que je fusse prêt à servir sous celui qui était appelé à être le Messie politique de l'Italie.

Nous crûmes, Auzani et moi, que ce sublime rôle était réservé à Pie IX, et nous écrivîmes au nonce du pape la lettre suivante,

le priant de transmettre à Sa Sainteté nos vœux et ceux de nos légionnaires :

« Très-illustre et très-respectable Seigneur,

» Du moment où nous sont arrivées les premières nouvelles de l'exaltation du souverain pontife Pie IX et de l'amnistie qu'il concédait aux pauvres proscrits, nous avons, avec une attention et un intérêt toujours croissants, suivi les vestiges que le chef suprême de l'Église imprime sur la route de la gloire et de la liberté. Les louanges, dont l'écho arrive jusqu'à nous de l'autre côté des mers, le frémissement avec lequel l'Italie accueille la convocation des députés et y applaudit, les sages concessions faites à l'imprimerie, l'institution de la garde civique, l'impulsion donnée à l'instruction populaire et à l'industrie, sans compter tant de soins, tous dirigés vers l'amélioration et le bien-être des classes pauvres et vers la formation d'une administration nouvelle, tout, enfin, nous a convaincus, que venait enfin de sortir, du sein de notre patrie, l'homme qui, comprenant les besoins de son siècle, avait su, selon les préceptes de notre auguste religion, toujours nouveaux, toujours immortels, et sans déroger à leur autorité, se plier cependant à l'exigence des temps ; et nous, quoique tous ces progrès fussent sans influence sur nous-mêmes, nous les avons néanmoins suivis de loin, en accompagnant de nos applaudissements et de nos vœux le concert universel de l'Italie et de toute la chrétienté ; mais quand, il y a quelques jours, nous avons appris l'attentat sacrilége par lequel une faction, fomentée et soutenue par l'étranger, n'étant point encore fatiguée, après un si long temps, de déchirer notre

pauvre patrie, se proposait de renverser l'ordre de choses aujourd'hui existant, il nous a semblé que l'admiration et l'enthousiasme pour le souverain pontife étaient un trop faible tribut et qu'un plus grand devoir nous était imposé.

» Nous qui vous écrivons, très-illustre et très-respectable seigneur, nous sommes ceux qui, toujours animés de ce même esprit qui nous a fait affronter l'exil, avons pris à Montevideo les armes pour une cause qui nous paraissait juste, et réuni quelques centaines d'hommes, nos compatriotes, qui étaient venus ici, espérant trouver des jours moins tourmentés que ceux que nous subissions dans notre patrie.

» Or, voilà cinq années que, pendant le siége qui enveloppe ses murailles, chacun de nous plus ou moins a dû faire preuve plus d'une fois de résignation et de courage; et, grâce à la Providence et à cet antique esprit qui enflamme encore notre sang italien, notre légion a eu occasion de se distinguer, et chaque fois que s'est présentée cette occasion, elle ne l'a pas laissé échapper si bien que — je crois qu'il est permis de le dire sans vanité — elle a, sur le chemin de l'honneur, dépassé tous les autres corps qui étaient ses rivaux et ses émules.

» Donc, si, aujourd'hui, les bras qui ont quelque usage des armes sont acceptés par Sa Sainteté, inutile de dire que, bien plus volontiers que jamais, nous les consacrerons au service de celui qui fait tant pour la patrie et pour l'Église.

» Nous nous tiendrons donc pour heureux, si nous pouvons venir en aide à l'œuvre rédemptrice de Pie IX, nous et nos compagnons, au nom desquels nous vous portons la parole, et nous ne croirons pas la payer trop cher de tout notre sang.

» Si votre illustre et respectable seigneurie pense que notre offre puisse être agréable au souverain pontife, qu'elle la dépose au pied de son trône.

» Ce n'est point la puérile prétention que notre bras soit nécessaire qui nous fait l'offrir; nous savons trop bien que le trône de saint Pierre repose sur des bases que ne peuvent ni ébranler ni raffermir les secours humains et que, d'ailleurs, le nouvel ordre de choses compte de nombreux défenseurs qui sauront vigoureusement repousser les injustes agressions de ses ennemis; mais, comme l'œuvre doit être répartie parmi les bons et le dur travail donné aux forts, faites-nous l'honneur de nous compter parmi ceux-là.

» En attendant, nous remercions la Providence d'avoir préservé Sa Sainteté des machinations *dei Tristi*, et nous faisons des vœux ardents pour qu'elle lui accorde de nombreuses années pour le bonheur de la chrétienté et de l'Italie.

» Il ne nous reste plus maintenant qu'à prier votre illustre et très-vénérable seigneurie de nous pardonner le dérangement que nous lui causons, et de vouloir bien recevoir les sentiments de notre parfaite estime et du profond respect avec lequel nous sommes de sa très-illustre et très-respectable seigneurie les bien dévoués serviteurs.

» G. GARIBALDI
» F. AUZANI.

» Montevideo, 12 octobre 1847. »

Nous attendîmes vainement; aucune nouvelle ne nous arriva ni du nonce ni de Sa Sainteté. Ce fut alors que nous prîmes la

résolution d'aller en Italie avec une partie de notre légion.

Mon intention était d'y seconder la révolution là où elle était déjà en armes et de la susciter où elle était encore endormie, dans les Abruzzes, par exemple.

Seulement, aucun de nous n'avait le premier sou pour faire la traversée.

XI

JE REVIENS EN EUROPE. MORT D'AUZANI

J'eus recours à un moyen qui réussit toujours près des cœurs généreux : j'ouvris une souscription parmi mes compatriotes.

La chose commençait à marcher, lorsque quelques mauvais esprits essayèrent de soulever parmi les légionnaires un parti contre moi, en intimidant ceux qui étaient disposés à me suivre ; on insinuait à ces pauvres gens que je les conduisais à une mort certaine, que l'entreprise que je rêvais était impossible, et qu'un sort pareil à celui des frères Bandiera leur était réservé. Il en résulta que les plus timides se retirèrent, et que je restai avec quatre-vingt-cinq hommes, et encore, sur ces quatre-

vingt-cinq, vingt-neuf nous abandonnèrent-ils, une fois embarqués.

Par bonheur, ceux qui demeuraient avec moi étaient les plus vaillants, survivants presque tous de notre combat de Sant-Antonio. En outre, j'avais quelques Orientaux confiants dans ma fortune et, parmi eux, mon pauvre nègre Aguyar, qui fut tué au siége de Rome.

J'ai dit que j'avais autorisé, parmi les Italiens, une souscription pour aider à notre départ. La plus forte partie de cette souscription avait été fournie par Étienne Antonini, Génois établi à Montevideo.

Le gouvernement, de son côté, offrit de nous aider de tout son pouvoir; mais je le savais si pauvre, que je ne voulus accepter de lui que deux canons et huit cents fusils que je fis transporter sur notre brick.

Mais, au moment du départ, il nous arriva, avec le commandant du *Biponte Carolo*, de Nervi, la même chose qui arriva aux Français, lors de la croisade de Baudoin avec les Vénitiens, ceux-ci ayant promis de les transporter en terre sainte; c'est que son exigence fut telle, qu'il fallut tout vendre, jusqu'à nos chemises, pour le satisfaire, si bien que, pendant la traversée, quelques-uns restèrent couchés faute d'habits pour se vêtir.

Nous étions déjà à trois cents lieues des côtes, à peu près à la hauteur des bouches de l'Orénoque, et je m'amusais avec Orrizoni à harponner des marsouins sur le beaupré, quand tout à coup j'entendis retentir le cri : Au feu !

Sauter du beaupré sur la poulaine, de la poulaine sur le

pont, et me laisser couler par le panneau, fut l'affaire d'une seconde.

En faisant une distribution de vivres, le distributeur avait eu l'imprudence de tirer de l'eau-de-vie d'un baril avec une chandelle à la main; l'eau-de-vie avait pris feu, celui qui la tirait avait perdu la tête et, au lieu de refermer le baril, avait laissé l'eau-de-vie couler à flots; la soute aux vivres, séparée de la sainte-barbe par une planche épaisse d'un pouce à peine, était un véritable lac de feu. C'est là que je vis combien les hommes les plus braves sont accessibles à la peur, quand le danger se présente à eux sous un aspect autre que celui dont ils ont l'habitude.

Tous ces hommes, qui étaient des héros, des demi-dieux sur le champ de bataille, se heurtaient, couraient, perdaient la tête, tremblants et effarés comme des enfants.

Au bout de dix minutes, aidé d'Auzani, qui avait quitté son lit au premier cri d'alarme, j'avais éteint le feu.

Le pauvre Auzani, en effet, gardait le lit, non pas qu'il fût tout à fait dénué de vêtements, mais parce qu'il était déjà violemment atteint de la maladie dont il devait mourir en arrivant à Gênes, c'est-à-dire d'une phthisie pulmonaire.

Cet homme admirable, auquel son plus mortel ennemi, s'il avait pu avoir un ennemi, n'aurait pas su trouver un seul défaut, après avoir consacré sa vie à la cause de la liberté, voulait que ses derniers moments fussent encore utiles à ses compagnons d'armes; tous les jours, on l'aidait à monter sur le pont; quand il ne put plus y monter, il s'y fit porter, et, là, couché sur un matelas, souvent s'appuyant sur moi, il donnait

des leçons de stratégie aux légionnaires, rassemblés autour de lui à l'arrière du bâtiment.

C'était un véritable dictionnaire des sciences que le pauvre Auzani ; il me serait aussi difficile d'énumérer les choses qu'il savait, que de trouver une chose qu'il ne sût pas.

A Palo, à cinq milles environ d'Alicante, nous descendîmes à terre pour acheter une chèvre et des oranges à Auzani.

Ce fut là que nous sûmes, par le vice-consul sarde, une partie des événements qui se passaient en Italie.

Là, nous apprîmes que la constitution piémontaise avait été proclamée et que les cinq glorieuses journées de Milan avaient eu lieu, toutes choses que nous ne pouvions pas savoir lors de notre départ de Montevideo, c'est-à-dire le 27 mars 1848.

Le vice-consul nous dit qu'il avait vu passer des bâtiments italiens avec le drapeau tricolore. Il ne m'en fallut pas davantage pour me décider à arborer l'étendard de l'indépendance. J'amenai le pavillon de Montevideo sous lequel nous naviguions, et je hissai immédiatement à la corne de notre bâtiment le drapeau sarde, improvisé avec un demi-drap de lit, une casaque rouge et le reste des parements verts de notre uniforme de bord.

On se rappelle que notre uniforme était la blouse rouge à parements verts, lisérés de blanc.

Le 24 juin, jour de la Saint-Jean, nous arrivâmes en vue de Nice. Beaucoup étaient d'avis que nous ne devions pas débarquer sans plus amples renseignements. Je risquais plus que personne, puisque j'étais encore sous le coup d'une condamnation à mort.

Je n'hésitai pas cependant, ou, plutôt, je n'eusse pas hésité,

car, reconnu par des hommes qui montaient une embarcation, mon nom se répandit aussitôt, et, à peine mon nom fut-il répandu, que Nice tout entière se précipita vers le port, et qu'il fallut, au milieu des acclamations, accepter les fêtes qui nous étaient offertes de tous les côtés. Dès que l'on sut que j'étais à Nice, et que j'avais traversé l'Océan pour venir en aide à la liberté italienne, les volontaires accoururent de tous côtés.

Mais j'avais, pour le moment, des vues que je croyais meilleures.

De même que j'avais cru dans le pape Pie IX, je croyais dans le roi Charles-Albert; au lieu de me préoccuper de Medici que j'avais expédié, comme je l'ai dit, à Via-Reggio, pour y organiser l'insurrection, trouvant l'insurrection organisée et le roi de Piémont à la tête de l'insurrection, je crus que ce que j'avais de mieux à faire était d'aller lui offrir mes services.

Je dis adieu à mon pauvre Auzani, adieu d'autant plus douloureux que nous savions tous deux que nous ne devions plus nous revoir, et je me rembarquai pour Gênes, d'où je gagnai le quartier général du roi Charles-Albert.

L'événement me prouva que j'avais eu tort. Nous nous quittâmes, le roi et moi, mécontents l'un de l'autre, et je revins à Turin, où j'appris la mort d'Auzani.

Je perdais la moitié de mon cœur, la meilleure partie de mon génie.

L'Italie perdait un de ses enfants les plus distingués.

O Italie! Italie! mère infortunée! quel deuil pour toi le jour où ce brave parmi les braves, ce loyal parmi les loyaux, ferma les yeux pour toujours à la lumière de ton beau soleil!

A la mort d'un homme comme Auzani, je te le dis, ô Italie! la nation, qui lui a donné naissance, doit, du plus profond de ses entrailles, pousser un cri de douleur, et, si elle ne pleure pas, si elle ne se lamente pas comme Rachel dans Rama, cette nation n'est digne ni de sympathie ni de pitié, elle qui n'aura eu ni sympathie ni pitié pour ses plus généreux martyrs.

Oh! martyr, cent fois martyr fut notre bien-aimé Auzani, et la torture la plus cruelle soufferte par ce vaillant fut de toucher la terre natale, pauvre moribond, et de ne pas finir, comme il avait vécu, en combattant pour elle, pour son honneur, pour sa régénération.

Oh! Auzani, si un génie pareil au tien avait présidé aux combats de la Lombardie, à la bataille de Novare, au siége de Rome, l'étranger ne souillerait plus la terre natale et ne foulerait pas insolemment les ossements de nos preux!

La légion italienne, on l'a vu, avait peu fait avant l'arrivée d'Auzani; lui venu, sous ses auspices, elle parcourut une carrière de gloire à rendre jalouses les nations les plus vantées.

Parmi tous les militaires, les soldats, les combatants, parmi tous les hommes portant le mousquet ou l'épée enfin, que j'ai connus, je n'en sais pas un qui puisse égaler Auzani dans les dons de la nature, dans les inspirations du courage, dans les applications de la science. Il avait la valeur bouillante de Masina, le sang-froid de Davesio, la sérénité, la bravoure et le tempérament guerrier de Manara (1).

(1) Le lecteur ne connaît pas encore ces trois autres martyrs de la liberté italienne, mais bientôt il fera connaissance avec eux. Garibaldi, qui n'écrivait pas pour être imprimé, se parle, en quelque sorte, à lui-même, et non aux lecteurs.

Les connaissances militaires d'Auzani, sa science de toutes choses, n'étaient égalées par personne. Doué d'une mémoire sans pareille, il parlait avec une précision inouïe des choses passées, ces choses passées remontassent-elles à l'antiquité.

Dans les dernières années de sa vie, son caractère s'était sensiblement altéré; il était devenu âcre, irascible, intolérant, et, pauvre Auzani, ce n'était pas sans motif qu'il avait ainsi changé! Tourmenté presque constamment par des douleurs, suites de ses nombreuses blessures et de la vie orageuse qu'il avait menée pendant tant d'années, il traînait une intolérable existence, une existence de martyr.

Je laisse à une main plus habile que la mienne le soin de tracer la vie militaire d'Auzani, digne d'occuper les veilles d'un écrivain éminent. En Italie, en Grèce, en Portugal, en Espagne, en Amérique, on retrouvera, en suivant ses traces, les documents de la vie d'un héros.

Le journal de la légion italienne de Montevideo, tenu par Auzani, n'est qu'un épisode de sa vie. Il fut l'aîné de cette légion, dressée, conduite, administrée par lui, et avec laquelle il s'était identifié.

O Italie! quand le Tout-Puissant aura marqué le terme de tes malheurs, il te donnera des Auzani pour guider tes fils à l'extermination de ceux qui te vilipendent et te tyrannisent!

XII

ENCORE MONTEVIDEO

Maintenant, avant de commencer le récit de la campagne de Lombardie, exécutée par Garibaldi en 1848, disons, à propos de Montevideo, tout ce que lui, dans sa modestie, n'a pas pu dire, racontons tout ce qu'il n'a pas pu raconter.

*

Nous avons raconté le combat du 24 avril 1844, nous avons dit le périlleux passage de la Boyada, nous avons dit de quelle façon les légionnaires italiens s'y étaient comportés.

L'officier qui faisait le rapport au général Paz se contenta, à propos des légionnaires, de lui dire :

— Ils se sont battus comme des tigres.

— Ce n'est pas étonnant, répondit le général Paz, ils sont commandés par un lion.

*

Après la bataille de Sant-Antonio, l'amiral Lainé, qui com-

mandait la station de la Plata, frappé d'étonnement de ce merveilleux fait d'armes, écrivit à Garibaldi la lettre suivante, dont l'autographe est entre les mains de G.-B. Cuneo, ami de Garibaldi. L'amiral Lainé montait la frégate *l'Africaine*.

« Je vous félicite, mon cher général, d'avoir si puissamment contribué, par votre intelligente et intrépide conduite, à l'accomplissement du fait d'armes dont se seraient enorgueillis les soldats de la grande armée qui, pour un moment, domina l'Europe.

» Je vous félicite également pour la simplicité et la modestie qui rendent plus précieuse la lecture de la relation dans laquelle vous donnez les plus minutieux détails d'un fait d'armes duquel on peut, sans crainte, vous attribuer tout l'honneur.

» Au reste, cette modestie vous a captivé les sympathies des personnes aptes à apprécier convenablement ce que vous êtes arrivé à faire depuis six mois, personnes parmi lesquelles il faut compter, au premier rang, notre ministre plénipotentiaire, l'honorable baron Deffaudis, qui honore votre caractère et dans lequel vous avez un chaud défenseur, surtout lorsqu'il s'agit d'écrire à Paris dans le but d'y détruire les impressions défavorables que peuvent faire naître certains articles de journaux, rédigés par des personnes peu habituées à dire la vérité, même lorsqu'elles racontent des faits arrivés sous leurs propres yeux.

» Recevez, général, l'assurance de mon estime.

» LAINÉ. »

Le bulletin, dont l'amiral Lainé admirait la simplicité, était celui-ci :

« Salto, 10 février 1846.

» Frères !

» Avant-hier a eu lieu, dans les champs de Sant-Antonio, à une lieue et demie de cette ville, le plus terrible et le plus glorieux combat que nous ayons encore soutenu. Les quatre compagnies de notre légion et une vingtaine de cavaliers peut-être, réfugiés sous notre protection, ont, non-seulement soutenu contre douze cents hommes de Servando Gomez un engagement qui a duré près de douze heures, mais encore ont entièrement détruit l'infanterie ennemie forte de trois cents hommes. Le feu a commencé à midi et a fini à minuit. Rien n'a réussi à l'ennemi, ni les nombreuses charges de sa cavalerie, ni les attaques réitérées de son infanterie; sans autre rempart qu'une mauvaise chaumière en ruine, supportée seulement par quelques piliers, les légionnaires ont soutenu les assauts de l'ennemi, assauts incessamment répétés; tous les officiers et moi, nous avons combattu comme de simples soldats.

» Auzani, qui était demeuré au Salto, et à qui l'ennemi voulait imposer la reddition de la place, répondit, la mèche à la main, le pied sur un tonneau de poudre, quoique l'ennemi lui eût assuré que nous étions tous morts ou prisonniers.

» Nous avons eu trente morts et cinquante-quatre blessés. Tous les officiers sont blessés, moins Scarone, Saccarello, le major et Traversi, mais tous légèrement.

» Je ne donnerais pas aujourd'hui mon titre de légionnaire italien pour un monde d'or.

» A minuit, nous nous mîmes en retraite du Salto, nous

étions un peu plus de cent légionnaires italiens avec soixante blessés, peut-être même plus. Ceux qui ne l'étaient que légèrement et les sains et saufs marchaient devant, contenant un ennemi fort de douze cents hommes et le repoussant sans crainte.

» En vérité, le fait mérite d'être sculpté.

» Adieu, je vous écrirai plus longuement une autre fois.

» Votre G. GARIBALDI. »

» *P. S* Les officiers qui prirent part avec moi au combat, et qui furent blessés, sont Casana, Marochetti, Beruti, Remorini, Saccarello le cadet, Sacchi, Groffina et Rodi. »

Ce ne fut pas tout que d'avoir écrit à Garibaldi, l'amiral Lainé voulut lui porter ses compliments en personne. Il se fit débarquer à Montevideo et se rendit dans la rue du Portone, où habitait Garibaldi. Ce logement, aussi pauvre que celui du dernier légionnaire, ne fermait point et était, jour et nuit, ouvert à tout le monde, *particulièrement au vent et à la pluie*, comme me le disait Garibaldi en me racontant cette anecdote.

Or, il était nuit; l'amiral Lainé poussa la porte et, comme la maison n'était pas éclairée, il se heurta contre une chaise.

— Holà! dit-il, faut-il absolument que l'on se casse le cou lorsqu'on vient voir Garibaldi!

— Hé! femme, cria Garibaldi à son tour, sans reconnaître la voix de l'amiral, n'entends-tu pas qu'il y a quelqu'un dans *l'antichambre? Éclaire.*

— Et avec quoi veux-tu que j'éclaire? répondit Anita, ne

sais-tu pas qu'il n'y a pas deux sous à la maison pour acheter une chandelle?

— C'est vrai, répondit philosophiquement Garibaldi.

Et il se leva; et, allant ouvrir la porte de la pièce où il était:

— Par ici, dit-il, par ici, — afin que sa voix, à défaut de lumière, guidât le visiteur.

L'amiral Lainé entra; l'obscurité était telle, qu'il fut obligé de se nommer pour que Garibaldi sût à qui il avait affaire.

— Amiral, dit-il, vous m'excuserez, mais quand j'ai fait mon traité avec la république de Montevideo, j'ai oublié, parmi les rations qui nous sont dues, de spécifier une ration de chandelle. Or, comme vous l'a dit Anita, la maison, n'ayant pas eu deux sous pour acheter une chandelle, reste dans l'obscurité. Par bonheur, je présume que vous venez pour causer avec moi et non pour me voir.

L'amiral, en effet, causa avec Garibaldi, mais ne le vit pas.

En sortant, il se rendit chez le général Pacheco y Obes, ministre de la guerre, et lui raconta ce qui venait de lui arriver.

Le ministre de la guerre, qui venait de rendre le décret que l'on va lire, prit aussitôt cent patagons (cinq cents francs), et les envoya à Garibaldi.

Garibaldi ne voulut pas blesser son ami Pacheco en les refusant; mais le lendemain, au point du jour, prenant les cent patagons, il alla les distribuer aux veuves et aux enfants des soldats tués au Salto Sant-Antonio, ne conservant pour lui que ce qu'il en fallait pour acheter une livre de chandelles, qu'il

invita sa femme à économiser pour le cas où l'amiral Lainé viendrait lui faire une seconde visite.

Voici le décret que rédigeait Pacheco y Obes, lorsque Lainé était venu faire un appel à sa munificence :

« ORDRE GÉNÉRAL.

» Pour donner à nos preux compagnons d'armes qui se sont immortalisés dans les champs de Sant-Antonio, une haute preuve de l'estime dans laquelle les tient l'armée qu'ils ont illustrée comme eux dans ce mémorable combat ;

» Le ministre de la guerre décide :

» 1° Le 15 courant, jour désigné par l'autorité pour remettre à la légion italienne copie du décret suivant, il y aura une grande parade de la garnison, qui se réunira dans la rue du Marché, appuyant sa droite à la petite place du même nom et dans l'ordre qu'indiquera l'état-major.

» 2° La légion italienne se réunira sur la place de la Constitution, tournant le dos à la cathédrale et, là, elle recevra la susdite copie qui lui sera remise par une députation, présidée par le colonel Francesco Tages, et composée d'un chef, d'un officier, d'un sergent et d'un soldat de chaque corps.

» 3° La députation, rentrée dans ses corps respectifs, se dirigera avec eux vers la place indiquée en défilant en colonne d'honneur devant la légion étrangère, et cela tandis que les chefs de corps salueront du cri de : *Vive la Patrie, vivent le général Garibaldi et ses braves compagnons !*

» 4° Les régiments devront être en ligne à dix heures du matin.

» 5° Il sera donné copie authentique de cet ordre du jour, à la légion italienne et au général Garibaldi.

» PACHECO Y OBES. »

Le décret portait :

1° Que les paroles suivantes seraient inscrites en lettres d'or sur la bannière de la légion italienne :

Action du 8 *février* 1846 *de la légion italienne aux ordres de Garibaldi.*

2° Que la légion italienne aurait la préséance dans toutes les parades ;

3° Que les noms des morts tombés dans cette rencontre seraient inscrits sur un tableau placé dans la salle du gouvernement ;

4° Que tous les légionnaires porteraient pour marque distinctive, au bras gauche, un écu sur lequel une couronne entourerait l'inscription suivante :

« *Invincibili combatterono*, 8 *febraio* 1846. »

En outre, Garibaldi, voulant donner une suprême attestation de sa sympathie et de sa reconnaissance aux légionnaires, qui étaient tombés en combattant à ses côtés, dans la journée du 8 février, fit élever sur le champ de bataille une grande croix qui portait sur une de ses faces cette inscription :

« *Aux XXXVI Italiens morts le* 8 *février MDCCCXLVI.* »

Et de l'autre côté :

« *CLXXXIV Italiens dans le champ Sant-Antonio.* »

Si pauvre que fût Garibaldi, il trouva cependant, un jour, un légionnaire plus pauvre que lui.

Le pauvre diable n'avait pas de chemise.

Garibaldi l'emmena dans un coin, ôta sa chemise et la lui donna.

En rentrant chez lui, il en demanda une autre à Anita.

Mais Anita, secouant la tête :

— Tu sais bien, dit-elle, que tu n'en avais qu'une ; tu l'as donnée, tant pis pour toi.

Et ce fut Garibaldi qui resta à son tour sans chemise, jusqu'à ce qu'Auzani lui en eût donné une.

Mais c'est qu'aussi Garibaldi était incorrigible.

Un jour, ayant capturé un navire ennemi, il partagea le butin à ses compagnons.

Les parts faites, il appela à lui ses hommes, les uns après les autres, et les interrogea sur l'état de leur famille.

Aux plus besoigneux il faisait une part sur la sienne, disant :

— Prenez ceci, c'est pour vos enfants.

Il y avait, en outre, une forte somme d'argent à bord, mais Garibaldi l'envoya au trésor de Montevideo, n'en voulant pas toucher un centime.

Quelque temps après, la part de prise était si bien partie, qu'il ne restait plus que trois sous à la maison.

Ces trois sous sont l'objet d'une anecdote que m'a racontée Garibaldi lui-même.

Un jour, il entendit sa petite fille Teresita pousser de grands cris.

Il adorait l'enfant ; il courut voir ce dont il s'agissait.

L'enfant avait roulé du haut en bas d'un escalier ; elle avait la figure en sang.

Garibaldi, ne sachant comment la consoler, avisa trois sous qui formaient toute la fortune de la maison et que l'on réservait pour les grandes circonstances.

Il prit ces trois sous, et sortit pour acheter quelque jouet qui pût consoler l'enfant.

A la porte, il rencontra un émissaire du président Joaquin Souarez, qui le cherchait de la part de son maître pour une communication importante.

Il se rendit aussitôt chez le président, oubliant le motif qui l'avait fait sortir et tenant machinalement les trois sous dans sa main.

La conférence dura deux heures; il s'agissait en effet de choses importantes.

Garibaldi, au bout de ces deux heures, rentra chez lui; l'enfant était calmée, mais Anita était fort inquiète.

— On a volé la bourse! — lui dit-elle dès qu'elle le vit.

Garibaldi pensa alors aux trois sous qu'il avait toujours dans la main.

C'était lui le voleur.

XIII

CAMPAGNE DE LOMBARDIE

Maintenant nous allons, avec l'aide d'un ami de Garibaldi, du brave colonel Medici, que l'on jugera, d'ailleurs, par la simplicité de ses paroles, reprendre notre récit où Garibaldi l'a interrompu.

Son départ pour la Sicile nous forcerait d'arrêter ici ses mémoires, si Medici ne se chargeait de les continuer.

Et, nous l'avouons, cette manière de parler de Garibaldi nous plaît mieux que de le laisser parler lui-même de lui-même.

En effet, lorsque Garibaldi raconte, il oublie sans cesse la part qu'il a prise aux actions qu'il narre pour exalter celle qu'y ont prise ses compagnons. Or, puisque c'est spécialement de lui que nous nous occupons, mieux vaut, pour le voir dans son véritable jour, qu'il y soit placé par un autre que par lui-même.

Nous allons donc laisser le colonel Medici raconter la campagne de Lombardie de 1848.

⁂

Je partis de Londres pour Montevideo vers la moitié de l'année 1846.

Aucun motif politique ni commercial ne m'appelait dans l'Amérique du Sud : j'y allais pour ma santé.

Les médecins me croyaient atteint de phthisie pulmonaire; mes opinions libérales m'avaient fait exiler de l'Italie; je me décidai à traverser la mer.

J'arrivai à Montevideo sept ou huit mois après l'affaire du Salto Sant-Antonio. La réputation de la légion italienne était dans toute son efflorescence. Garibaldi était alors le héros du moment. Je fis connaissance avec lui, je le priai de me recevoir dans la légion, il y consentit.

Le lendemain j'avais revêtu la blouse rouge aux parements verts, et je me disais avec orgueil :

— Je suis soldat de Garibaldi.

Bientôt je me liai plus intimement avec lui. Il me prit en amitié, puis en confiance, et, lorsque tout fut décidé pour son départ, un mois avant qu'il quittât Montevideo, je partis sur un paquebot faisant voile pour le Havre.

J'avais ses instructions, instructions claires et précises, comme toutes celles que donne Garibaldi.

J'étais chargé d'aller en Piémont et en Toscane et d'y voir plusieurs hommes éminents, et, entre autres, Fenzi, Guerazzi et Beluomini, le fils du général.

J'avais l'adresse de Guerazzi, caché près de Pistoia.

Aidé de ces puissants auxiliaires, je devais organiser l'in-

surrection; Garibaldi, en débarquant à Via-Reggio, la trouverait prête; nous nous emparerions de Lucques et nous marcherions où serait l'espérance.

Je traversai Paris lors de l'émeute du 15 mai; je passai en Italie, et, au bout d'un mois, j'avais trois cents hommes prêts à marcher où je les conduirais, fût-ce en enfer.

Ce fut alors que j'appris que Garibaldi était débarqué à Nice.

Mon premier sentiment fut d'être vivement blessé qu'il eût ainsi oublié ce qui était convenu entre nous.

J'appris alors que Garibaldi avait quitté Nice et y avait laissé Auzani mourant.

J'aimais beaucoup Auzani; tout le monde l'aimait.

Je courus à Nice; Auzani était encore vivant.

Je le fis transporter à Gênes, où il reçut l'hospitalité de l'agonie, au palais du marquis Gavotto, dans l'appartement qu'y occupait le peintre Gallino.

Je m'établis à son chevet et ne le quittai plus.

Il était préoccupé, plus que cela n'en valait la peine, de ma bouderie contre Garibaldi. Souvent il m'en parla; un jour, il me prit la main et, avec un accent prophétique qui avait l'air d'avoir son inspiration dans un autre monde :

— Medici, me dit-il, ne sois pas sévère pour Garibaldi; c'est un homme qui a reçu du ciel une telle fortune, qu'il est bien de l'appuyer et de la suivre. L'avenir de l'Italie est en lui; c'est un prédestiné. Je me suis plus d'une fois brouillé avec lui; mais, convaincu de sa mission, je suis toujours revenu à lui le premier.

Ces mots me frappèrent comme nous frappent les dernières

paroles d'un mourant, et bien souvent, depuis, je les ai entendus bruire à mon oreille.

Auzani était philosophe et pratiquait peu les devoirs matériels de la religion. Cependant, au moment de mourir, et comme on lui demandait s'il ne voulait pas voir un prêtre :

— Oui, répondit-il, faites-en venir un.

Et, comme je m'étonnais de cet acte que j'appelais une faiblesse :

— Mon ami, me dit-il, l'Italie attend beaucoup en ce moment de deux hommes, de Pio Nono et de Garibaldi. Eh bien, il ne faut pas que l'on accuse les hommes revenus avec Garibaldi d'être des hérétiques.

Sur quoi, il reçut les sacrements.

La même nuit, vers trois heures du matin, il mourut entre mes bras sans avoir perdu un instant sa connaissance, sans avoir eu une minute de délire.

Ses derniers mots furent :

— N'oublie pas ma recommandation à propos de Garibaldi.

Et il rendit le dernier soupir.

Le corps et les papiers d'Auzani furent remis à son frère, homme entièrement dévoué au parti autrichien.

Le corps fut ramené à Alzate, patrie d'Auzani, et le cadavre de cet homme qui, six mois auparavant, n'eût pas trouvé, dans toute l'Italie, une pierre où poser sa tête, eut une marche triomphale.

Lorsqu'on apprit sa mort à Montevideo, ce fut un deuil général dans la légion ; on lui chanta un Requiem, et le docteur

Bartolomeo Odicine, médecin et chirurgien de la légion, prononça une oraison funèbre.

Quant à Garibaldi, pour faire autant que possible revivre son souvenir lors de l'organisation des bataillons de volontaires lombards, il nomma le premier bataillon le bataillon Auzani.

Après la mort d'Auzani, j'étais parti pour Turin.

Un jour, le hasard fit qu'en me promenant sous les arcades, je me trouvai face à face avec Garibaldi.

A sa vue, la recommandation d'Auzani me revint à la mémoire ; il est vrai qu'elle était secondée par la profonde et respectueuse tendresse que je portais à Garibaldi.

Nous nous jetâmes dans les bras l'un de l'autre.

Puis, après nous être tendrement embrassés, le souvenir de la patrie nous revint à tous deux en même temps.

— Eh bien, qu'allons-nous faire? nous demandâmes-nous.

— Mais, vous, lui demandai-je, ne venez-vous point de Roverbella? N'avez-vous point été offrir votre épée à Charles-Albert?

Sa lèvre se plissa dédaigneusement.

— Ces gens-là, me dit-il, ne sont pas dignes que des cœurs comme les nôtres leur fassent soumission ; pas d'hommes, mon cher Medici, la patrie toujours, rien que la patrie.

Comme il ne paraissait pas disposé à me donner les détails de son entrevue avec Charles-Albert, je cessai de l'interroger.

Plus tard, j'appris que le roi Charles-Albert l'avait reçu plus que froidement, le renvoyant à Turin pour *qu'il y attendît les ordres* de son ministre de la guerre, M. Ricci.

M. Ricci avait daigné se souvenir que Garibaldi attendait ses ordres, l'avait fait venir et lui avait dit :

— Je vous conseille fortement de partir pour Venise; là, vous prendrez le commandement de quelques petites barques, et vous pourrez, comme corsaire, être très-utile aux Vénitiens. Je crois que votre place est là et non ailleurs.

Garibaldi ne répondit point à M. Ricci ; seulement, au lieu d'aller à Venise, il resta à Turin.

Voilà pourquoi je le rencontrai sous les arcades.

— Eh bien, qu'allons-nous faire ? — nous demandâmes-nous derechef.

Avec les hommes de la trempe de Garibaldi les résolutions sont bientôt prises.

Nous résolûmes d'aller à Milan, et nous partîmes le même soir.

Le moment était bon ; on venait d'y recevoir la nouvelle des premiers revers de l'armée piémontaise.

Le gouvernement provisoire donna à Garibaldi le titre de général, et l'autorisa à organiser des bataillons de volontaires lombards.

Garibaldi et moi, sous ses ordres, nous nous mîmes à l'instant même à la besogne.

Nous fûmes tout d'abord rejoints par un bataillon de volontaires de Vicence, qui nous arrivait tout organisé de Pavie.

C'était un noyau.

Garibaldi créait le bataillon Auzani, qu'il eût bientôt porté au complet.

Moi, j'avais charge de discipliner toute cette jeunesse des

barricades qui, pendant les cinq jours, avec trois cents fusils et quatre ou cinq cents hommes, avait chassé de Milan Radetzki et ses vingt mille soldats.

Mais nous éprouvions les mêmes difficultés que Garibaldi éprouva en 1859.

Ces corps de volontaires, qui représentent l'esprit de la révolution, inquiètent toujours les gouvernements.

Un seul mot donnera une idée de l'esprit du nôtre.

C'était Mazzini qui en était le porte-drapeau, et une de ses compagnies s'appelait la compagnie Medici.

Aussi commença-t-on par nous refuser des armes ; un homme à lunettes, occupant une place importante au ministère, dit tout haut que c'étaient des armes perdues et que Garibaldi était un sabreur, et pas autre chose.

Nous répondîmes que c'était bien ; que, quant aux armes, nous nous en procurerions, mais qu'on voulût bien nous donner au moins des uniformes.

On nous répondit qu'il n'y avait pas d'uniformes, mais on nous ouvrit les magasins où se trouvaient des habits autrichiens, hongrois et croates.

C'était une assez bonne plaisanterie à l'endroit de gens qui demandaient à se faire tuer en allant combattre les Croates, les Hongrois et les Autrichiens.

Tous ces jeunes gens, qui appartenaient aux premières familles de Milan, dont quelques-unes étaient millionnaires, refusaient avec indignation.

Cependant il fallut se décider ; on ne pouvait pas combattre, les uns en frac, les autres en redingote ; nous prîmes les

habits de toile des soldats autrichiens, ceux qu'on appelle *ritters*, et nous en fîmes des espèces de blouse.

C'était à mourir de rire : nous avions l'air d'un régiment de cuisiniers. Il eût fallu avoir l'œil bien exercé pour reconnaître, sous cette toile grossière, la jeunesse dorée de Milan.

Pendant qu'on retaillait les habits à la mesure de chacun, on se procurait des fusils et des munitions par tous les moyens possibles.

Enfin, une fois armés et habillés, nous nous mîmes en marche sur Bergame, en chantant des hymnes patriotiques.

Quant à moi, j'avais sous mes ordres cent quatre-vingts jeunes gens à peu près, presque tous, je l'ai dit, des premières familles de Milan.

Nous arrivâmes à Bergame, où nous fûmes rejoints par Mazzini qui venait prendre sa place dans nos rangs et qui fut reçu avec acclamation.

Là, un régiment de Bergamasques, conscrits réguliers de l'armée piémontaise, se joignit à nous, traînant à sa suite deux canons appartenant à la garde nationale.

A peine étions-nous arrivés, qu'un ordre du comité de Milan nous rappela ; le comité se composait de Fanti, de Maestri et de Restelli.

L'ordre portait que nous eussions à revenir à marche forcée.

Nous obéîmes, et commençâmes notre retour sur Milan.

Mais, arrivés à Monza, nous apprîmes, à la fois, que Milan avait capitulé et qu'un corps de cavaliers autrichiens était détaché à notre poursuite.

Garibaldi ordonna aussitôt la retraite sur Como; notre jeu était de nous rapprocher autant que possible des frontières suisses.

Garibaldi me plaça à l'arrière-garde pour soutenir la retraite.

Nous étions très-fatigués de la marche forcée que nous venions de faire. Nous n'avions pas eu le temps de manger à Monza, nous tombions de faim et de lassitude; nos hommes se retirèrent en désordre, et complétement démoralisés.

Le résultat de cette démoralisation fut qu'arrivés à Como, la désertion se mit parmi nous.

Sur cinq mille hommes qu'avait Garibaldi, quatre mille deux cents passèrent en Suisse; nous restâmes avec huit cents.

Garibaldi, comme s'il avait toujours ses cinq mille hommes, prit, avec son calme habituel, position à la Camerlata, point de jonction de plusieurs routes en avant de Como.

Là, il met en batterie ses deux pièces de canon et expédie des courriers à Manara, à Griffini, à Durando, à d'Apice, enfin à tous les chefs de corps volontaires de la haute Lombardie, les invitant à se mettre d'accord avec lui dans les fortes positions qu'ils occupaient, positions d'autant plus sûres, et tenables jusqu'au dernier moment, qu'elles étaient appuyées à la Suisse.

L'invitation demeura sans résultat.

Alors Garibaldi se retira de Camerlata sur ce même San-Fermo où, en 1859, nous battîmes si complétement les Autrichiens.

Mais, avant de prendre position sur la place de San-Fermo, il

nous réunit et nous harangua. — Les harangues de Garibaldi, vives, pittoresques, entraînantes, ont la véritable éloquence du soldat. Il nous dit qu'il fallait continuer la guerre en partisans, par bandes, que cette guerre était la plus sûre et la moins dangereuse, qu'il s'agissait seulement d'avoir confiance dans le chef et de s'appuyer sur ses compagnons.

Malgré cette chaleureuse allocution, de nouvelles désertions eurent lieu pendant la nuit, et, le lendemain, notre troupe se trouvait réduite à quatre ou cinq cents hommes.

Alors, Garibaldi, à son grand regret, se décide à rentrer en Piémont; mais, au moment de traverser la frontière, une honte le prend. Cette retraite sans combat répugne à son courage; il s'arrête à Castelletto sur le Tessin, m'ordonne de parcourir les environs et de lui ramener le plus de déserteurs possible. Je vais jusqu'à Lugano, je ramène trois cents hommes; nous nous comptons, nous sommes sept cent cinquante. Garibaldi trouve le nombre suffisant pour marcher contre les Autrichiens.

Le 12 août, il fait sa fameuse proclamation, dans laquelle il déclare que Charles-Albert est un traître, que les Italiens ne peuvent plus et ne doivent plus se fier à lui, et que tout patriote doit regarder comme un devoir de faire la guerre pour son compte.

Cette proclamation faite au moment où, de tous côtés, on bat en retraite, nous seuls marchons en avant, et Garibaldi, avec ses sept cent cinquante hommes, fait un mouvement offensif contre l'armée autrichienne.

Nous marchons sur Arona; nous nous emparons de deux bateaux à vapeur et de quelques petites embarcations.

Nous commençons l'embarquement; il dura jusqu'au soir, et, le lendemain, au point du jour, nous arrivons à Luino.

Garibaldi était malade; il avait une fièvre intermittente contre les accès de laquelle il essayait vainement de lutter.

Pris par un de ces accès, il entra à l'auberge de *la Bécasse*, maison isolée en avant de Luino, séparée du village par une petite rivière sur laquelle est jeté un pont, et me fit appeler.

— Medici, me dit-il, j'ai absolument besoin de deux heures de repos; remplace-moi et veille sur nous.

L'auberge de *la Bécasse* était mal choisie pour un fiévreux qui voulait dormir tranquille. C'était la sentinelle avancée de Luino, la première maison qui dût être attaquée par l'ennemi, en supposant l'ennemi dans les environs.

Nous n'avions aucune nouvelle des mouvements des Autrichiens, nous ne savions pas si nous étions à dix lieues d'eux ou à un kilomètre. Je n'en dis pas moins à Garibaldi de dormir tranquille, et que j'allais prendre mes précautions pour que son sommeil ne fût pas troublé. Cette promesse faite, je sortis; les fusils étaient en faisceaux de l'autre côté du pont, nos hommes campés entre le pont et Luino.

Je plaçai des sentinelles en avant de l'auberge de *la Bécasse*, et j'envoyai des paysans explorer les environs.

Au bout d'une demi-heure, mes batteurs d'estrade revinrent tout effarés, en criant :

— Les Autrichiens! les Autrichiens!

Je me précipitai dans la chambre de Garibaldi en poussant le même cri :

— Les Autrichiens!

Garibaldi était en plein accès de fièvre ; il sauta à bas de son lit, en m'ordonnant de faire battre le rappel et de réunir nos hommes; de sa fenêtre il découvrait la campagne et nous rejoindrait quand il serait temps.

En effet, dix minutes après il était au milieu de nous.

Il divisa notre petite troupe en deux colonnes; l'une, barrant la route, fut destinée à faire face aux Autrichiens; l'autre, prenant une position de flanc, empêchait que nous ne fussions tournés, et même pouvait attaquer.

Les Autrichiens parurent bientôt sur la grande route; nous évaluâmes qu'ils pouvaient être mille à douze cents; ils s'emparèrent immédiatement de *la Bécasse*.

Garibaldi donna aussitôt à la colonne qui fermait la grande route l'ordre de l'attaque ; cette colonne, qui se composait de quatre cents hommes, en attaqua résolûment douze cents.

C'est l'habitude de Garibaldi de ne jamais compter ni les ennemis ni ses propres hommes; on est en face de l'ennemi, donc on doit attaquer l'ennemi.

Il faut avouer que, presque toujours, cette tactique lui réussit.

Cependant, les Autrichiens tenant bon, Garibaldi jugea qu'il devenait nécessaire d'engager toutes ses forces ; il appela la colonne de flanc et renouvela l'attaque : cette fois elle aboutit.

J'avais devant moi un mur, que j'escaladai avec ma compagnie ; je me trouvai dans le jardin ; les Autrichiens faisaient feu par toutes les ouvertures de l'auberge.

Mais nous nous ruâmes au milieu des balles, nous attaquâmes à la baïonnette, et, par toutes ces ouvertures, qui un instant auparavant vomissaient le feu, nous entrâmes.

Les Autrichiens se retirèrent en pleine déroute.

Garibaldi avait dirigé l'attaque à cheval, en avant du pont, à cinquante pas de l'auberge, au milieu du feu; c'était un miracle, qu'exposé comme une cible, au feu de l'ennemi, aucune balle ne l'eût atteint.

Dès qu'il vit l'ennemi en fuite, il me cria de le poursuivre avec ma compagnie.

La désertion l'avait réduite à une centaine d'hommes à peu près, et, avec mes cent hommes, je me mis à la poursuite de onze cents.

Il n'y avait pas grand mérite : les Autrichiens semblaient pris d'une véritable panique; ils se sauvaient, jetant fusils, sacs et gibernes; ils coururent jusqu'à Varèse.

Ils laissaient dans *la Bécasse* une centaine de morts et de blessés, et dans nos mains quatre-vingts prisonniers.

J'entendis dire qu'ils s'étaient arrêtés à Germiniada; je revins sur Germiniada, ils en étaient déjà partis. Je me mis sur leurs traces, mais, si bien que je courusse, je ne pus les rejoindre.

Pendant la nuit, la nouvelle arriva qu'un second corps autrichien, plus considérable que le premier, marchait sur nous. Garibaldi m'ordonna de tenir à Germiniada; je fis, à l'instant même, faire des barricades et créneler les maisons.

Nous avions une telle habitude de ces sortes de fortifications, qu'il ne nous fallait guère qu'une heure pour mettre la dernière bicoque en état de soutenir un siége.

La nouvelle était fausse.

Garibaldi envoya deux ou trois compagnies sur différentes

directions; puis, à leur retour, réunissant tout son monde, il donna l'ordre de marcher sur Guerla et, de là, sur Varèse, où il fut reçu en triomphe.

Nous avancions droit sur Radetzki.

A Varèse, nous occupâmes la hauteur de Buimo di Sopra, qui domine Varèse et qui assurait notre retraite.

Là, il fit fusiller un espion des Autrichiens.

Cet espion devait donner des renseignements sur nos forces à trois grosses colonnes autrichiennes dirigées contre nous.

L'une marchait sur Como, l'autre sur Varèse, la troisième se séparait des deux autres et se dirigeait sur Luino.

Il était évident que le plan des Autrichiens était de se placer entre Garibaldi et Lugano, et de lui couper toute retraite, soit sur le Piémont, soit sur la Suisse.

Nous partîmes alors de Buimo pour Arcisate.

D'Arcisate, Garibaldi me détacha avec ma compagnie, qui faisait toujours le service d'avant-garde, sur Viggia.

Arrivé là avec mes cent hommes, je reçus l'ordre de me porter immédiatement contre les Autrichiens.

La première colonne dont j'eus connaissance était la division d'Aspre, forte de cinq mille hommes.

Ce fut ce même général d'Aspre qui fit depuis les massacres de Livourne.

En conséquence de l'ordre reçu, je me préparai au combat et, pour le livrer dans la meilleure situation possible, je m'emparai de trois petits villages formant triangle, Catzone, Ligurno et Rodero.

Ces trois villages gardaient toutes les routes venant de Como.

Derrière ces villages, se trouvait une forte position, San-Masseo, rocher inexpugnable, duquel je n'avais, en quelque sorte, qu'à me laisser rouler pour descendre en Suisse, c'est-à-dire en pays neutre.

J'avais divisé mes cent hommes en trois détachements; chaque détachement occupait un village.

J'occupai Ligurno.

J'y étais arrivé pendant la nuit avec quarante hommes, et m'y étais fortifié du mieux que j'avais pu.

Au point du jour, les Autrichiens m'attaquèrent.

Ils s'étaient d'abord emparés de Rudero qu'ils avaient trouvé abandonné; pendant la nuit, sa garnison s'était retirée en Suisse. Je restais avec soixante-huit hommes.

Je rappelai les trente hommes que j'avais à Catzone et, au pas de course, je gagnai San-Masseo; là, je pouvais tenir.

A peine y étais-je établi que je fus attaqué; de Rodero, le canon autrichien nous envoyait des boulets et des fusées à la Congrève.

Je jetai les yeux autour de nous; le pied de la montagne était complétement entouré par la cavalerie.

Nous ne résolûmes pas moins de nous défendre vigoureusement.

Les Autrichiens montèrent à l'assaut de la montagne; la fusillade commença. Par malheur, chacun de nous n'avait qu'une vingtaine de cartouches, et nos fusils étaient plus que médiocres.

Au bruit de notre fusillade, les montagnes de la Suisse voisines de San-Masseo se couvrirent de curieux. Cinq ou six

Tessinois, armés de leurs carabines, n'y purent pas tenir; ils vinrent nous rejoindre et firent avec nous le coup de feu en amateurs.

Je gardai ma position et soutins le combat jusqu'à ce que mes hommes eussent brûlé leurs dernières cartouches.

J'espérais toujours que Garibaldi entendrait le canon des Autrichiens et viendrait au feu; mais Garibaldi avait autre chose à faire que de nous secourir; il venait d'apprendre que les Autrichiens s'avançaient sur Luino, et il marchait à leur rencontre.

Toutes mes cartouches brûlées, je pensai qu'il était temps de songer à la retraite. Guidés par nos Tessinois, nous prîmes, à travers les rochers, un chemin connu des seuls habitants du pays.

Une heure après, nous étions en Suisse.

Je me retirai avec mes hommes dans un petit bois; les habitants nous prêtèrent des caisses où nous cachâmes nos fusils, afin de les y retrouver à la prochaine occasion.

Nous avions tenu, plus de quatre heures, soixante-huit hommes contre cinq mille.

Le général d'Aspre fit mettre dans tous les journaux qu'il avait soutenu un combat acharné contre l'armée de Garibaldi, qu'il avait mise en complète déroute.

Il n'y a que les Autrichiens pour faire de ces sortes de plaisanteries.

XIV

SUITE DE LA CAMPAGNE DE LOMBARDIE

Garibaldi marchait, comme je l'ai dit, sur Luino; mais, avant d'y arriver, il reçut la nouvelle que Luino était déjà occupé par les Autrichiens ,en même temps que la colonne d'Aspre, après sa grande victoire sur nous, s'emparait d'Arcisate.

La retraite de Garibaldi sur la Suisse devenait dès lors très-difficile. Il se décida donc à marcher droit sur Morazzone, position très-forte et, par conséquent, très-avantageuse.

D'ailleurs, le bruit du canon qu'il avait entendu lui avait fait venir l'eau à la bouche.

A peine y fut-il campé, qu'il se vit complétement entouré par cinq mille Autrichiens.

Il avait cinq cents hommes avec lui.

Pendant toute une journée, avec ses cinq cents hommes il soutint l'attaque des cinq mille Autrichiens. La nuit venue, il forma ses hommes en colonnes serrées et s'élança sur l'ennemi à la baïonnette.

Favorisé par l'obscurité, il fit une sanglante trouée et se retrouva en rase campagne.

A une lieue de Morazzone, il licencia ses hommes, leur donna rendez-vous à Lugano et, à pied, avec un guide déguisé en paysan, il partit pour la Suisse.

Un matin, j'appris à Lugano que Garibaldi, que l'on disait tué ou tout au moins pris à Morazzone, était arrivé dans un village voisin.

Alors les paroles prophétiques d'Auzani me revinrent à la mémoire.

Je courus à lui ; je le trouvai dans son lit, brisé, moulu, parlant à peine. Il venait de faire une marche de seize heures, et avait échappé aux Autrichiens par miracle.

Sa première question en me voyant fut :

— As-tu ta compagnie prête ?

— Oui, lui répondis-je.

— Eh bien, laisse-moi dormir cette nuit ; demain nous rallierons nos hommes et nous recommencerons.

Je ne pus m'empêcher de rire ; il était évident que le lendemain il serait courbaturé à ne pas remuer une jambe.

Le lendemain, à mon grand étonnement, Garibaldi était sur pied ; l'âme et le corps sont de pair chez cet homme, tous deux sont de bronze.

Mais il n'y avait plus rien à faire ; la campagne de Garibaldi en Lombardie était finie.

Alors Garibaldi rentra en Piémont et revint à Gênes.

Là, il reçut les propositions que lui apportait une députation sicilienne.

Ces propositions étaient de s'embarquer pour la Sicile et d'y soutenir la cause de la révolution.

Il les accepta d'abord et se rendit avec trois cents hommes à Livourne; mais là, apprenant ce qui se passait à Rome, il abandonna l'idée de son expédition de Sicile et partit pour Rome.

C'est là que nous le retrouverons bientôt.

Quant à moi, resté à Lugano avec ma compagnie, qui, ayant rallié quelques déserteurs, se trouvait être de quatre-vingts hommes, il me fut permis de me tenir avec eux dans un dépôt.

Nos armes étaient toujours cachées et à portée de notre main.

Pendant ce moment de repos, nous organisâmes, pour ne pas perdre notre temps, une insurrection en Lombardie.

Le gouvernement suisse en fut prévenu, et fit occuper le canton du Tessin par les contingents fédéraux.

On résolut alors de m'interner.

Je fus, avec deux cents hommes, la plupart ayant servi sous Garibaldi, les autres ayant servi avec moi, envoyé à Bellinzona, où l'on nous garda dans une caserne comme dangereux et pouvant violer la frontière.

Le projet ne continua pas moins de marcher.

Les généraux Ascioni et d'Apice devaient partir de Lugano, et se diriger sur Como par la vallée d'Intelvi.

Quant à moi, je devais partir de Bellinzona, traverser le passage de San-Jorio, un des plus élevés et des plus difficiles de la frontière, descendre sur le lac de Como et appeler les habitants aux armes.

Après quoi, avec ma troupe, je me réunirais aux deux généraux. Comme nous étions gardés à vue, la chose était assez difficile à exécuter.

Sur une hauteur dominant Bellinzona sont les ruines d'un vieux château ayant, autrefois, appartenu aux Visconti.

C'est là que j'avais fait déposer nos armes et les munitions que j'avais pu me procurer depuis.

J'avais en tout deux cent cinquante hommes. Je les divisai en huit ou dix bandes qui devaient, par plusieurs routes et en évitant la surveillance des troupes, se réunir au château.

Contre toute attente, la chose réussit complétement.

Chacun se trouva au rendez-vous sans avoir rencontré aucun empêchement; j'armai tout mon monde et me trouvai prêt à partir pour la montagne, c'est-à-dire à traverser la frontière.

Tout à coup j'entendis battre la générale; les troupes se disposaient à marcher à ma poursuite.

Mais alors, les habitants, qui m'avaient pris en grande amitié, se soulevèrent en ma faveur et menacèrent, si le tambour ne se taisait pas, de sonner le toscin et de faire des barricades.

Délivré de ce souci, je donnai à mes hommes l'ordre de se mettre en marche; nous étions à la fin d'octobre, la bise soufflait et nous promettait une nuit de tempête.

Nous marchâmes toute la nuit contre le vent, le visage fouetté par la neige. Le jour vint, et nous marchâmes tout le jour; il fallait traverser la cime couverte de neige du Jorio; l'hiver avait rendu les passages impraticables; nous les franchîmes cependant, avec la neige presque toujours jusqu'au-dessus des genoux, souvent jusqu'aux aisselles.

Après des peines infinies, nous arrivâmes enfin au sommet; mais là, un ennemi, plus terrible que tous ceux que nous avions vaincus jusque-là, nous attendait, la tourmente.

En un instant, nous fûmes complétement aveuglés et nous ne vîmes pas à dix pas autour de nous.

Je dis alors à mes hommes de se serrer les uns contre les autres, de marcher sur une seule file et de me suivre en avançant le plus vite possible. Trois restent en arrière, tombent pour ne plus se relever, sont ensevelis sous la neige et dorment, ou veillent peut-être, au sommet du Jorio.

Je marchais le premier sans suivre aucune route tracée, sans savoir où j'allais, me fiant à notre bonne fortune, quand tout à coup je m'arrête; le rocher manquait sous mes pieds, un pas de plus, je tombais dans le précipice.

Je fis faire halte, ordonnant que chacun restât à sa place jusqu'au jour.

Seul alors, avec un guide, je cherchai un chemin toute la nuit; à chaque instant, la terre, ou plutôt la neige, manquait sous nous, ou bien le pied nous glissait. C'est par miracle que ni l'un ni l'autre de nous deux ne fut enseveli — ou tué dans sa chute.

Enfin, au point du jour, nous arrivâmes près de quelques cabanes abandonnées. Cependant, comme elles offraient un abri, je voulus retourner vers mes hommes.

Mais alors les forces me manquèrent, et je tombai brisé par la fatigue et roidi par le froid.

Mon guide me porta dans une des cabanes, parvint à allumer du feu et me fit revenir à moi.

Pendant ce temps, le bonheur voulut que mes hommes suivissent le même chemin que j'avais suivi, de sorte que, deux heures après, ils m'avaient rejoint.

Nous nous remîmes en route, et descendîmes à Gravedona sur le lac de Como.

Arrivé là, je me mis, après une halte d'une demi-journée, en marche pour rejoindre les deux généraux avec lesquels j'avais rendez-vous et qui, pendant mon passage, avaient dû faire un soulèvement.

Mais les deux généraux, au lieu de battre les Autrichiens, avaient été battus, et j'allai donner de la tête contre la division Wohlgemuth, qui occupait déjà le val d'Intelvi, et contre des bateaux à vapeur pleins d'Autrichiens.

Alors, je pris un chemin de traverse, j'entrai dans le val Menaggio et j'occupai, à son extremité, Portezzo, sur le lac de Lugano, me réservant, pour ma retraite, le val Cavarnia, qui aboutissait à la frontière suisse.

La position était magnifique ; j'étais en communication avec Lugano, d'où je pouvais recevoir des hommes et des munitions; mais personne ne vint me rejoindre, et j'y restai huit jours inutilement.

Au bout de ce temps, les Autrichiens concentrèrent leurs forces et marchèrent sur Portezzo. Je me retirai dans le val Cavarnia, et fis halte dans la montagne de San-Lucio qui sépare la Lombardie de la Suisse. Je comptais, si l'on m'attaquait, en faire autant qu'à San-Masseo.

Mais il n'y eut que quelques coups de fusils échangés.

Deux de mes hommes moururent de leurs blessures.

Il n'y avait rien à faire; tous les passages étaient couverts de neige; l'hiver devenait de plus en plus rigoureux ; je rentrai en Suisse; je cachai mes fusils, et me cachai ensuite moi-même.

Par malheur, j'étais plus difficile à cacher qu'un fusil, et, comme j'étais fort compromis, il ne s'agissait plus pour moi d'un simple internement, mais de la prison; trop heureux si, une fois arrêté, les autorités suisses ne me livraient pas aux Autrichiens.

Je résolus donc de faire tout ce que je pourrais pour rentrer en Piémont.

On me prêta une voiture pour sortir de Lugano. Une fois sorti, j'eusse gagné Magadino; de Magadino je passais à Gênes, et, de Gênes, Dieu sait où.

Je traversais donc Lugano en voiture lorsqu'un chariot chargé de bois, qui obstruait la rue, m'arrêta. Il fallait attendre qu'il fût déchargé. J'attendis en rongeant mon frein; mais, en ce moment, le commandant du bataillon fédéral passa. Il me reconnut, appela la garde, et me fit arrêter.

On me conduisit en prison; c'était le moins que je devais attendre.

Cependant, il m'arriva mieux encore. Comme les principaux habitants de Lugano étaient tous mes amis, ils obtinrent que, au lieu de rester en prison, je serais conduit aux frontières sardes.

Je ne fis que traverser le Piémont; la Toscane était en république; je m'embarquai à Gênes, et je partis pour Florence; à Livourne, une dépêche télégraphique nous apprit que le grand-duc, trompant Montanelli par une maladie, venait de s'enfuir de Sienne et s'était refugié à Porto-Ferrajo.

Aussitôt Guerazzi ordonna à la garde nationale de Livourne de s'embarquer, de poursuivre le duc et de l'arrêter.

Comme il signait cet ordre, on lui dit que j'étais arrivé à Livourne.

— Offrez-lui le commandement de l'expédition, dit Guerazzi, et tâchez qu'il accepte.

Comme on le comprend bien, il ne fallut pas me prier fort ni longtemps; je me mis immédiatement aux ordres du gouvernement provisoire.

Nous nous embarquâmes à bord du *Giglio* et fîmes voile pour l'île d'Elbe.

A peine étions-nous en mer, qu'on signala une frégate à vapeur. Était-elle française, anglaise, autrichienne? Nous n'en savions rien; mais la prudence défendait d'en approcher trop.

Je fis donc faire un détour au *Giglio*, et, au lieu d'aborder directement à Livourne, j'abordai à Golfo di Campo; je traversai l'île d'une traite, et arrivai à Porto-Ferrajo.

On n'avait pas vu le grand-duc.

L'expédition était finie.

Alors je revins à Florence, et j'y réorganisai librement les débris de ma colonne, que je renforçai de nouveaux volontaires, car tout ce qui était réfugié à Florence voulait venir avec moi.

Pendant mon séjour à Florence, deux essais de réaction furent tentés, et je les comprimai.

Un matin, le bruit se répandit que les Autrichiens entraient par la frontière de Modène; j'y courus avec mes hommes.

Il n'y avait rien.

Une troisième tentative de réaction réussit; le gouvernement

du grand-duc fut rétabli, et moi, qui avais été chargé de l'arrêter, je fus naturellement contraint de partir.

Outre ma légion, il y avait à Florence une légion polonaise parfaitement organisée ; je lui fis appel, elle me suivit.

Je traversai les Apennins, et descendis à Bologne.

J'y fus assez mal reçu par le gouvernement républicain, qui me traita de déserteur.

Le général Mezzacapo formait, à Bologne, une division destinée à marcher au secours de Rome. Il nous passe en revue, reconnaît que nous ne sommes pas des déserteurs, et fait de nous son avant-garde.

Nous suivions la route de Foligno, de Narni et de Civita-Castellana. Arrivés là, nous appuyâmes sur la Sabine pour éviter les Français.

Nous entrâmes à Rome par Porta San-Giovanni.

Disons où en était Rome.

XV

ROME

Dans la matinée du 24 avril, l'avant-garde de la division française était arrivée devant le port de Civita-Vecchia, et un

aide de camp du général Oudinot était descendu à terre pour parlementer avec le préfet de la république romaine, Manucci. Il lui dit que le but de l'intervention française était de sauvegarder les intérêts matériels et moraux de la population romaine, que la France voulait, ennemie qu'elle était du despotisme et de l'anarchie, assurer à l'Italie une sage liberté, qu'elle espérait trouver dans le peuple romain l'antique sympathie qui l'avait uni au peuple français, mais qu'en attendant, comme la flotte ne pouvait tenir la mer sans danger, un prompt permis de débarquement était nécessaire; dans le cas où ce permis serait refusé, le général français, à son grand regret, serait contraint d'employer la force. En outre, il devait prévenir la ville de Civita-Vecchia que, dans le cas où un seul coup de fusil serait tiré, elle serait imposée à un million.

Et ce disant, sans attendre la réponse du gouvernement de Rome, auquel Manucci voulait en référer, le général Oudinot désarmait le bataillon Metara, occupait le fort, fermait l'imprimerie de la ville, mettait une sentinelle à la porte, et s'opposait au débarquement d'un corps de cinq cents Lombards.

Ces cinq cents Lombards étaient le bataillon de bersaglieri commandé par Manara, lequel, chassé de sa patrie, repoussé du Piémont, venait demander un tombeau à Rome.

Ce bataillon se composait de l'aristocratie lombarde, et venait se joindre aux défenseurs de la république.

Dandolo l'avoue lui-même dans son livre : *Des Volontaires et des Bersaglieri;* ce n'était point par sympathie pour leur cause, mais parce qu'il ne savait plus à quel autre lieu du monde demander un asile.

Les bersaglieri étaient arrivés deux jours après le général Oudinot; c'était alors le général qui donnait les permis de débarquement dont il s'était passé.

Henri Dandolo, descendant du doge du même nom, portant comme l'historien, fils du célèbre vainqueur de Constantinople, le prénom de Henri, descendit deux fois à terre pour demander au général cette permission ; non-seulement elle lui fut brutalement refusée, mais l'ordre positif lui fut donné de retourner en arrière.

Il revint rapporter cette réponse à Manara, qui descendit à son tour pour voir s'il serait plus heureux que son lieutenant.

Mais Manara ne fut pas plus heureux que Henri Dandolo.

— Vous êtes Lombard? — lui demanda le général.

— Sans doute, répondit Manara.

— Eh bien, répliqua-t-il, d'où vient que, étant Lombard, vous vous mêlez des affaires de Rome?

— Vous vous en mêlez bien, vous qui êtes Français, — répondit Manara.

Puis, tournant le dos au général, il revint à bord.

Mais lorsqu'on sut à bord que le général français s'opposait à la descente, l'exaspération fut à son comble.

On avait beaucoup souffert de la mer mauvaise et de l'entassement, depuis le départ de Gênes ; bersaglieri et volontaires voulaient sauter à l'eau et gagner la côte à la nage, au risque de ce qui pourrait arriver.

Lorsque Manara vit que ses hommes étaient bien décidés à recourir à cette extrémité, il retourna une seconde fois près

du général Oudinot, et, après une longue insistance, il obtint que le bataillon débarquerait à Porto d'Anzio.

Le général français exigeait d'abord que Manara se tînt loin de Rome, et tout à fait neutre jusqu'au 4 mai, époque où, disait-il, tout serait fini.

Mais Manara refusa.

— Général, répondit-il, je ne suis qu'un major au service de la république romaine, subordonné moi-même au ministre et à mon général. Dépendant d'eux, je ne puis prendre un tel engagement.

M. Manucci crut alors, au nom du ministre de la guerre, devoir obtempérer aux conditions posées par le général Oudinot, et, moyennant cette promesse, les volontaires et les bersaglieri lombards purent le lendemain, 27 avril, au matin, débarquer à Porto d'Anzio ; ils partirent, le 28, pour Albano, et bivaquèrent dans la campagne de Rome.

Pendant la nuit, arriva un ordre du général Joseph Avanzone, ministre de la guerre, qui, soit qu'il ignorât l'engagement pris par M. Manucci au nom de Manara, soit qu'il n'en tînt pas compte, enjoignait aux bersaglieri de se mettre à l'instant même en marche pour Rome.

Pendant la matinée du 29, au milieu des applaudissements d'une foule innombrable, ils firent leur entrée à Rome.

A la nouvelle de l'arrivée des Français à Civita-Vecchia. l'assemblée romaine s'était déclarée en permanence.

Alors, cette grave question s'agita :

Ouvrira-t-on les portes aux Français, ou opposera-t-on la force à la force?

Le triumvir Armellini et beaucoup d'autres étaient d'avis que l'on reçût les Français en amis.

Mazzini, Cernuschi, Sterbini et la majorité voulaient qu'on se défendît énergiquement et jusqu'à la dernière extrémité.

— Il fallait, avant tout, sauver l'honneur, disaient-ils.

L'assemblée n'hésita point : le 26 avril, à deux heures de l'après-midi, le décret suivant fut voté au milieu des applaudissements de Rome tout entière.

« Au nom de Dieu et du peuple,

» L'assemblée, d'après la communication reçue par le triumvir, lui remet entre les mains l'honneur de la république et le charge de repousser la force par la force. »

La résistance décrétée, Cernuschi, qui avait fait les barricades de Milan, fut nommé inspecteur des barricades de Rome : les points élevés furent garnis de canons, et le peuple s'agita, haletant dans l'attente d'un grand événement.

C'est alors que l'homme providentiel apparut.

Tout à coup un grand cri retentit dans les rues de Rome,

— Garibaldi! Garibaldi!

Puis une foule immense, le précédant, criait en jetant les chapeaux en l'air et en faisant voler les mouchoirs :

— Le voilà! le voilà!

Il serait impossible de décrire l'enthousiasme qui s'empara de la population à sa vue; on eût dit que c'était le dieu sauveur de la république qui accourait à la défense de Rome; le courage du peuple grandit alors de sa confiance, et il sembla que l'assemblée avait non-seulement décrété la défense, mais la victoire.

Quelques lignes de l'*Histoire de la révolution romaine*, par Biagio Miraglia, donneront une idée de cet enthousiasme :

« Ce vainqueur mystérieux, environné d'une si brillante auréole de gloire, qui, étranger aux discussions de l'assemblée, et les ignorant, entrait à Rome, la veille même du jour où la république allait être attaquée, était, dans l'esprit du peuple romain, le seul homme capable de soutenir le décret de résistance.

» Aussi, à l'instant même, les multitudes se réunirent-elles à l'homme qui personnifiait les besoins du moment et qui était l'espérance de tous. »

Ainsi le besoin public rendait à Garibaldi son titre de général, contesté dans la dernière guerre par ceux-là mêmes pour lesquels il se battait.

*

Voici quelques détails qui, dans la nécessité où il était de partir promptement pour la Sicile, n'ont pu nous être donnés par Garibaldi lui-même ; mais ils nous sont donnés par son ami, M. Vecchi, l'historien de la guerre de 1848, le membre de l'assemblée constituante romaine, le soldat du 30 avril, du 3 juin et du 30 juin ; celui, enfin, chez qui Garibaldi a passé son dernier mois de séjour à Gênes, et de la maison duquel il est sorti pour s'embarquer.

Nous laissons parler M. Vecchi, ou plutôt nous donnons ses notes originales.

M. Vecchi parle aussi purement le français que l'italien.

*

La mort de Rossi et la fuite du pape trouvèrent Garibaldi à Ravenne, où il avait enrôlé une forte légion de volontaires.

Il résolut de se rendre seul à Rome pour s'entendre avec le gouvernement provisoire, dont Sterbini était le factotum; mais on lui fit comprendre que sa présence à Rome était aussi dangereuse que les cantonnements de ses légionnaires dans les légations; on lui ordonna de se caserner à Macerata, ville calme et tranquille, où on le fit précéder par une réputation de brigand.

Aussi, à peine installé, reçut-il l'ordre de passer avec sa légion à Rieti. La troupe s'achemina par Tolentino, Foligno et Spolète.

Lui vint à Ascoli, parce qu'il avait su que la police bourbonienne et papiste, par l'argent, l'intimidation et l'anathème, commençait à soulever la population des Apennins contre le gouvernement provisoire de Rome.

J'étais alors capitaine au vingt-troisième de ligne dans l'armée piémontaise, et je jouissais de ma permission de deux mois à Ascoli, lorsque mes concitoyens me nommèrent député à la constituante romaine.

Le 20 janvier, je reçus la visite de Garibaldi; le lendemain, il voulut partir pour Rieti en traversant la montagne, foisonnant tout à la fois de neige et de brigands; les conseils de la prudence, l'opposition des patriotes, ne firent que surexciter son désir de touriste militaire; pendant plus d'une lieue, nous fûmes accompagnés par la foule qui pleurait et se lamentait;

beaucoup m'embrassèrent, croyant qu'ils ne me reverraient plus.

Le général était suivi de Nino Bixio, son officier d'ordonnance, du capitaine Sacchi, son compagnon de guerre dans le nouveau monde, et d'Aguyar, son nègre.

Le reste de sa suite se composait de moi et d'un petit chien, qui, blessé à la patte le jour du combat de Sant-Antonio, déserta le drapeau de Buenos-Ayres, sous lequel il avait marché jusque-là, pour s'enrôler sous la bannière de Garibaldi.

L'intelligente petite bête marchait toujours en clopinant entre les quatre jambes du cheval de Garibaldi.

Il s'appelait Guerello.

La première nuit, nous logeâmes chez le gouverneur d'Arguata, Gaetano Rinaldi, le chef de la réaction cléricale qui surgissait derrière nous au fur et à mesure que nous avancions.

Nous restâmes dans une salle du rez-de-chaussée, non éclairée, jusqu'à dix heures du soir, avec des gens qui entraient, sortaient, chuchotaient tout bas. J'en fis la réflexion au général, qui me répondit en français avec son calme habituel :

— Ils ordonnent le menu du dîner.

Il ne croyait pas si bien dire ; nous sortîmes de table à minuit, et nous fûmes traités comme des cardinaux. En partant, nous reçûmes du gouverneur quatre livres de truffes pour notre voyage. A quatre heures du matin, nous montions à cheval, et le fils de M. Rinaldi nous accompagnait jusqu'au sommet de la montagne avec un drapeau tricolore en soie. A midi, nous dévorâmes un agneau que le général fit rôtir par quartier de-

vant des fagots allumés ; le soir, nous logeâmes dans une auberge isolée, pleine de paysans armés. Peut-être avaient-ils reçu le mot d'ordre d'Arguata ; les physionomies étaient sinistres ; tout ce monde fut invité par nous à boire, et refusa.

Nous nous retirâmes pour dormir, et nous dormîmes le sabre au côté, le doigt sur la gâchette du pistolet.

Garibaldi se leva, le genou droit enflé et le coude gauche endolori par les rhumatismes attrapés en Amérique ; il ne put chausser sa botte et mit son bras en écharpe.

Après une demi-heure de marche, nos chevaux refusèrent d'aller plus avant. Nous gravissions en effet une montée escarpée que la gelée de la nuit avait rendue glissante comme un miroir.

Pendant une lieue, nos bêtes marchèrent sur nos manteaux que nous étendions devant elles ; nous traversâmes ensuite une plaine couverte de neige, nous en avions jusqu'au poitrail de nos chevaux ; pour me réchauffer, je mis pied à terre et j'allai m'informer de la santé du général qui chevauchait devant moi, un pied chaussé seulement ; l'autre n'était couvert que par un bas de coton.

— Eh bien, lui demandai-je, comment allons-nous, général ?

Il me salua avec ce sourire caressant qui est habituel à sa nature forte et sereine, et me dit :

— Merci, je me porte à merveille.

Comme je marchais à ses côtés, sans doute pour se distraire des douleurs cuisantes qui mordaient sa chair, sans en atteindre la sensibilité, il me montra du geste l'aspect grandiose de cette

nature sauvage. En effet, nous nous trouvions au milieu de montagnes bizarres dont les cimes rocheuses ressemblaient à des châteaux forts bâtis par des Titans.

Partout des blocs de rochers minés par les siècles et détachés des sommets, qui avaient roulé dans des vallées étroites et escarpées et dans le lit d'un torrent qui écumait terrible, bruyant et limoneux; çà et là, quelques rares maisons cachées dans des massifs de chênes, de hêtres, de châtaigniers, de sapins, se révélant par les fumées blanchâtres qui sortaient de leurs cheminées.

Ce paysage à la Salvator-Rosa, assombri par la tourmente et rendu plus menaçant encore par le sifflement du vent, exalta l'âme de Garibaldi.

— C'est ici, dit-il, que je voudrais rencontrer l'armée tout entière de Radetzki; nos braves légionnaires ne laisseraient pas retourner un de ses soldats à Vienne; ici, nous vengerions Varus et nos frères morts dans la forêt de Teutoburg.

Vers cinq heures, nous étions près de Cascia, petite réunion de maisons groupées sur le sommet d'une colline verdoyante; le vent avait chassé les nuages, le soleil brillait sur les sommets neigeux et en faisait des montagnes d'argent se détachant sur un fond d'azur qui tournait au rose vif vers le couchant.

Nous nous reposions près d'une hutte de paille, lorsque quatre jeunes gens vinrent nous demander qui nous étions. Au nom de Garibaldi, ils partirent en courant, et, un quart d'heure après, le gonfalonier, les notabilités, la garde nationale, la foule, musique en tête, accoururent à notre rencontre pour inviter le général à venir jusqu'au village.

On dressa, comme avec une baguette de fée, un arc de triomphe de feuillage; le théâtre fut illuminé; il y eut dîner et bal dans la maison du gouverneur qui, cependant, était un fier clérical.

Je me rappelle que, là, on présenta à Garibaldi un paysan poëte qui avait dicté — il ne savait ni lire ni écrire — tout un poëme sur la vie pastorale.

Vers neuf heures, un voisin me souffla tout bas à l'oreille qu'un jeune garçon de quinze ans languissait dans la prison communale, abruti par les coups et les mauvais traitements de son père qui, s'étant remarié, à l'âge de soixante ans, avec une jeune paysanne, avait, à l'instigation de celle-ci, accusé son fils de lui avoir manqué de respect.

Le gouverneur reçut une vingtaine d'écus et jeta l'enfant en prison.

Je constatai le fait et j'en parlai au général.

Le père fut mandé, ainsi que le malheureux enfant. Ce fut une scène comique et hideuse à la fois. Le père voulait bien que l'on fît sortir son fils de prison, mais il réclamait naïvement la somme qu'il avait donnée pour l'y faire entrer. L'enfant pleurait à chaudes larmes et embrassait Garibaldi; quant au gouverneur, il ne savait plus quelle contenance tenir. A la fin, il harangua le peuple du haut du balcon, et l'enfant fut porté en triomphe par tous les gamins du village.

Le lendemain, à cinq heures du matin, un détachement de la garde nationale partit avec nous, par une pluie fine et pénétrante.

Il nous accompagna jusqu'à Rieti, et escorta un employé des

finances emprisonné dans l'endroit où nous déjeunâmes, lequel était un espion payé par le général bourbonien Landi, commandant la colonne mobile à la frontière des États romains.

La légion italienne, casernée à Rieti, se composait de trois bataillons (total quinze cents hommes), auxquels étaient joints quatre-vingt-dix lanciers habillés et montés aux frais de leur commandant, le comte Angelo Masina, de Bologne.

Ce fut avec eux qu'il marcha au secours de Rome.

Lors du débarquement des Français à Civita-Vecchia, la légion se trouvait à Anagni, berceau et tombe de Boniface VIII.

*

Mais à ce général, qui avait tout un peuple à sa suite, il fallait des soldats.

On lui improvisa une brigade d'éléments étrangers les uns aux autres, d'hommes qui ne se connaissaient pas entre eux, et qui devaient se réunir, se fondre, s'amalgamer dans l'enthousiasme qu'il inspirait.

Cette brigade se forma :

De deux bataillons de sa propre légion, parmi lesquels une quarantaine d'hommes revenus avec lui de Montevideo, portant la blouse rouge à parements verts;

De trois cents hommes de retour de Venise;

De quatre cents jeunes gens de l'université;

De trois cents douaniers mobilisés;

Enfin, de trois cents émigrés; en tout deux mille cinq cents hommes, qui furent chargés de la défense des murs depuis la porte Portese jusqu'à la porte San-Pancracio et Cavallegieri, et

occupant tous les points élevés en dehors des murailles de la villa Corsini, connus sous le nom des *Quatre-Vents*, jusqu'à la villa Pamphili.

C'était, selon toute probabilité, sur ce point que se porterait l'effort des Français qui voulaient conserver Civita-Vecchia pour base de leurs opérations.

Le 28 avril, l'avant-garde française était à Palo où, dès la veille, était arrivé, éclairant le chemin, un bataillon de chasseurs.

Le 29, elle était à Castel-Guido, c'est-à-dire à cinq lieues de Rome.

Alors le général en chef envoya en reconnaissance son frère, le capitaine Oudinot, et un officier d'ordonnance, avec quinze chevau-légers.

Cette reconnaissance s'avança vers le point où se divisent les deux routes Auréliennes, ancienne et nouvelle, et, à une lieue de Rome, rencontra les avant-postes romains.

L'officier qui commandait les avant-postes s'avança alors, et, s'adressant aux Français :

— Que voulez-vous? leur demanda-t-il.

— Aller à Rome, répondirent les Français.

— Cela ne se peut pas, dit l'officier italien.

— Nous parlons au nom de la République française.

— Et nous, au nom de la République romaine; ainsi donc, en arrière, messieurs.

— Et si nous ne voulons pas retourner en arrière?

— Nous tâcherons de vous y faire aller malgré vous.

— Par quel moyen?

— Par la force.

— Alors, dit l'officier français, se tournant vers les siens, s'il en est ainsi, faites feu.

Et, en même temps, lui-même déchargea un pistolet qu'il tira de ses fontes.

— Feu ! répondit l'officier qui commandait les avant-postes romains.

La reconnaissance, trop faible pour résister, se retira au galop, laissant entre nos mains un chasseur français engagé sous son cheval mort.

Il fut pris et emmené à Rome.

Le bulletin français dit que ce fut nous qui prîmes la fuite et qui fûmes poursuivis ; mais si cela était vrai, comment eût-il été possible que nous eussions fait et ramené à Rome un prisonnier, nous qui étions à pied, tandis que les Français étaient à cheval ?

Au reste, nous aurons à relever plus d'une erreur de ce genre.

La reconnaissance alla donc reporter au général la nouvelle que Rome était prête à se défendre, et qu'il ne fallait point compter qu'il y entrât, comme il s'y attendait, sans coup férir et au milieu des acclamations générales.

Le général en chef français n'en continua pas moins sa marche.

Le jour suivant, c'est-à-dire le 30 avril, laissant à la Maglianilla les sacs de ses soldats, il s'avança au pas de course.

Relevons une nouvelle erreur relative au 30 avril, comme nous avons relevé celle relative au 29.

Les écrivains français ont dit que, victimes d'une basse intrigue, les soldats avaient été attirés dans la ville à la suite d'une simple reconnaissance et étaient tombés dans un piége.

L'affaire du 30 ne fut pas une reconnaissance, et les Français ne furent pas attirés dans un piége.

L'affaire du 30 fut un combat, auquel s'attendait parfaitement le général français, et la preuve c'est que voici le plan de la bataille trouvé sur un officier français mort, et transmis, par le colonel Masi, au général, ministre de la guerre (1) :

« On devra diriger une double attaque par les portes Angelica et Cavallegieri, afin de partager l'attention de l'ennemi.

» Par la première, on forcera les troupes ennemies qui campent sur le Monte-Mario, et ensuite on pourra occuper la porte Angelica.

» Lorsque nos troupes auront occupé ces deux points, nous pousserons l'ennemi avec toute la force possible, en tout sens, et le point général de ralliement sera la place Saint-Pierre.

» On recommande surtout d'épargner le sang français. »

L'idée du général français non-seulement était mauvaise, mais encore fut mal exécutée ; nous allons essayer de le prouver.

La route qui mène de Civita-Vecchia à Rome se sépare en deux, à quinze cents mètres à peu près des murailles ; à droite, elle mène à la porte San-Pancracio ; à gauche, à la porte Cavallegieri, voisine de l'angle saillant du Vatican.

Voulant suivre le plan arrêté et prendre par derrière le

(1) Je ne fais point ici un roman, je publie des *Mémoires*. Je suis donc forcé de traduire textuellement. Je ne démens ni n'affirme : j'instruis un procès devant ce grand et dernier juge qu'on appelle la Vérité.

Monte-Mario, puis assiéger la porte Angelica, l'armée française, arrivée à la bifurcation, devait tourner, avec une brigade, à gauche dans la direction de l'aqueduc Paolo, et, avec l'autre, prendre à droite, vers le Casale de San-Pio, et tenter de s'emparer de la porte Cavallegieri.

Là, fut l'erreur grave que commirent les Français. Ils lancèrent sur la droite les voltigeurs du vingtième de ligne qui trouvèrent un terrain âpre, coupé de bois, et d'un accès difficile, et, sur les hauteurs de gauche, les chasseurs de Vincennes ; à cent cinquante mètres environ des murs, ces braves enfants perdus de l'armée ennemie furent foudroyés par la grêle de mitraille que vomissait la batterie du bastion San-Mario.

Cependant le mal fut moins grand pour eux qu'il n'aurait pu être, à cause de cette habileté, conquise dans la guerre contre les Arabes, de se faire des remparts de tous les accidents de terrain.

De leur côté, leur feu, admirablement dirigé, nous causait de grandes pertes. Ce fut là que furent tués le lieutenant Marducci, jeune homme de la plus grande espérance dont la mère, depuis la rentrée du pape Pie IX, fut condamnée à huit jours de prison pour avoir déposé des fleurs sur la tombe de son fils ; l'adjudant major Enrico Pallini, le brigadier della Verdova, le capitaine Pifferi, le lieutenant Belli et quelques autres, obscurs pour le monde mais chers à nous, tels que de Stephanis, Ludovic et le capitaine Leduc, brave Belge qui avait combattu pour nous dans la guerre de l'indépendance.

Mais les vivants ne manquaient pas pour succéder aux

morts ; dès le matin, le roulement des tambours annonça aux Romains l'approche des Français, et, en un instant, les murs et les bastions furent couverts d'hommes.

Pendant que le feu des voltigeurs du vingtième de ligne et celui des chasseurs de Vincennes répondaient au nôtre, le gros de la colonne française, qui devait bien voir qu'on lui lançait des boulets au lieu de lui jeter des fleurs, comme elle s'y attendait, continuait de s'avancer.

Au moment où elle apparut, une batterie de quatre pièces, placée sur un bastion, commença de la mitrailler.

Le général français établit aussitôt sur les aqueducs une batterie, chargée de répondre à notre feu, et fit monter, sur une colline, deux autres pièces qui firent face aux jardins du Vatican, où se trouvaient peu de soldats, mais une immense quantité de peuple en armes.

Notre feu s'étant ralenti un instant à cause de la justesse de tir des chasseurs de Vincennes, le général français lança la brigade Molière, qui s'avança bravement jusqu'au pied des murailles ; mais, comme je l'ai dit, les morts avaient été rapidement remplacés, et le feu se ralluma plus ardent, écrasant les têtes des colonnes Marulaz et Bouat ; force leur fut donc de battre en retraite et de chercher un abri dans les plis du terrain.

Garibaldi suivait tous ces mouvements des jardins de la villa Pamphili. Il jugea que le moment de donner à son tour était arrivé, et il glissa plusieurs petits détachements à travers les vignes ; mais cette manœuvre fut découverte et, du vingtième de ligne, on envoya un renfort pour empêcher que les chasseurs de Vincennes ne fussent surpris, et les protéger.

Garibaldi fit dire alors que, si on lui envoyait un renfort de mille hommes, il répondait du succès de la journée.

On lui envoya aussitôt le bataillon du colonel Galleti et le premier bataillon de la légion romaine commandé par le colonel Morelli. Il disposa des compagnies chargées de défendre les passages menacés; d'autres furent chargées de protéger les flancs et les derrières de la sortie, et, à la tête de tout ce qu'il lui restait d'hommes, il s'élança sur les Français.

Par malheur, du haut des remparts, les nôtres prirent les hommes de Garibaldi pour des soldats du général Oudinot, et firent feu sur eux. Garibaldi s'arrêta jusqu'à ce que l'erreur fût reconnue, et alors, à la baïonnette, il s'élança à ciel ouvert sur le centre de l'armée française.

Là, s'engagea un combat terrible entre les tigres de Montevideo, comme on les appelait, et les lions d'Afrique. Français et Romains se battaient corps à corps, se poignardaient à la baïonnette, luttaient, se renversaient, se relevaient.

Garibaldi avait enfin trouvé des ennemis dignes de lui.

Là, furent tués parmi nous le capitaine Montaldi, les lieutenants Rigli et Zamboni, là, furent blessés le major Marochetti, le chirurgien Scheenda, l'officier Ghiglioni, le chapelain Ugo Bassi, qui, sans armes au milieu des combattants, affrontait les blessures et la mort, pour secourir les blessés et consoler les mourants; cœur pieux, âme miséricordieuse dont les prêtres firent un martyr; enfin les lieutenants Dall'Oro, Tressoldi, Rolla et le jeune Stadella, fils du général napolitain.

Après une lutte d'une heure, les Français furent obligés de

céder ; une partie se débanda dans la campagne, une autre partie se mit en retraite sur le corps principal.

Deux cent soixante restèrent nos prisonniers.

Ce fut en ce moment que le capitaine d'artillerie Fabar, officier d'ordonnance du général en chef, voyant le mauvais succès de l'attaque si mal combinée du général, crut y apporter remède en proposant à son chef de guider une nouvelle attaque par un chemin qui lui était connu, disait-il, et qui le conduirait, inaperçu, jusque sous les murs de Rome en face des jardins du Vatican.

Ce chemin était flanqué de quatre ou cinq maisons où l'on pourrait laisser des détachements, et cachées au milieu des vignes.

Le général en chef accepta, lui donna une brigade du corps Levaillant, et le capitaine Fabar partit.

L'entreprise fut facile à son début, et la marche de la colonne resta, en effet, ignorée des défenseurs de Rome jusqu'à la route consulaire de la porte Angelica ; mais là, au premier éclair que le soleil tira des armes françaises, un feu terrible, parti de toute l'enceinte des jardins pontificaux, accueillit la colonne, et une des premières balles frappa le capitaine Fabar qui la conduisait.

Quoique privée de son guide, la colonne se défendit vaillamment et, pendant quelque temps, répondit au feu des murailles ; mais, décimés encore, foudroyés, ayant, sur leurs derrières, nos troupes du Monte-Mario, devant eux le feu du château Saint-Ange qui leur fermait le chemin de la porte Angelica, exposés à découvert à la grêle de balles et de mitraille qui

pleuvait des jardins du Vatican et qui ne leur permettait pas de reprendre leurs anciennes positions, les Français furent obligés de se réfugier dans les petites cassines éparses dans les vignes et disséminées le long de la route, où notre artillerie continua de les foudroyer.

Ainsi, une brigade entière, qui était l'aile gauche du corps d'armée français, se trouva séparée de son centre et en danger d'être faite prisonnière.

Par bonheur pour le général Levaillant, nos troupes du Monte-Mario ne descendirent point, et deux mille hommes, massés derrière la porte Angelica, et qui pouvaient tomber sur eux, ne bougèrent pas.

Le général en chef n'était pas plus heureux sur sa droite, c'est-à-dire sur le point où avait combattu Garibaldi ; un instant le feu et la lutte avaient cessé par la retraite des Français ; mais, en voyant ses hommes repoussés, le général Oudinot, craignant d'être coupé dans ses communications avec Civita-Vecchia, avait poussé en avant les restes de la brigade Molière, et le combat, refroidi un instant, avait repris une nouvelle ardeur. Mais la science de la guerre, la discipline, le courage, l'attaque impétueuse, tout échoua devant nos soldats, tout jeunes, tout inexpérimentés qu'ils étaient.

C'est que Garibaldi était là, debout à cheval, les cheveux au vent, pareil à la statue d'airain du dieu des batailles.

A la vue de l'invulnérable, chacun se rappela les exploits des immortels ancêtres et de ces conquérants du monde, dont il foulait les tombeaux ; on eût dit que tous savaient que l'ombre des Camille, des Cincinnatus et des César les regardait du haut

du Capitole. A la violence, à la furie française, ils opposèrent le calme romain, la suprême volonté du désespoir.

Après quatre heures d'un combat obstiné, le chef de bataillon du vingtième de ligne, aujourd'hui le général Picard, avec des efforts inouïs, un courage prodigieux, s'empara, avec trois cents hommes, d'une bonne position qu'il força les jeunes gens de l'université de lui abandonner; mais, presque aussitôt, Garibaldi, ayant reçu un bataillon d'exilés, commandé par Arcioni, un détachement de la légion romaine, avec deux compagnies de la même légion, se jeta en avant, tête basse, baïonnette croisée, reprit à son tour l'offensive et, avec une fougue irrésistible, renversant tout obstacle, enveloppa dans la maison, dont il s'était fait une forteresse, le lieutenant-colonel Picard, qui, attaqué de tous côtés, et de face par Nino Bixio, qui lutta corps à corps avec lui, fut enfin forcé de se rendre avec ses trois cents hommes.

Cette lutte gigantesque décida de la journée, et changea complétement la face des choses. Il n'était plus question de savoir si Oudinot entrerait dans Rome, mais s'il pourrait retourner à Civita-Vecchia.

Garibaldi, en effet, maître de la villa Pamphili et de la position des aqueducs, dominait la voie Aurélienne, et, par un mouvement rapide, pouvait précéder les Français à Castel-Guido et leur fermer la route.

Le résultat de ce mouvement était certain ; l'aile gauche des Français, écrasée sous les jardins du Vatican et abritée, comme nous l'avons dit, dans les cassines éparses, ne pouvait battre en retraite sans s'exposer au feu exterminateur de l'artillerie et de la fusillade des murs.

L'aile droite, battue et dispersée à ciel ouvert par Garibaldi, se trouvait dans ce moment de découragement fatal qui suit une défaite inattendue et ne pouvait opposer qu'une faible résistance. De plus, les Français étaient exténués par un combat de dix heures, et sans cavalerie aucune pour protéger leur retraite.

Nous avions deux régiments de ligne en réserve, deux régiments de dragons à cheval, deux escadrons de carabiniers, le bataillon de Lombards, commandé par Manara, enchaîné, il est vrai, par la parole de Manucci, et derrière eux un peuple tout entier.

Garibaldi avait jugé la situation, car, du champ de bataille, il écrivait au ministre de la guerre Avizzana :

« Envoyez-moi des troupes fraîches et, de même que je vous avais promis de battre les Français, parole que j'ai tenue, je vous promets d'empêcher que pas un ne rejoigne ses vaisseaux. »

Mais alors, dit-on, le triumvir Mazzini opposa sa parole puissante à ce projet.

— Ne nous faisons pas, dit-il, un ennemi mortel de la France, par une défaite complète, et n'exposons pas nos jeunes soldats de réserve, en rase campagne, contre un ennemi battu, mais valeureux.

Cette grave erreur de Mazzini enleva à Garibaldi la gloire d'une journée à la Napoléon, et rendit infructueuse la victoire du 30; erreur fatale, et cependant excusable chez un homme qui avait mis toutes ses espérances dans le parti démocratique français dont Ledru-Rollin était le chef, erreur qui eut pour l'Italie d'incalculables conséquences.

Le plan de Garibaldi, s'il eût été adopté, pouvait changer les destins de l'Italie.

En effet, la position était des plus simples, et j'en appellerai, aujourd'hui que les haines sont éteintes et qu'un nouveau jour se lève pour l'Italie, à la loyauté de nos adversaires eux-mêmes.

Oudinot avait attaqué Rome avec deux brigades, une sous les ordres du général Levaillant, l'autre sous les ordres du général Molière; un bataillon de chasseurs à pied, douze canons de campagne et cinquante chevaux, complétèrent la division; nous avons vu à quel misérable état était réduit, dans la soirée du 30 avril, ce corps d'armée, dont l'aile gauche avait été maladroitement allongée et l'aile droite rejetée sur son centre par Garibaldi, maître de la villa Pamphili, des aqueducs et de la vieille voie Aurélienne; il fallait, sans perdre un instant et avec toutes les troupes disponibles, se porter en avant, forcer les Français, ou à une fuite rapide, nécessaire s'ils voulaient regagner Civita-Vecchia, ou à un nouveau combat, qui se fût terminé par leur complète destruction dans la position défavorable où ils se trouvaient.

Ou l'armée française eût été anéantie, ou elle eût été forcée de déposer les armes.

Ce qu'il y eut de curieux, c'est que, pendant toute cette journée, les musiques militaires romaines jouèrent la *Marseillaise*, en combattant ceux qui, animés par ce chant, avaient vaincu l'Europe.

Il est vrai qu'ils ne le chantaient plus.

Outre les morts et les blessés qu'ils nous firent, les balles et

les boulets causèrent, dans cette journée, de grands dommages à nos monuments, et nous ne pûmes nous empêcher de sourire tristement, lorsque nous lûmes, dans les journaux français, que le siége traînerait probablement en longueur, par le soin qu'avaient les ingénieurs de sauvegarder les monuments artistiques.

Les balles et les boulets frappaient, en effet, et crépitaient comme grêle sur la coupole de Saint-Pierre et sur le Vatican.

Dans la chapelle Paulina, riche des fresques de Michel-Ange, de Zuccari et de Lorenzo Sabati, une des peintures fut atteinte diagonalement par un projectile.

Dans la Sixtine, un autre endommagea un caisson peint par Buonarroti.

En somme, les Français perdirent dans cette journée, en morts, blessés et prisonniers, treize cents hommes. De notre côté, nous eûmes une centaine d'hommes tués ou hors de combat, et un prisonnier.

Ce prisonnier était notre chapelain Ugo Bassi, qui, dans un de nos mouvements en arrière, ayant posé sur ses genoux la tête d'un mourant, près duquel il s'était assis pour le consoler, ne voulut abandonner le blessé que lorsqu'il eut rendu le dernier soupir.

On devine facilement la joie qui s'empara de Rome dans la soirée, et dans la nuit qui suivit ce premier combat. De quelque manière que tournassent désormais les choses, l'histoire, on le croyait ainsi du moins, ne nierait pas que, non-seulement nous eussions tenu tête tout un jour aux premiers soldats du monde, mais encore que nous les eussions forcés de reculer.

La ville tout entière fut illuminée et présenta l'aspect d'une fête nationale ; de tous côtés on entendait des chants et des orchestres. En sortant du quartier général, ces chants et cette musique serrèrent le cœur des soldats et des officiers prisonniers.

Le capitaine Fabie se tourne vers un officier romain, c'était l'historien Vecchi, et lui demande :

— Cette joie et ces chants sont-ils pour nous insulter ?

— Non, lui répondit Vecchi, ne croyez pas cela ; notre peuple est généreux et n'insulte pas au malheur, mais il fête son baptême de sang et de feu ; nous avons vaincu aujourd'hui les premiers soldats du monde, voulez-vous l'empêcher d'applaudir à la mémoire des morts et à la résurrection de notre vieille Rome ?

Alors, le capitaine Fabie se montra vivement touché de cette réponse, qui lui était faite en excellent français, si touché que, les larmes aux yeux, il s'écria :

— Eh bien, à ce point de vue : Vive Rome ! Vive l'Italie !

Aucun soldat prisonnier ne fut envoyé au quartier qui lui était destiné, sans qu'il eût reçu des vivres et qu'il fût pourvu de tout ce dont il avait besoin.

Quant aux officiers qui avaient perdu leur épée, il leur en fut, à l'instant même, rendu une autre.

Le lendemain, premier mai, au point du jour, l'infatigable Garibaldi, ayant reçu du ministre de la guerre l'autorisation d'attaquer les Français avec sa légion, c'est-à-dire, avec douze cents hommes, les divisa en deux colonnes, dont une partie sortit avec Masina par la porte Cavallegieri, l'autre, sous ses

ordres, par la porte San-Pancracio. Le peu de cavalerie qu'il avait fut augmentée d'un escadron de dragons.

Le but de Garibaldi était de surprendre les Français dans leur camp et de leur livrer bataille, quoique six fois moins nombreux qu'eux ; il espérait, au reste, qu'au bruit de la fusillade et du canon, le peuple tout entier accourrait à son secours.

Mais, arrivé au camp, il apprit que les Français étaient partis pendant la nuit, se retirant vers Castel-Guido, et que Masina, qui avait pris le plus court, avait rejoint leur arrière-garde et bataillait avec elle.

Garibaldi alors doubla sa marche, et rejoignit Masina près de l'hôtellerie de Malagrotta, où les Français se massaient et paraissaient s'apprêter à la bataille. Il prit aussitôt, aux flancs de l'armée française, sur une hauteur, une avantageuse position ; mais, au moment où les nôtres allaient charger, un officier se détacha du corps d'armée, s'avança sur la grande route et demanda à parlementer avec Garibaldi.

Garibaldi ordonna qu'il lui fût amené.

Le parlementaire dit qu'il était envoyé par le général en chef de l'armée française pour traiter d'un armistice et s'assurer si, bien réellement, le peuple de Rome acceptait le gouvernement républicain et voulait défendre ses droits. Comme preuve des loyales intentions du général, celui-ci proposait de nous rendre le père Ugo Bassi, fait, comme nous l'avons raconté, prisonnier la veille.

Pendant cet entretien, un ordre du ministre arrivait, enjoignant à Garibaldi de rentrer dans Rome.

La légion y entra, vers quatre heures après midi, conduisant avec elle le parlementaire.

L'armistice que demandait le général Oudinot lui fut accordé.

XVI

EXPÉDITION CONTRE L'ARMÉE NAPOLITAINE

Tandis que s'accomplissaient les événements que nous venons de raconter, l'armée napolitaine, forte de près de vingt mille hommes, ayant le roi à sa tête, traînant après elle trente-six bouches à feu, flanquée d'une magnifique cavalerie, fière de ses récents triomphes en Calabre ou en Sicile, s'avançait pour investir la ville par la rive gauche du Tibre. Elle avait occupé, militairement, Velletri, puis Albano et Frascati, protégée sur sa droite par les Apennins, sur sa gauche par la mer, et étendait ses avant-postes à quelques lieues de nos murs.

Voyant cela, Garibaldi, que l'armistice laissait inoccupé, demanda à employer ses loisirs à faire la guerre au roi de Naples.

La permission lui fut accordée.

Le soir de la nuit du 4 mai, Garibaldi sortit avec sa légion, forte de deux mille cinq cents hommes.

Parmi ces deux mille cinq cents hommes se trouvaient le bataillon des bersaglieri de Manara, rentré dans le plein exercice de ses droits (qui, du reste, n'avaient pas été aliénés à l'endroit du roi de Naples), les douaniers, la légion universitaire, deux compagnies de la garde nationale mobile et quelques autres corps de volontaires.

Le rendez-vous avait été donné, sur la place du Peuple, à six heures; Garibaldi était arrivé.

Un jeune Suisse, de la Suisse allemande, qui a écrit une excellente histoire du siége de Rome, Gustave de Hoffstetter, exprime ainsi l'effet que lui produisit la vue de Garibaldi.

« Au moment où six heures sonnaient, le général parut avec son état-major et fut reçu par un tonnerre de vivats; je le voyais pour la première fois : c'est un homme de taille moyenne, au visage brûlé par le soleil, mais avec des lignes d'une pureté antique; il est assis sur son cheval aussi calme et aussi ferme que s'il y était né; de dessous son chapeau, à larges bords, à ganse étroite, orné d'une plume noire d'autruche, se répand une forêt de cheveux; une barbe rousse lui couvre tout le bas du visage; sur sa chemise rouge, était jeté un poncho américain blanc et doublé de rouge comme sa chemise. Son état-major portait la blouse rouge et, plus tard, toute la légion italienne adopta cette couleur.

» Derrière lui galopait son palefrenier, nègre vigoureux, qui l'avait suivi d'Amérique; il était vêtu d'un manteau noir et portait une lance à banderoles rouges.

» Tous ceux qui étaient venus avec lui d'Amérique portaient à la ceinture des pistolets et des poignards d'un beau travail; chacun avait à la main le fouet de peau de buffle. »

Continuons la description : cette fois c'est Émile Dandolo qui parle; lui aussi, pauvre jeune homme, blessé au siége de Rome, où son frère fut tué; mort depuis, à Milan, de la poitrine; il a laissé un récit des événements auxquels il a pris part.

C'est Dandolo qui parle :

« Suivis de leurs ordonnances, tous ces officiers venus d'Amérique se débandent, se réunissent, courent en désordre, vont de çà et de là, actifs, surveillants, infatigables; quand la troupe s'arrête pour camper et prendre quelque repos, pendant que les soldats mettent leurs armes en faisceaux, c'est un curieux spectacle que de les voir sauter à bas de leurs chevaux, et pourvoir chacun en personne, le général compris, aux besoins de leurs montures.

» L'opération finie, les cavaliers songent à eux et si, des localités voisines, ils ne peuvent avoir des vivres, trois ou quatre colonels ou majors sautent sur leurs chevaux, et, armés de lazos, s'aventurent par la campagne sur la trace des moutons ou des bœufs. Quand ils en ont réuni ce qu'ils en veulent, ils reviennent, poussant le troupeau devant eux; ils en distribuent un nombre donné par compagnie, et tous, tant qu'ils sont, soldats et officiers, se mettent à égorger, à couper par quartiers et à faire rôtir, devant d'immenses feux, d'énormes morceaux de mouton, de bœuf ou de porc, sans compter les menus animaux, comme des dindons, poulets, canards, etc.

» Pendant ce temps, si le péril est éloigné, Garibaldi reste couché sous sa tente; si, au contraire, l'ennemi est voisin, il ne descend pas de cheval, donne des ordres et visite les avant-postes; seulement, il jette bas son singulier uniforme, s'habille en paysan, et se livre lui-même aux plus dangereuses explorations; la plupart du temps, assis sur quelque cime élevée et qui domine les environs, il passe des heures à sonder les profondeurs de l'horizon avec sa lunette; lorsque la trompette du général donne le signal du départ, les mêmes lazos servent à prendre et à ramener les chevaux qui paissent épars dans la prairie; l'ordre de marche est arrêté comme la veille, et le corps se met en route sans que personne sache ou s'inquiète où l'on va.

» La légion personnelle de Garibaldi est forte de mille hommes à peu près; elle se compose du plus désordonné assortiment d'hommes qui se puisse voir, gens de tout rang, de tout âge, enfants de douze à quatorze ans, appelés à cette vie d'indépendance soit par un noble enthousiasme, soit par une inquiétude naturelle, vieux soldats réunis par le nom et par la renommée de l'illustre condottiere du nouveau monde et, au milieu de tout cela, beaucoup qui ne peuvent se vanter d'avoir que la moitié de la devise de Bayard, sans peur, et qui cherchent, dans la confusion de la guerre, la licence et l'impunité.

» Les officiers sont choisis parmi les plus courageux et élevés aux grades supérieurs, sans qu'il soit fait attention à l'ancienneté et aux règles ordinaires de l'avancement. Aujourd'hui, l'on en voit un, le sabre au côté, c'est un capitaine; de-

main, par amour de la variété, il prendra le mousquet, se mettra dans les rangs et le voilà redevenu soldat. La paye ne manque pas : elle est fournie par le papier des triumvirs qui ne coûte que la peine de le faire imprimer; proportionnellement, le nombre des officiers est plus grand que celui des soldats.

» Le vaguemestre, c'est-à-dire l'homme chargé des bagages, était capitaine; le cuisinier du général était lieutenant, l'ordonnance avait le même grade; l'état-major est composé de majors et de colonels.

» D'une simplicité patriarcale, qui est si grande qu'on la croirait feinte, Garibaldi ressemble plutôt au chef d'une tribu indienne qu'à un général, mais, quand le péril s'approche ou se déclare, alors il est véritablement admirable de courage et de coup d'œil; ce qui pourrait lui manquer de science stratégique, pour un général selon les règles de l'art militaire, est remplacé chez lui par une étourdissante activité. »

Vous le voyez, sur tous les esprits, sur tous les tempéraments, cet homme extraordinaire fait une égale impression.

Revenons à l'expédition contre les Napolitains.

La troupe se mit en marche à la chute du jour vers les huit heures du soir. Où allait-on, personne n'en savait rien. On appuya à droite jusqu'à ce qu'après avoir décrit un immense cercle, on se trouva sur la route de Palestrina.

La nuit était limpide et fraîche; on marchait en silence et au pas redoublé. L'état-major pourvoyait lui-même au service de sûreté. Les officiers, accompagnés de quelques hommes à cheval, faisaient de grands tours dans la campagne; quand le sol était trop accidenté, la colonne s'arrêtait et les adjudants,

sondant le terrain qui s'étendait devant elle, revenaient donner des nouvelles qui rendaient le mouvement à l'expédition.

Ces haltes avaient, outre l'avantage de la sécurité, celui de faire reposer les troupes, dont la marche continua ainsi sans trop de fatigue jusqu'à huit heures du matin. A une lieue de Tivoli, on s'arrêta : depuis quelque temps, on avait quitté le chemin de Renesti qui conduit à celui de Palestrina, et l'on s'était dirigé vers Tivoli par une vieille voie romaine.

Par cette marche nocturne, faite avec rapidité, le général avait gagné un triple avantage.

1° Il avait mis dans l'erreur les espions qui, le voyant sortir par la porte du Peuple, durent croire que l'expédition était dirigée contre les Français qui, arrêtés alors à Palo, avaient entamé une espèce de congrès avec le triumvirat.

2° Garibaldi se trouvait à Tivoli sur le flanc droit de la ligne d'opération des Napolitains qui campaient à Velletri et qui envoyaient leurs éclaireurs dans la direction de Rome jusqu'aux hauteurs de Tivoli.

3° La marche nocturne par une lande déserte, privée d'ombre et d'eau, était, grâce à la fraîcheur des ténèbres, un vrai bienfait pour les troupes.

A cinq heures du soir, les hommes reprirent leurs rangs, et l'on marcha vers les ruines de la villa Adriana, distante d'une lieue à peu près de l'endroit où l'on avait fait halte, et qui gît au pied de la montagne où s'élève Tivoli.

Le général avait eu tout d'abord l'intention d'y camper, mais il changea d'avis, et voulut faire faire auparavant une complète exploration des lieux. Il ne mit pas de troupes à

Tivoli, parce que ce n'était qu'à la dernière extrémité qu'il voulait entrer dans les villes.

Au milieu des ruines de la villa Adriana qui forment une forteresse, la brigade entière planta son camp, hommes et chevaux; les chambres souterraines de cet immense édifice étant assez bien conservées pour qu'on s'y logeât.

Cette villa fut élevée par Adrien même; elle est longue de deux milles, large d'un. Une petite forêt d'orangers et de figuiers a poussé sur l'emplacement de l'ancien palais.

Le 6 mai, on partit à huit heures du matin, les bersaglieri en tête; pour joindre la grande route de Palestrina, on fut forcé de passer par la gorge de San-Veterino. On fut une heure à franchir le détroit; à midi, on campa dans une autre vallée où l'on trouva de l'eau fraîche et de l'ombre. On n'apercevait pas une maison, mais on nageait dans la verdure.

A cinq heures et demie, l'on se remit en marche et l'on gravit la montagne. Les soldats avaient devant eux les bêtes de somme qui portaient les munitions de guerre.

Quant aux soldats, chacun portait son pain; de la viande, on ne s'en inquiétait pas, on en trouvait à toutes les haltes; les seuls bersaglieri avaient des marmites.

Arrivée au sommet de la montagne, l'expédition trouva une ancienne voie romaine parfaitement conservée, laquelle conduisait à Palestrina, où l'on arriva à une heure du matin.

Ce fut une bénédiction que de rencontrer cette voie romaine, si bien conservée, que pas une bête de somme n'y fit un faux pas et que le vent n'en souleva point un grain de poussière.

Cependant de fréquentes haltes furent faites pour donner du repos aux soldats. On avait besoin, vu la besogne qu'on lui réservait, qu'il n'arrivât point trop fatigué.

Le général envoya des patrouilles de tous côtés.

Une de ces patrouilles, nombreuse de soixante hommes et commandée par le lieutenant Bronzelli, le même qui dix ans plus tard fut frappé à mort sur le champ de bataille de Treponti, eut les plus heureux résultats; elle attaqua un village occupé par les Napolitains, les mit en fuite et leur fit quelques prisonniers.

Deux des nôtres, qui ne voulaient pas se rendre, furent tués et mis en morceaux.

Le 9, on eut avis qu'un corps considérable de Napolitains s'avançait vers Palestrina; et, en effet, vers deux heures de l'après-midi, du haut de la montagne Saint-Pierre, qui domine la ville et qui était occupée par notre seconde compagnie, on vit s'avancer en bon ordre, par les deux routes qui se réunissent à la porte del Sole, la colonne ennemie. C'étaient deux régiments de l'infanterie de la garde royale et une division de cavalerie.

Garibaldi envoya au-devant d'eux, en tirailleurs, deux compagnies de sa légion, une de la garde nationale mobile et la quatrième compagnie de bersaglieri.

Celle-ci occupait l'aile gauche de la longue chaîne de montagnes qui vient mourir dans la vallée.

Manara, de la plate-forme de la porte, dominait à cheval cette scène magnifique et, par l'entremise d'un trompette, faisait savoir les mouvements qu'il fallait exécuter.

On eût cru être à une revue, tant les choses se passaient tranquillement, et tant les mouvements répondaient aux signaux de la trompette.

Lorsque nous fûmes près des Napolitains, un feu très-vif commença, et les autres corps de l'expédition, serrés en colonne, se présentèrent hors de la porte.

Le chef ennemi voulut alors étendre en tirailleurs ses premiers pelotons; mais on voyait les soldats effrayés refuser de s'éloigner les uns des autres. Quant à nous, nous avancions toujours en continuant le feu. Alors notre extrême droite, commandée par le lieutenant Rozat, tourna un mur qui l'empêchait d'avancer, et courut vivement s'éparpiller sur le flanc de l'ennemi.

Les Napolitains oscillèrent un instant, puis, rompant leurs rangs tout à coup, ils prirent la fuite presque sans décharger leurs fusils. Alors, quelques hommes du bataillon de Manara pénétrèrent jusqu'au milieu de leurs rangs et en sortirent ramenant cinq ou six prisonniers.

A l'aile droite, quoique marchant plus lentement, les choses procédèrent de la même façon; la première compagnie de bersaglieri laissa approcher les Napolitains à la portée de pistolet et, avec une charge vive et inattendue, avec un vigoureux choc à la baïonnette, elle les mit facilement en fuite, les chassant successivement de trois maisons qu'ils occupaient et soutenant, avec le plus grand calme, une charge de cavalerie qui coûta la vie à bon nombre de cavaliers napolitains.

C'était le moment qu'attendait Garibaldi; il envoya un bataillon de renfort à Manara en ordonnant de charger sur toute la ligne à la baïonnette.

Foudroyés sur leur flanc par les Lombards, repoussés de front par les légions et par les exilés, les royaux prirent la fuite rapidement et complétement, laissant trois pièces de canon sur le champ de bataille.

Le combat dura trois heures, et fut conduit à bonne fin sans grand'peine. Les ennemis opposèrent une si faible résistance, que nous en fûmes émerveillés.

Si nous avions eu de la cavalerie pour la lancer à la poursuite des fugitifs, leur perte eût été considérable.

Mais, quand Garibaldi vit l'ennemi se retirer si précipitamment et les nôtres le poursuivre en désordre, il craignit une embuscade et fit sonner la retraite.

Nous eûmes une douzaine de morts et vingt blessés, parmi lesquels le brave capitaine Ferrari, qui reçut un coup de baïonnette dans le pied.

La perte des Napolitains fut d'une centaine d'hommes.

Le résultat matériel, comme on le voit, était peu de chose, mais l'effet moral était grand

Deux mille cinq cents soldats de Garibaldi avaient mis en complète déroute six mille Napolitains.

Environ vingt pauvres diables de prisonniers, presque tous de la réserve et, par conséquent, arrachés à leurs familles et forcés de combattre pour une cause qui n'était pas la leur, furent conduits devant Garibaldi. Tremblants et les mains jointes, ils lui demandèrent la vie. C'étaient de beaux hommes, bien vêtus, mais détestablement armés de pesants fusils à pierre, avec des sacs pleins d'images de saints et de madones, de reliques et d'amulettes.

Ils en avaient au cou, ils en avaient dans leurs poches, ils en avaient partout. Ils dirent que le roi était à Albano avec deux régiments suisses, trois de cavalerie et quatre batteries; on attendait d'autres renforts de Naples.

Eux, sous les ordres du général Zucchi, avaient été envoyés pour prendre Palestrina et s'emparer de Garibaldi, qui leur inspirait une terreur qui ne se saurait imaginer.

Nous campâmes la nuit hors de Palestrina.

Le jour suivant, nous nous avançâmes pour occuper des avant-postes dix milles plus loin; nos patrouilles s'aventurèrent jusque dans les lignes ennemies, qui avaient leurs piquets à quatre milles de distance.

Pour ne pas rester à ne rien faire, nous faisions manœuvrer nos soldats qui, depuis Solaro, n'avaient pas une seule fois fait l'exercice. C'était un beau et encourageant spectacle pour notre cause républicaine, que de voir ces hommes qui, à un quart de lieue de l'ennemi, apprenaient le maniement des armes dont ils allaient se servir contre lui, et qui, au son de la trompette et du tambour, étudiaient l'école de peloton et le feu des tirailleurs.

Nous revînmes le soir à la ville; mais ce fut pour livrer un nouvel assaut.

Le 7 mai, nous étions arrivés à minuit sous des torrents de pluie. Le bataillon Manara avait reçu pour logement un couvent d'Augustins, mais les moines n'avaient pas voulu lui ouvrir; et, fatigués et ruisselants, les républicains frappèrent vainement à la porte, pendant une heure et par un vent glacial. Enfin, la patience des bersaglieri, si grande qu'elle fût, se lassa; on fit venir les sapeurs, et la porte du couvent fut enfoncée.

Quoique, ce soir-là, les soldats, horriblement las, fussent furieux d'un semblable accueil, quoique Garibaldi dît parfaitement, et ne laissât point ignorer à ses hommes, qu'il faisait aussi bien la guerre aux moines hostiles à la République qu'aux Napolitains, les exhortations de Manara et des officiers parvinrent à calmer nos soldats, et à empêcher tous les désordres auxquels on pouvait s'attendre en pareille occasion. On se coucha tranquillement sur le pavé des corridors, et l'on chercha, dans un court repos, la force de supporter de nouvelles fatigues.

Par bonheur, la fatigue que nous donnèrent les Napolitains ne fut pas grande.

Or, le soir de la bataille, les bersaglieri regagnèrent leur couvent et le trouvèrent de nouveau fermé. Il fallut de nouveau recourir, pour entrer, à la hache des sapeurs.

Les frères s'étaient enfuis cette fois. Ils n'avaient pas pu croire que des républicains fussent si peu rancuniers, et ils craignaient que la douceur, dont nous avions fait montre, ne fût un piége et ne cachât quelque sinistre retour.

Aussi, en fuyant, les frères avaient-ils emporté avec eux les clefs de leurs cellules. Pour avoir les couvertures et les objets nécessaires à un campement, si modeste qu'il fût, on dut enfoncer quelques portes. Par bonheur, les sapeurs n'étaient pas loin. Ces portes enfoncées, l'exemple fut contagieux ; au lieu de se contenter, comme la première fois, du pavé des corridors, les soldats voulurent avoir, ceux-ci des matelas, ceux-là des couchettes ; les chefs, lassés de faire de la morale, suivirent le mauvais exemple et prirent les cellules. En moins d'une demiheure, le couvent fut sens dessus dessous ; à peine eut-on le

temps de poser des sentinelles à l'église, à la cave et à la bibliothèque.

Au reste, il n'y avait rien à prendre; les frères n'avaient laissé que les gros meubles, dont aucun ne pouvait se mettre dans un sac; mais bon nombre de paysans, qui avaient excité nos soldats à ce bouleversement, profitaient du désordre, et, comme les fourmis, se mettaient à trois ou quatre, afin d'emporter les morceaux trop gros pour un seul.

Beaucoup des nôtres, peu religieux, couraient par tout le couvent, heureux, une fois pour toutes, d'avoir affaire à des moines. L'un sortait d'une cellule avec un large chapeau de dominicain sur la tête, l'autre se promenait gravement dans les corridors avec une longue robe blanche sur son uniforme. Tous parurent à l'appel avec un énorme cierge allumé à la main, et, pendant toute la nuit du 9 au 10, en l'honneur de notre victoire sur les Napolitains, le couvent fut splendidement illuminé.

La correspondance des pauvres frères ne fut pas plus respectée que le reste, et plus d'une lettre fut apportée en triomphe et lue à haute voix par les soldats, qui eût fait rougir jusqu'aux oreilles les chastes fondateurs des ordres (1).

Le 10, nous nous arrêtâmes à Palestrina, et nous campâmes dans les prés. Les Napolitains paraissaient avoir perdu le goût de nous attaquer, et couronnaient les collines d'Albano et de Frascati, se rapprochant peu à peu de Rome.

Garibaldi, qui craignait un assaut combiné des Napolitains et des Français, se mit le même soir en marche pour revenir

(1) Comme Medici n'assistait pas à l'expédition de Palestrina, la plupart de ces détails sont empruntés à Émile Dandolo.

sur Rome ; nous passâmes en silence, et dans un ordre parfait, à deux milles du camp ennemi, par des sentiers presque impraticables, sans qu'aucun accident troublât la tranquillité d'une marche magnifique.

Enfin, dans la matinée du 12, nous arrivâmes à Rome, ayant fait pendant la nuit vingt-huit milles sans nous arrêter un instant; nous avions le plus grand besoin de repos; beaucoup de nous, croyant partir pour une campagne de quelques heures seulement, n'avaient pris, pour être plus légers, ni marmites, ni sacs, ni linge.

Mais, la nuit venue, au lieu de nous reposer, nous fûmes forcés de reprendre nos fusils; une alarme fut donnée à la ville, le bruit courut que les Français attaquaient le Monte-Mario; nous sortîmes précipitamment par la porte Angelica, nous échangeâmes quelques coups de fusil avec les Français, et nous dormîmes, au bord d'un fossé, la main sur nos armes.

XVII

COMBAT DE VELLETRI

A partir de ce moment, les notes laissées pour nous par Garibaldi, au moment où il partait pour la Sicile, nous per-

mettent de lui rendre la parole et de lui remettre la plume à la main.

Le 12 mai, l'Assemblée constituante romaine, à la nouvelle de l'héroïque défense de Bologne, rendait ce décret :

« Rome, 12 mai 1849.

L'Assemblée constituante, au nom de Dieu et du peuple.

» Décrète :

ARTICLE UNIQUE.

» L'héroïque peuple de Bologne est déclaré avoir bien mérité de la patrie, de la république et être le digne émule de son frère, le peuple romain. »

Le même jour où tombait Bologne, l'ambassadeur extraordinaire de la République française, Ferdinand de Lesseps, entrait à Rome avec Michel Accursi, envoyé de la République romaine à Paris.

Moyennant les bons offices de l'ambassadeur français, l'armistice dont il était question depuis quinze jours, et contre lequel je m'étais si fort élevé dans la journée du 1er mai, était conclu.

Le gouvernement romain résolut de profiter de cette trêve pour se débarrasser de l'armée napolitaine, sans qu'elle fût positivement à craindre ; il est toujours gênant d'avoir vingt mille hommes et trente-six pièces de canon sur ses épaules.

Je me trompe, elle n'en avait plus que trente-trois, puisque nous en avions ramené trois de Palestrine.

A cette occasion, le gouvernement jugea à propos de faire

deux généraux de division, l'un, d'un colonel, l'autre, d'un général de brigade; le premier fut Rosetti, le second, moi.

Il nomma Rosetti général de l'expédition.

Quelques amis me poussaient à ne pas accepter cette position secondaire, sous un homme qui, la veille encore, était mon inférieur.

Mais j'avoue que j'ai toujours été inaccessible à ces questions d'amour-propre; qu'on m'eût donné, fût-ce comme simple soldat, l'occasion de tirer l'épée contre l'ennemi de mon pays, j'eusse servi comme bersagliare. J'acceptai donc avec reconnaissance de servir comme général de division.

Le 16 mai, au soir, toute l'armée de la République, c'est-à-dire dix mille hommes et douze pièces de canon, sortit donc des murs de Rome par la porte San-Giovanni.

Parmi ces dix mille hommes, il y en avait mille de cavalerie.

En route, on s'aperçut que le corps Manara, qui avait été désigné pour faire partie de l'expédition, manquait.

On envoya un officier d'état-major, pour s'informer d'où venait que Manara, d'habitude le premier lorsqu'il s'agissait de marcher à l'ennemi, était cette fois le dernier.

On n'avait oublié qu'une chose, c'était de le prévenir. On le trouva furieux; il croyait avoir été seul écarté de l'expédition.

Nous passâmes le Teverone sur la route de Tivoli; là, nous appuyâmes à droite et arrivâmes, vers les onze heures du matin, à Zagarola, après une marche des plus fatigantes pour nos hommes. Quoique nous n'eussions pas fait beaucoup de chemin, nous avions marché seize heures. Cela tenait à la profondeur

de la colonne. Nous avions une poussière intolérable. En outre, à certains endroits, la route était si étroite, que nous dûmes passer un à un.

En arrivant à Zagarola, nous ne trouvâmes ni pain ni viande; la division napolitaine avait mis bon ordre à la chose; elle avait tout mangé et, à peu près, tout bu.

L'état-major avait oublié de prévoir le cas.

Par bonheur, j'avais pris avec moi quelques têtes de bétail; mes hommes en prirent d'autres au lazo; on tua, on écartela, on fit rôtir et l'on mangea.

Il est vrai que, lorsque je me plaignis de ce manque de prévoyance qui avait failli faire mourir de faim l'expédition, il me fut répondu qu'on eût craint, en réunissant des vivres, de donner l'éveil à l'ennemi.

Très-bien !

Nous restâmes à peu près trente heures dans cette bourgade, d'où nous partîmes sans pain, comme nous y étions arrivés.

Le 18 mai, l'ordre de partir fut donné à une heure de l'après-midi, mais on ne se mit réellement en marche qu'à six heures du soir. Ces sortes de haltes sont plus fatigantes que des marches forcées.

Enfin, à six heures, je pus me remettre à la tête de la brigade d'avant-garde, et je partis pour Valmontone. Les autres brigades me suivaient. J'avais ordonné le plus grand silence dans les rangs, la plus grande surveillance en tête et sur les flancs. J'avais reçu l'avis que l'armée napolitaine était campée à Velletri avec dix-neuf à vingt mille hommes, dont deux régiments suisses et trente pièces de canon.

On disait que le roi de Naples en personne se trouvait dans la ville.

En effet, les royaux occupaient Velletri, Albano et Frascati; leurs avant-postes venaient jusqu'à Frattocchie. Ils avaient leur aile gauche protégée par la mer, leur aile droite appuyée aux Apennins; après que j'eus abandonné Palestrina, ils l'avaient occupée et dominaient ainsi la vallée où se trouvait le seul chemin praticable à une armée venant de Rome pour les attaquer. Ils pouvaient donc nous opposer une résistance sérieuse; puis, ils avaient sur nous l'avantage de la position, l'avantage du nombre, l'avantage des canons et celui de la cavalerie.

Mais l'heureux résultat de la première entreprise était une promesse du sort pour la seconde. Les troupes du roi de Naples, d'ailleurs, étaient complétement démoralisées, et, on le sait, en guerre, le moral est tout.

Pour contraindre l'ennemi à la retraite ou à une bataille, on avait pensé qu'il fallait s'emparer rapidement de la vallée, occuper une position de flanc qui menaçât les communications de l'armée napolitaine avec Naples; Monte-Fortino avait été choisi pour devenir ce point stratégique. Maîtres en effet de ce point, nous pouvions nous jeter sur Citerna et fermer aux royaux le chemin de leur frontière, nous emparer de Velletri, si, par hasard, ils l'abandonnaient pour nous tourner, ou, enfin, nous lancer avec toutes nos forces sur le corps le plus faible de l'ennemi, si l'ennemi commettait la faute de se diviser.

A la brune, nous arrivâmes à un passage très-étroit qui

débouche près de Valmontone; nous en eûmes pour deux heures. Le régiment Manara, aidé d'un escadron de dragons et de deux pièces de canon, fut chargé d'appuyer l'avant-garde.

Nous arrivâmes à dix heures; les ténèbres étaient épaisses; le lieu du campement, mauvais; on fut obligé d'envoyer chercher de l'eau à un mille.

Le 18, nous continuâmes notre marche avec la même rapidité; de même que la veille, nous avions trouvé Palestrina et Valmontone abandonnées par l'ennemi.

Nous trouvâmes libre Monte-Fortino, qu'il était si facile de nous disputer.

Toute l'armée bourbonienne était en pleine retraite sur Velletri.

Le matin du 19, je quittai la position de Monte-Fortino pour marcher sur Velletri avec la légion italienne, le troisième bataillon du troisième régiment d'infanterie romaine et quelques cavaliers commandés par le brave Marina, en tout quinze cents hommes à peu près.

J'avais à mes côtés Ugo Bassi qui, toujours désarmé, mais cavalier excellent, me servant d'officier d'ordonnance, me répétait sans cesse au milieu du feu :

— Général! par grâce, envoyez-moi où il y a du danger, au lieu d'y envoyer quelqu'un plus utile que moi.

Arrivé en vue de Velletri, j'envoyai un détachement avec ordre de s'avancer jusque sous les murs de la ville, afin qu'il reconnût les lieux, et, attirant l'ennemi, lui fît, s'il était possible, prendre l'offensive.

Je n'espérais certes pas, avec mes quinze cents hommes, battre les vingt mille hommes du roi de Naples, mais j'espérais, le combat engagé, les attirer à moi et donner alors, en les occupant, au gros de notre armée, le temps d'arriver et de prendre part à la bataille.

Sur les hauteurs qui flanquent le chemin conduisant à Velletri, je plaçai la moitié de ma légion, deux ou trois cents hommes au centre, la moitié du bataillon à droite, et la poignée de cavaliers, commandés par Marina, sur la route même.

Je gardai le reste de mes hommes en seconde ligne comme réserve.

L'ennemi, voyant notre petit nombre, ne tarda point à nous attaquer; le premier, un régiment de chasseurs à pied, sortit des murs, et, s'éparpillant, commença un feu de tirailleurs contre nos avant-postes.

Nos avant-postes, selon l'ordre qu'ils avaient reçu, battirent en retraite.

Les chasseurs napolitains furent alors suivis de quelques bataillons de ligne et d'un corps nombreux de cavalerie.

Leur choc fut violent, mais ne dura pas. Arrivés à demi-portée de fusil de nos hommes, le feu, parfaitement calme et admirablement dirigé de ceux-ci, les arrêta court.

Depuis une demi-heure déjà, le feu était engagé.

A ce moment l'ennemi lança sur la route deux escadrons de chasseurs à cheval; une charge désespérée de ceux-ci devait décider de la victoire.

Je me mis alors à la tête de mes cinquante ou soixante cavaliers, et nous chargeâmes cinq cents hommes.

Les Napolitains, emportés par leur élan, nous passèrent sur le corps. Je fus renversé, jeté à dix pas de mon cheval; je me relevai et restai au milieu de la mêlée, frappant de mon mieux pour ne pas être frappé.

Mon cheval avait fait comme moi : il s'était relevé. Je m'élançai sur son dos, et me fis reconnaître de nos hommes qui pouvaient me croire mort, en mettant mon chapeau au bout de mon sabre et en l'agitant. D'ailleurs, j'étais bien reconnaissable, étant le seul vêtu d'un poncho blanc à doublure rouge.

De grands cris accueillirent ma résurrection.

Dans sa fougue, la charge des cavaliers napolitains avait pénétré jusqu'à notre réserve, tandis que les bataillons de ligne, serrés en colonne, les suivaient. Cette ardeur même les perdit, car, n'ayant plus leurs flancs protégés par le régiment de chasseurs à pied, trouvant les nôtres embusqués sur toutes les collines de droite et de gauche, notre réserve en tête, ils se présentèrent comme une cible aux coups de nos soldats.

Je fis en ce moment demander du renfort au général en chef, lui disant que je croyais la bataille bien engagée.

On me répondit que l'on ne pouvait m'en envoyer, les soldats n'ayant pas mangé la soupe.

Je résolus alors de faire ce que je pourrais avec mes propres forces, par malheur toujours insuffisantes dans les circonstances décisives.

Je fis sonner la charge sur toute la ligne ; nous étions quinze cents contre cinq mille.

Au même instant, nos deux pièces de canon furent mises en batterie et tonnèrent; le feu des tirailleurs redoubla, et mes

quarante ou cinquante lanciers, conduits par Marina, s'élancèrent sur trois ou quatre mille hommes d'infanterie.

Cependant Manara, qui était à deux milles à peu près de nous, entendait notre feu et faisait demander au général en chef la permission de marcher au canon.

Au bout d'une heure, on la lui accorda.

Ces braves jeunes gens arrivèrent au pas de course par la grande route, sous le feu de l'artillerie ennemie. Quand ils atteignirent notre arrière-garde, celle-ci s'ouvrit pour les laisser passer. Ils défilèrent au son des trompettes et au milieu d'un enthousiasme admirable. A la vue de ces jeunes gens, petits, bruns, vigoureux, à la vue de leurs noirs panaches flottant au vent, le cri de « Vive les bersaglieri ! » s'élança de toutes les bouches. Ils répondirent par le cri de « Vive Garibaldi ! » et entrèrent en ligne.

Dans ce moment, l'ennemi était repoussé de position en position, et se retirait sous les canons de la place, dont la plus grande partie, placés à droite de la porte, étaient appuyés à un couvent ; deux des pièces enfilaient la grande route, les autres tiraient sur le flanc gauche de notre colonne, où les tirailleurs étaient éparpillés ; mais, vu la nature du terrain qui offrait à mes hommes de nombreux bossellements derrière lesquels ils pouvaient se cacher, elles ne leur faisaient pas grand mal.

A peine arrivé sur le champ de bataille, Manara me chercha des yeux. Il m'eut bientôt reconnu à mon poncho blanc ; il mit son cheval au galop, pour arriver à moi ; mais, en chemin, il fut arrêté par un incident que je rapporte ici, parce qu'il peint admirablement l'esprit de nos hommes.

En passant devant la musique qui jouait un air gai, une vingtaine de ses hommes n'avaient pu résister à l'influence de cet air et, sous les balles et la mitraille des Napolitains, ils s'étaient mis à danser.

Au moment où Manara lui-même, sous une grêle de balles, les regardait en riant, un boulet de canon emporta deux danseurs.

A cet accident, il se fit une légère pause.

Mais Manara s'écria :

— Eh bien, la musique!

La musique reprit, et la danse recommença avec plus d'ardeur qu'auparavant.

De mon côté, voyant arriver les bersaglieri, j'avais envoyé Ugo Bassi, pour dire à Manara de venir me parler.

Son premier mot fut pour demander si je n'étais pas blessé.

— Je crois, répondit Ugo Bassi, que le général a reçu deux balles, une à la main, et l'autre au pied; mais comme il ne se plaint pas, probablement ses blessures ne sont pas dangereuses.

En effet, j'avais reçu deux égratignures, dont je ne m'occupai que le soir, quand je n'eus plus autre chose à faire.

Manara me raconta la scène à laquelle il venait d'assister.

— Est-ce qu'avec de pareils hommes, me demanda-t-il, nous ne pouvons pas essayer d'emporter Velletri d'assaut?

Je me mis à rire. Emporter, avec deux mille hommes et deux pièces de canon, une ville perchée, comme un nid d'aigle, au haut d'une montagne, et défendue par vingt mille hommes et trente pièces de canon!...

Mais tel était l'esprit de cette brave jeunesse, qu'elle ne voyait rien d'impossible.

J'envoyai de nouveaux messagers au quartier général. Si j'avais eu cinq mille hommes seulement, j'eusse tenté l'affaire, tant étaient grands l'enthousiasme de mes hommes et le découragement des Napolitains.

A droite de la porte, on voyait à l'œil nu une espèce de brèche dans la muraille; cette brèche était bouchée par des fascines, mais quelques boulets de canon l'eussent rendue praticable; des colonnes d'attaque, sous la protection d'arbres nombreux, semés aux flancs de la colline, pouvaient arriver jusqu'à cette brèche; les sapeurs de tous les corps, abattant les obstacles, eussent fait le reste.

Deux attaques simulées eussent protégé l'attaque principale.

Au lieu de cela, il fallut se contenter de laisser nos bersaglieri s'amuser à tirailler avec les hommes des remparts, tandis que, du couvent des capucins, deux régiments suisses faisaient sur eux un effroyable feu d'artillerie.

Enfin, le général en chef se décida à venir à mon secours avec toute l'armée; mais, lorsqu'il arriva, le moment favorable était passé. Comme je ne doutais pas que l'ennemi n'évacuât la ville pendant la nuit, ayant eu la nouvelle que le roi était déjà parti avec six mille hommes, je proposai d'envoyer un fort détachement du côté de la porte de Naples, et de peser sur le flanc de l'ennemi, au moment où il se retirerait en désordre; la crainte de nous affaiblir outre mesure empêcha ce plan d'être exécuté.

Vers minuit, voulant savoir à quoi m'en tenir, j'ordonnai à Manara d'envoyer un officier, avec quarante hommes dont il fût sûr, jusque sous les murailles de Velletri, jusque dans Velletri même, s'il était possible.

Manara transmit mon ordre au sous-lieutenant Émile Dandolo, qui prit quarante hommes, et qui s'avança, dans l'obscurité, du côté de la ville.

Deux paysans qu'il rencontra lui assurèrent que la ville avait été abandonnée.

Dandolo et ses hommes s'avancèrent alors jusqu'à la porte; aucune sentinelle ne la gardait.

Brisée par nos boulets, elle avait été barricadée. Les bersaglieri escaladèrent la barricade et se trouvèrent dans la ville.

Elle était bien réellement déserte; il fit quelques prisonniers qui s'étaient attardés, et, par eux et par les gens de la ville, qu'il réveilla, il sut tout ce que j'avais besoin de savoir, c'est-à-dire qu'à peine la nuit venue, les Napolitains avaient commencé à se mettre en retraite, mais si précipitamment et avec un tel désordre, qu'ils avaient laissé la plus grande partie de leurs blessés.

Au point du jour, je me mis à leur poursuite, mais il me fut impossible de les rejoindre. D'ailleurs, pendant que j'étais sur la grande route de Terracine, je reçus l'ordre de me réunir à la colonne dont moitié retournait à Rome, tandis que l'autre moitié était destinée à délivrer Frosinone des volontaires de Zucchi qui l'infestaient.

Ce fut ainsi que l'ennemi nous échappa, qu'une journée, qui pouvait être décisive, enregistra un simple avantage.

Il y eut, dans cette journée, quatre choses que l'on ne sut pas faire :

On ne sut pas m'envoyer des renforts quand j'en demandais.

On ne sut pas donner l'assaut quand on m'eut rejoint.

On ne sut pas empêcher la retraite des Napolitains.

On ne sut pas inquiéter les fuyards.

XVIII

TROIS JUIN

Je rentrai à Rome le 24 mai, au milieu d'une foule immense, qui me saluait avec des cris de folle joie.

Pendant ce temps, les Autrichiens menaçaient Ancône; déjà un premier corps de quatre mille hommes était parti de Rome, pour aller à la défense des Légations et des Marches.

Il était question d'en envoyer un second ; mais, avant de lui faire quitter Rome, le général Rosetti crut de son devoir, et pour la sûreté de Rome, d'écrire au duc de Reggio la lettre suivante :

« Citoyen général,

» Mon intime conviction est que l'armée de la République

romaine combattra un jour aux côtés de celle de la République française pour soutenir les droits les plus sacrés des peuples. Cette conviction m'entraîne à vous faire des propositions que vous accepterez, je l'espère. Il est à ma connaissance qu'un traité a été signé entre le gouvernement et le ministre plénipotentiaire de France, traité qui n'a pas reçu votre approbation.

» Je n'entre pas dans les mystères de la politique, mais je m'adresse à vous en qualité de général en chef de l'armée romaine. Les Autrichiens sont en marche ; ils tentent de concentrer leurs forces à Foligno ; de là, appuyant leur aile droite au territoire de la Toscane, ils ont dessein de s'avancer par la vallée du Tibre et d'opérer, par les Abruzzes, leur jonction avec les Napolitains. Je ne crois pas que vous puissiez voir avec indifférence un pareil plan se réaliser.

» Je crois devoir vous communiquer mes suppositions sur les mouvements des Autrichiens, surtout au moment où votre attitude indécise paralyse nos forces et peut assurer un succès à l'ennemi. Ces raisons me paraissent assez puissantes pour que je vous demande un armistice illimité et la notification des hostilités quinze jours avant leur reprise.

» Général, cet armistice, je le crois nécessaire pour sauver ma patrie, et je le demande au nom de l'honneur de l'armée et de la République française.

» Dans le cas où les Autrichiens présenteraient leurs têtes de colonnes à Civita-Castellana, c'est sur l'armée française que, devant l'histoire, retomberait cette responsabilité de nous avoir forcés de diviser nos forces, dans un moment où elles nous sont

si précieuses, et d'avoir, ainsi faisant, assuré les progrès des ennemis de la France.

» J'ai l'honneur de vous demander, général, une prompte réponse en vous priant de recevoir le salut de la fraternité.

» ROSETTI. »

Le général français répondit :

« Général,

» Les ordres de mon gouvernement sont positifs; ils me prescrivent d'entrer à Rome le plus tôt possible. J'ai dénoncé à l'autorité romaine l'armistice verbal que, sur les instances de M. de Lesseps, j'ai consenti à accorder momentanément. J'ai fait prévenir, par écrit, nos avant-postes, que les deux armées étaient en droit de recommencer les hostilités.

» Seulement, pour donner à vos nationaux qui voudraient quitter Rome, et sur la demande de M. le chancelier de l'ambassade de France, la possibilité de le faire avec facilité, je diffère l'attaque de la place jusqu'au lundi matin au moins.

» Recevez, général, l'assurance de ma haute considération.

» *Le général en chef du corps d'armée*
» *de la Méditerranée.*

» OUDINOT, duc de Reggio. »

Selon cette assurance, l'attaque ne devait commencer que le 4 juin.

Il est vrai qu'un auteur français, Folard, a dit dans ses commentaires sur Polybe :

« Un général qui s'endort sur la foi d'un traité se réveille dupe. »

Le 3 juin, vers trois heures, je me réveillai au bruit du canon.

Je logeais via Carroze, n° 59, avec deux amis à moi : Orrigoni, dont j'ai déjà dit un mot, je crois, et Daverio, dont j'ai eu l'occasion de parler, le même qui, à Velletri, commandait la compagnie des enfants.

Tous deux, à ce bruit inattendu, bondirent de leur lit en même temps que moi.

Daverio était très-souffrant d'un abcès ; je lui ordonnai de rester à la maison.

Quant à Orrigoni, je n'avais aucune raison de l'empêcher de venir avec moi.

Je sautai à cheval, lui laissant la liberté de me rejoindre où et quand il voudrait, et je m'élançai au galop vers la porte Saint-Pancrace.

Je trouvai tout en feu.

Voici ce qui était arrivé :

Nos avant-postes de la villa Pamphili consistaient en deux compagnies de bersaglieri bolonais et en deux cents hommes du sixième régiment.

Au moment où minuit sonnait et où, par conséquent, on entrait dans la journée du 3 juin, une colonne française se glissa, au milieu de l'obscurité, vers la villa Pamphili.

— Qui vive ? cria la sentinelle, avertie par des bruits de pas.

— *Viva l'Italia !* répondit une voix.

La sentinelle crut avoir affaire à des compatriotes; elle se laissa approcher et fut poignardée.

La colonne s'élança dans la villa Pamphili.

Tout ce qu'elle rencontra fut frappé, tué ou fait prisonnier.

Quelques hommes sautèrent par les fenêtres dans le jardin, puis, une fois dans le jardin, du haut en bas des murs.

Les plus pressés se retirèrent derrière le couvent Saint-Pancrace, en criant : *Aux armes !*

Les autres coururent dans la direction des villas Valentini et Corsini.

Comme la villa Pamphili, elles furent enlevées par surprise, non cependant sans faire quelque résistance.

Les cris de ceux qui s'étaient réfugiés derrière Saint-Pancrace, les coups de fusil tirés par les défenseurs de la villa Corsini et de la villa Valentini avaient éveillé les canonniers.

Au moment où ils virent la villa Corsini et la villa Valentini occupées par les Français, ils dirigèrent leur feu sur ces deux maisons de campagne.

Le bruit du canon éveilla le tambour et les cloches.

Donnons une idée du champ de bataille où va se jouer le destin de cette journée.

De la porte Saint-Pancrace, part une route qui conduit directement au Vascello; cette route a deux cent cinquante pas de longueur environ.

Là, le chemin se divise; le rameau principal descend à droite, longeant les jardins de la villa Corsini environnés de murs, et va rejoindre la grande route de Civita-Vecchia.

Le rameau secondaire, cessant d'être un chemin public pour devenir une allée de jardin, conduit directement à la villa Corsini, distante de trois cents mètres. Cette allée est flanquée de chaque côté par de hautes et épaisses haies de myrtes.

Le troisième tourne à gauche, et, comme le premier, côtoie, du côté opposé, la haute muraille du jardin Corsini.

La villa Vascello est une grande et massive fabrique à trois étages, environnée de jardins et de murs. A cinquante pas d'elle, se trouve une petite maison, de laquelle on peut faire feu contre les fenêtres de la villa Corsini.

Sur le chemin à gauche, à cent pas de sa séparation avec la route, il y a deux petites maisons, l'une derrière le jardin même de la villa Corsini, l'autre à vingt pas plus avant.

La villa Corsini, placée sur une éminence, domine tous les environs; la position de la villa est très-forte, attendu que, si on l'attaque tout simplement et sans faire quelques ouvrages d'approche, on est forcé de passer par la grille qui se trouve à l'extrémité du jardin et de subir, avant d'arriver à la villa, le feu concentré que l'ennemi, abrité par les haies, par les vases, par les parapets, par les statues et par la maison même, fait sur le point où les murs du jardin viennent se rejoindre à angle aigu, ne laissant entre eux d'autre ouverture que celle de la porte.

Ce terrain est partout très-accidenté et, au delà de la villa Corsini, présente beaucoup de points favorables à l'ennemi, qui, couché dans ses plis ou, abrité par des bouquets de bois, peut placer des réserves à l'abri du feu des assaillants, en supposant qu'il soit forcé de quitter la maison.

Quand j'arrivai à la porte Saint-Pancrace, la villa Pamphili, la villa Corsini et la villa Valentini étaient prises.

Le Vascello seul était resté en notre pouvoir.

Or, la villa Corsini prise, c'était pour nous une perte énorme; tant que nous étions maîtres de la villa Corsini, les Français ne pouvaient pas tirer leurs parallèles.

A tout prix, il fallait donc la reprendre; c'était, pour Rome, une question de vie et de mort.

Les feux se croisaient entre les canonniers des remparts, les hommes du Vascello et les Français de la villa Corsini et de la villa Valentini.

Mais ce n'était ni une fusillade, ni une canonnade qu'il fallait, c'était un assaut, un assaut terrible, mais victorieux, qui nous rendît la villa Corsini.

Je m'élançai au milieu de la route, m'inquiétant peu si mon poncho blanc et mon chapeau à plumes allaient servir de cible aux tirailleurs français, et, de la voix et du geste, j'appelai tous les hommes disposés à me suivre.

Officiers et soldats semblèrent sortir de dessous terre.

En un instant, j'eus auprès de moi Nino Bixio, mon officier d'ordonnance; Daverio, que je croyais, d'après mon ordre, resté via Carroze; Marina, le commandant ordinaire de mes lanciers; enfin Sacchi et Marochetti, mes vieux compagnons de guerre de Montevideo. Ils ralliérent les débris des bersaglieri bolonais, se mirent à la tête de la légion italienne, et s'élancèrent les premiers, entraînant les autres après eux.

Rien ne put arrêter leur élan; la villa Corsini fut reprise, mais, avant d'y arriver, tant d'hommes étaient restés sur la route

qu'il avait fallu parcourir, que ceux qui y étaient entrés ne purent résister aux nombreuses colonnes qui vinrent les assaillir.

Ils furent obligés de reculer.

Mais, pendant cette charge, d'autres étaient venus, d'autres se joignirent à eux ; les chefs, furieux de leur échec, demandaient à marcher de nouveau. Marina, qui avait reçu une balle à travers le bras, levait ce bras ensanglanté, en criant : « En avant! » Je livrai, pour seconder ces vaillants soldats, tout ce que je pus d'hommes du Vascello ; la charge sonna, et la villa Corsini fut reprise.

Un quart d'heure après, elle était perdue et nous coûtait un sang précieux.

Marina, comme je l'ai dit, était blessé au bras ; Nino Bixio avait reçu une balle dans le flanc ; Daverio était tué.

Au moment où j'exigeais de Marina qu'il allât se faire panser, où je faisais emporter Bixio, Manara, qui était accouru du campo Vaccino, malgré les ordres contradictoires qu'il avait reçus, était déjà près de moi.

— Fais sortir tes hommes, lui dis-je, tu vois bien qu'il faut que nous reprenions cette bicoque.

Sa première compagnie, commandée par le capitaine Ferrari, ancien aide de camp du général Durando, était déjà déployée en tirailleurs hors de la porte Saint-Pancrace. Ferrari était un brave qui avait fait avec nous la double campagne de Palestrina et de Velletri ; à Palestrina, il avait été blessé d'un coup de baïonnette à la jambe, mais il était guéri.

Manara fit sonner le rappel à son trompette, Ferrari rallia ses hommes et vint prendre les ordres de son colonel.

Il fit mettre la baïonnette au bout du fusil, fit sonner la charge et s'élança en avant.

Au moment où il arriva à la grille, c'est-à-dire à trois cents mètres du casino, une grêle de balles commença à pleuvoir sur lui et ses hommes.

Il n'en continua pas moins de s'avancer, tête baissée, sur la villa, qui grondait et jetait des flammes comme un volcan, lorsque son lieutenant Mangiagalli, le tirant par le bas de sa tunique, lui cria :

— Capitaine ! mais, capitaine, vous ne voyez donc pas que nous ne sommes plus que nous deux ?

Ferrari, pour la première fois, regarda en arrière ; vingt-huit de ses hommes, sur quatre-vingts, étaient couchés autour de lui, tués ou blessés.

Les autres avaient battu en retraite.

Ils en firent autant.

Manara était furieux que, sous mes yeux, le reste de sa compagnie eût abandonné ses deux officiers.

Il appela la seconde compagnie, commandée par le capitaine Henri Dandolo, noble et riche Milanais, de race vénitienne, comme l'indique son nom ducal. Il y réunit les débris de la première, et cria :

— En avant les Lombards ! Il s'agit de se faire tuer ou de reprendre cette villa. Songez que Garibaldi vous regarde.

Ferrari fit signe qu'il avait un mot à dire.

— Allons, parle ! fit Manara.

— Général, me dit Ferrari, ce que je vais vous dire n'est pas dans l'espérance de diminuer le danger, mais dans celle

de réussir. Je connais les localités, j'en sors, et vous avez vu que j'ai plus hésité à en sortir qu'à y entrer.

Je lui fis de la tête un signe d'assentiment.

— Eh bien, voici ce que je propose : au lieu de suivre l'allée et d'attaquer de front, nous nous glisserons, la compagnie Dandolo à gauche, la première à droite, derrière les haies de myrtes. Une pierre, jetée par moi à la compagnie Dandolo, lui apprendra que mes hommes sont prêts; une pierre, lancée de son côté, sera sa réponse; alors nos huit trompettes sonneront à la fois, et nous nous élancerons à l'assaut, du pied même de la terrasse.

— Faites comme vous voudrez, répondis-je, mais reprenez-moi cette bicoque.

Ferrari partit à la tête de sa compagnie, et Dandolo à la tête de la sienne.

Je les fis suivre par le capitaine Hoffzletter et par une cinquantaine d'étudiants, chargés d'occuper la maison de gauche dont j'ai déjà parlé, et qui fut plus tard connue sous le nom de *la maison brûlée*.

Au bout de dix minutes, j'entendis les trompettes et, presque aussitôt, la fusillade.

Voici ce qui se passait :

Les deux compagnies, protégées par les haies et par les vignes, avaient en effet pénétré, comme l'espérait Ferrari, sans être vues ni entendues, jusqu'à une quarantaine de pas de la terrasse.

Là, les signaux avaient été échangés, les trompettes avaient retenti, et mes braves bersaglieri s'étaient élancés à l'assaut.

Mais, de la terrasse, du grand salon du premier étage, de l'escalier qui y conduisait, de toutes les fenêtres enfin, un feu effroyable était sorti.

Dandolo avait été renversé, le corps traversé d'une balle; le lieutenant Sylva était blessé près du capitaine Ferrari ; le sous-lieutenant Manchis recevait, presque en même temps, deux balles, l'une à la cuisse, l'autre au bras.

Et cependant, conduits par leur capitaine Ferrari, Dandolo étant tué, les bersaglieri, par un suprême effort, continuaient de marcher en avant ; ils avaient escaladé la terrasse et repoussé les Français jusqu'à l'escalier circulaire de la villa.

Là moururent leurs efforts ; ils avaient les Français à la fois de front et sur le flanc ; on tirait sur eux presque à bout portant, et chaque balle renversait son homme.

Je les voyais s'acharner et tomber inutilement, je compris qu'ils se feraient tuer jusqu'au dernier sans résultat.

Je fis sonner la retraite.

J'avais deux mille hommes, les Français en avaient vingt mille ; je prenais le casino Corsini avec une compagnie, ils le reprenaient avec un régiment.

C'est que, comme moi, les Français comprenaient parfaitement l'importance de la position.

Mes bersaglieri revinrent à moi ; ils avaient laissé quarante morts dans le jardin de la villa ; presque tous étaient blessés.

Il fallait attendre de nouvelles troupes.

J'envoyai Orrigoni et Ugo Bassi parcourir la ville, avec charge de m'envoyer tout ce qu'ils rencontreraient : je voulais, pour l'acquit de ma conscience, tenter un dernier, un suprême effort.

Je fis mettre les hommes à l'abri, derrière le Vascello.

Au bout d'une heure à peu près, m'arrivèrent, pêle-mêle, des compagnies de la ligne, des étudiants, des douaniers, le reste des bersaglieri lombards, et des fragments de différents corps.

Au milieu d'eux était Marina à cheval, avec une vingtaine de lanciers qu'il me ramenait.

Il était allé se faire panser et revenait prendre part à l'action.

Alors, je sortis du Vascello avec un petit groupe de dragons; à ma vue, les cris de : *Vive l'Italie! Vive la République romaine!* éclatèrent, le canon tonna des murailles, et les boulets, passant au-dessus de notre tête, annoncèrent aux Français une nouvelle attaque, et tous ensemble, sans ordre, pêle-mêle, Marina à la tête de ses lanciers, Manara à la tête de ses bersaglieri, moi à la tête de tous, nous nous élançâmes sur, je ne dirai pas l'imprenable, mais l'intenable villa.

Arrivés à la porte, tous ne purent entrer; le torrent s'écoula à droite et à gauche; ceux qui furent écartés ainsi se répandirent en tirailleurs aux deux flancs du casino; d'autres escaladèrent les murs et sautèrent dans le jardin de la villa; d'autres enfin poussèrent jusqu'à la villa Valentini, la prirent et y firent des prisonniers.

Là, je vis se passer sous mes yeux une chose incroyable : Marina suivi de ses lanciers, faisait tête de colonne; l'intrépide cavalier dévora le terrain, franchit la terrasse et, arrivé au pied de l'escalier, mettant ses éperons dans le ventre de son cheval, il lui fit sauter les degrés au galop, si bien qu'un in-

stant, il apparut, sur le palier qui donnait sur le grand salon, pareil à une statue équestre.

Cette apothéose ne dura qu'un instant; une fusillade à bout portant renversa le cavalier; le cheval tomba sur lui, percé de neuf balles.

Manara venait derrière lui, conduisant une charge à la baïonnette, à laquelle rien ne résista; un instant la villa Corsini fut à nous.

L'instant fut court, mais sublime.

Les Français, réunissant toutes leurs réserves, donnèrent tous ensemble; avant même que j'eusse pu réparer le désordre inséparable de la victoire, le combat recommença plus acharné, plus sanglant, plus mortel; je vis repasser près de moi, repoussés par ces deux puissances irrésistibles de la guerre, le fer et le feu, ceux que j'avais vus passer un instant auparavant. On emportait les blessés, parmi eux le brave lieutenant Nozat.

— J'ai mon compte, me dit-il en passant devant moi.

Il me montra sa poitrine ensanglantée.

J'ai vu de bien terribles combats, j'ai vu nos combats de Rio-Grande, j'ai vu la Boyada, j'ai vu le Salto Sant-Antonio, je n'ai rien vu de pareil à la boucherie de la villa Corsini.

Je sortis le dernier, mon poncho criblé de balles, mais sans une seule blessure.

Dix minutes après, nous étions rentrés dans le Vascello, dans la ligne de maisons qui nous appartenaient, et le feu recommençait de toutes les fenêtres sur la villa Corsini.

Il n'y avait plus rien à faire.

Cependant, le soir, une centaine d'hommes, conduits par Émile Dandolo, le frère du mort, et par Goffredo Mameli, jeune poëte génois de la plus grande espérance, vinrent me demander de faire une dernière tentative.

— Faites, leur dis-je, pauvres enfants; c'est peut-être Dieu qui vous inspire.

Ils partirent et revinrent, après avoir perdu la moitié des leurs.

Émile Dandolo avait la cuisse traversée, Mameli était blessé à la jambe.

Nous avions fait des pertes terribles.

La légion italienne avait, morts ou blessés, cinq cents hommes hors de combat.

Les bersaglieri, qui n'avaient eu que six cents hommes engagés, eurent cent cinquante morts.

Toutes les autres pertes furent dans la même proportion. La perte entière de ma division de quatre mille hommes fut de mille, parmi lesquels cent officiers.

Le soir, Bertani, dans son rapport, me compta cent quatre-vingts officiers blessés, tant à la villa Corsini qu'à la porte du Peuple; les bersaglieri seuls eurent deux officiers tués et onze blessés.

Les officiers tués furent le colonel Daverio, le colonel Marina, le colonel Pollini, le major Romorino, l'adjudant-major Peralta, le lieutenant Bonnet, le lieutenant Cavalleri, Emmanuel, le sous-lieutenant Grani, le capitaine Dandolo, le lieutenant Scarani, le capitaine David, le lieutenant Sarete, le lieutenant Cazzanega.

Il y eut, dans cette journée, des traits de courage et de dévouement admirables.

Dans la dernière charge, Ferrari et Mangiagalli, qui n'avaient pas pu entrer avec nous, se jetèrent, avec quelques hommes qui les suivirent, sur la villa Valentini.

Là, ils eurent à surmonter la résistance la plus acharnée : ils combattirent d'escalier en escalier, de chambre en chambre, non plus avec les fusils, — les fusils étaient devenus inutiles, — mais avec le sabre. Celui de Mangiagalli se brisa à la moitié de la lame, mais, avec le tronçon, il continua de frapper et frappa si bien, Ferrari frappant de son côté, qu'ils restèrent maîtres de la villa Valentini.

Le sergent-fourrier Monfrini, âgé de dix-huit ans, avait eu la main droite percée d'un coup de baïonnette; il alla se faire panser et, un instant après, revint prendre son rang.

— Que viens-tu faire ici? lui cria Manara. Blessé comme tu l'es, tu n'es bon à rien.

— Je vous demande pardon, mon colonel, répondit Monfrini, *je fais nombre.*

Ce brave jeune homme fut tué.

Le lieutenant Bronzelli, sachant que son soldat d'ordonnance, auquel il portait une grande affection, était tombé mort à la villa Corsini, prit quatre hommes résolus, rentra la nuit dans la villa et enleva le cadavre de son ami, qu'il enterra religieusement.

Un soldat milanais, Valla Longa, vit tomber le caporal Fiozani blessé à mort; c'était au moment où nous étions repoussés. Il ne voulait pas laisser son corps aux mains des Français.

Il le chargea mourant sur ses épaules. Au bout de vingt pas, une balle l'atteignit lui-même et il tomba mort près du mourant.

La douleur du lieutenant Émile Dandolo attrista toute l'armée. J'ai dit qu'il était, avec Mameli, venu me demander de faire une dernière charge, et que je leur avais accordé leur demande.

Dandolo pénétra dans la villa Corsini, mais il ne s'occupa que d'une chose, de son frère ; il le croyait blessé seulement ou prisonnier. Au milieu du feu, il cria à ses compagnons : « Voyez-vous mon frère? » Au milieu du feu, ne s'inquiétant pas de lui-même, il s'approchait des blessés et des morts, interrogeait les blessés, examinait les morts.

Sur ces entrefaites, il reçut une balle à travers la cuisse et tomba.

Ses compagnons l'emportèrent.

Conduit à l'ambulance, il y fut pansé; une fois pansé, il prit un bâton pour se soutenir et, tout en boîtant, se remit à la recherche de son frère. Il entra dans la maison où était Ferrari; là aussi était le cadavre d'Henri Dandolo. Ferrari, se sentant trop faible pour assister aux éclats d'une douleur comme celle qu'il pressentait, jeta un manteau sur le mort.

Émile entra, interrogea, insista; tous répondirent qu'Henri Dandolo avait été blessé; que, selon toute probabilité, il était prisonnier; mais nul ne voulut dire qu'il était mort.

Enfin, comme il fallait que, tôt ou tard, il sût la fatale nouvelle, on décida, à force d'instances, Manara à la lui annoncer. Au moment où il passait devant une des petites cassines prises par les Français, Manara lui fit signe d'entrer.

Tous ceux qui étaient dans la chambre s'éloignèrent.

— Ne cherche pas ton frère plus longtemps, mon pauvre ami, lui dit-il en lui prenant la main, c'est moi qui désormais serai ton frère.

Émile tomba immédiatement à terre, foudroyé plus encore par la terrible nouvelle, qu'affaibli par le sang perdu et par la douleur de sa blessure.

Deux jeunes filles se trouvèrent tout à coup en face de leur père, que l'on rapportait mort ; l'une d'elles tomba évanouie sur le cadavre, et se releva folle.

Une mère, voyant son fils expirer, ne put verser une larme ; seulement, trois jours après, elle était morte.

Tout au contraire, un père, dont je cacherai le nom pour ne pas le dénoncer à la haine des prêtres, ayant son premier fils frappé et près de mourir, m'amena le second, âgé de treize ans, en me disant :

— Apprends-lui à venger son frère.

Son aïeul, le vieil Horace, n'eût pas fait mieux.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES



